



número
212
zenbakia

1^a DE FEBRERO DE 2007

2007ko OTSAILAREN 1.a

Boletín Quincenal de
Información Europea
Europari Buruzko
Hamabostekaria



Entrevista:
Anna Mangini Responsable
Unioncamere Toscana en
Bruselas: "Unioncamere Toscana
à Bruxelles est un lien entre les
Institutions européennes et
l'économie toscane"

Pág. 3

Opinión:
Mercedes Bresso. Ponente del
Libro Blanco de la Comunicación
de la UE, Presidenta del PSE en
el CDR: "Placer les Régions au
centre du débat sur l'avenir de
l'Europe"

Pág. 5

*Bienvenida a los nuevos
eurodiputados rumanos y
búlgaros*

Pág. 7

*El Parlamento Europeo debate
sobre el cambio climático*

Pág. 14

*La Comisión Europea reducirá las
capturas en aguas profundas*

Pág. 15

Índice

Noticias

Entrevista	3
Opinión	5

Integración Europea e Instituciones / Europar Integrazioa eta Erakundeak

Bienvenida a los nuevos eurodiputados rumanos y búlgaros	7
--	---

Política Social y Cultura / Gizarte Politika eta Kultura

Parlamento Europeo: prioridades del 2007 en el sector del empleo...	8
2007: Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades	9
Medidas contra la obesidad	10

Economía / Ekonomia

Primera discusión sobre la reforma del sector de frutas y verduras	11
Medidas de reducción de las cargas administrativas.....	12
El Parlamento Europeo debate el coste del roaming	13
El Parlamento Europeo debate sobre el cambio climático.....	14
La Comisión Europea reducirá las capturas en aguas profundas	15
Fruituen eta barazkien sektorearen erreforma	16
Crece el mercado de los contenidos online.....	17
Embargo ruso a la carne polaca	18
Energiari buruzko politika: gutxiago kutsatuko duten erregaiak	19
Aprobadas medidas de apoyo al sector aeroportuario	20
Problemas de competencia en el sector bancario europeo.....	21
I Semana Europea de la energía sostenible	22

UEM; Presupuesto y Fiscalidad / BEM; Aurrekontua eta Zergak

Cerrado el procedimiento por déficit excesivo abierto a Francia	23
Comisión Europea denuncia a 5 Estados por fiscalidad discriminatoria.....	24
Programas de convergencia revisados	24
La UE apela a Francia, Alemania e Italia para que reduzcan su déficit	25

Asuntos de Justicia e Interior / Justizia eta Barne Gaiak

Actividades de la CIA en Europa	26
Repulsa del Parlamento Europeo a la pena de muerte	27
El Parlamento Europeo debate la protección de datos personales	28
Luz verde al nuevo Acuerdo de Asociación UE-Ucrania	29

Relaciones Exteriores / Kanpo Harremanak

La UE celebra el éxito del resultado en las elecciones.....	30
---	----

Cuaderno de Referencias

Legislación.....	31
Licitaciones.....	37
Convocatoria de Programas	41
Artículos de revistas	42
Documentos oficiales	45

El formato pdf de esta publicación
puede consultarse en

<http://www.revie.org>

*Entrevista con Anna Mangini
Responsable Unioncamere Toscana en Bruselas*

“Unioncamere Toscana à Bruxelles est un lien entre les institutions européennes et l'économie toscane”



Anna Mangini

¿Pourriez-vous nous présenter la mission et objectifs de travail de la représentation de Unioncamere Toscana à Bruxelles?

Ouvert en avril 2000, le bureau de représentation de Unioncamere Toscana a comme principal objectif d'assurer un suivi constant des programmes et initiatives promues et mises en place par l'union européenne. Il participe activement à toutes les activités intéressant le système économique toscan organisées par les Institutions européennes. Par ailleurs, il promeut et suit l'évolution de toutes les thématiques et sujets communautaires intéressant au premier chef le système des Chambres de commerce toscanes, représentant les intérêts des secteurs économiques opérant en Toscane.

En fait, l'Unioncamere Toscana, dont le siège principal se trouve à Florence, intervient en appui des 10 Chambres de Commerce toscanes et de leurs Agences spéciales (institutions privées fondées et participées par les Chambres fournissant directement des services ad hoc aux entreprises, s'agissant, en Italie, d'entités publiques) qu'elle coordonne, constituant ainsi l'interlocuteur principal de Chambres tant au plan de leurs rapports avec la Région qu'avec les Institutions nationales telles l'Unioncamere nazionale.

Il est impossible de parler de l'Unioncamere Toscana et de son bureau de représentation à Bruxelles sans préalablement évoquer la situation économique de la Toscane, région bien connue en Europe pour la beauté de ses paysages, sa lumière si particulière, et son

histoire, sans oublier ses produits œnologiques et gastronomiques. La Toscane compte environ 410.000 entreprises dont 99.95% sont de petites et moyennes entreprises, semblable en cela à la plus grande partie du territoire italien. L'économie de la région se fonde donc essentiellement sur les PME, dont 94.85% sont des micro-entreprises, comptant moins de 10 employés, 40% d'entre elles étant localisé dans ce que l'on appelle en Italie " Distretti industriali " ou Clusters, spécialisés en manufacture".

Chaque province se caractérise par un secteur économique principal, regroupant l'ensemble de la filière de production concernée: par exemple, le district industriel du cuir et la production des chaussures est concentré à Florence et Pisa, Prato est très connue pour le textile et l'habillement (les trois provinces ensemble constituent le triangle de l'industrie de la mode en toscane et en Italie), Arezzo pour l'or et la joaillerie, Massa Carrara pour le marbre, Siena pour le bois et la production des meubles, Lucca pour le papier. L'agriculture, le tourisme, les transports et les ports, la mécanique, le secteur chimique et automobile sont aussi fondamentaux pour l'économie toscane.

Le bureau de représentation de Bruxelles doit donc, dans son travail quotidien, prendre en compte toute la diversité du tissu économique toscan, en attachant la priorité aux politiques de l'Union européenne relative aux PME et micro-entreprises, en liaison avec les secteurs économiques prioritaires de la région.

¿Quelle est la relation existante avec les institutions communautaires?

J'aime définir le bureau de Bruxelles de Unioncamere Toscana, dont je m'occupe depuis sa création, comme

"un lien entre les Institutions européennes et le territoire économique toscan". En effet, il s'agit, à mon sens, de contribuer à amener 'la Toscane en Europe et l'Europe en Toscane" à travers toutes nos activités: notre site dispense des informations quotidiennement actualisées sur les thèmes communautaires prioritaires et d'actualité, ainsi que les appels d'offre et à propositions. Le bureau se charge également de "décrypter" avec les fonctionnaires des Chambres de commerce les programmes européens et identifier les méthodologies optimales de participation aux projets de dimension européenne : dans ce contexte, des séminaires et des rencontres ciblés sont régulièrement organisés à Bruxelles. Une assistance technique est de plus assuré dans l'élaboration des projets.

Il est fondamental, dans cette optique, de développer un solide réseau de relations avec les Institutions communautaires, les entités internationales, nationales, régionales opérant à Bruxelles et dans les territoires, qui optimisent l'action du bureau, en multipliant les possibilités de collaboration de notre région avec d'autres entités territoriales partageant des intérêts communs.

Il est aussi essentiel de construire et d'entretenir, avec ceux des services de la Commission européenne qui gèrent les dossiers d'intérêt régional prioritaire, des relations régulières et fondées sur la confiance réciproque. De bonnes relations avec les fonctionnaires chargés de certains dossiers stratégiques, avec certains parlementaires européens toscans, italiens et étrangers réceptifs aux préoccupations de nos instances territoriales telle, par exemple, la crise du textile qui a secoué la Toscane après la suppression des droits de douane pour l'importation des marchandises des Pays tiers en Europe, constituent indéniablement un atout majeur dans la résolution des problèmes. Le Comité économique et social, enfin, est également un organe d'importance pour le monde économique toscan, en tant qu'Institution consultative de la Commission européenne.

¿Selon votre expérience, les institutions européennes sont-elles ouvertes à avoir des relations directes avec les entreprises ou les secteurs économiques régionaux?

Il est indéniable que de façon générale, les services de la Commission, et en particulier ceux chargés des problématiques de l'entreprise et des territoires, sont sensibles aux difficultés rencontrées sur le terrain.

Il est tout aussi vrai que les grandes entreprises, comme les Etats, font plus facilement entendre leur voix dans les fora européens que les petites ou micro-entreprises. En général, sur le terrain, on a la sensation



que " l'Europe, " à cause d'un excès des normes, soit loin des exigences territoriales. Les entreprises, surtout les micro-entreprises, n'ont pas de ressources à dédier aux démarches administratives

qui devraient appliquer, dans l'activité quotidienne, les règles établies à Bruxelles..règles bien entendu correctes dans le but de rendre uniforme le marché commun qui a sans doute besoin de normes communes et partagées mais qui pour l'instant sont considérées comme des obstacles par les PME...

Si les réalités régionales ont de plus en plus un rôle dans le débats européens , des efforts importants doivent donc encore être réalisés au plan des petites et micro entreprises du fait de leur nature même. Et je pense que ce n'est pas le moindre des défis auxquels des bureaux comme le notre sont confrontés que de renforcer notre démarche proactive vis -à-vis de ces petites entités pour, elles aussi, les " amener à l'Europe" en les convaincant de se faire entendre à Bruxelles.

¿Comment peut-on renforcer le rôle des secteurs économiques régionaux dans les priorités de l'UE, ainsi que son implication dans la mise en oeuvre de la Stratégie de Lisbonne?

Il est sans doute compliqué de donner des indications à ce sujet ! Néanmoins, il convient tout d'abord de rappeler que c'est aux gouvernements des Etats membres que la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne incombe. C'est donc en premier lieu à ce niveau que les intérêts régionaux doivent se faire entendre. Les consultations, directes et indirectes, constituent à cet égard un outil majeur. C'est ainsi qu'en Italie, dans le cadre de l'élaboration du PICO (Piano per l'occupazione crescita ed innovazione) demandé aux Etats membres par la Commission européenne pour l'implémentation de la Stratégie de Lisbonne, le gouvernement a lancé une consultation générale incluant tous les partenaires économiques et sociaux. Cet exercice a permis aux opérateurs économiques du terrain, et, en Toscane, en particulier, aux petites entreprises, de faire entendre leur voix via Unioncamere nazionale(Association nationale de Chambres de commerce italiennes). Cette application pratique du principe de subsidiarité et de l'approche " bottom up " souhaité par l'Union européenne, a été, d'ailleurs reconnue par la Commission européenne dans l'avis favorable qu'elle a donné aux orientations proposées par l'Italie dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne.

Au niveau communautaire, sans doute, en ce qui concerne la Stratégie de Lisbonne, au-delà de la révision des objectifs trop 'optimistes', il faudrait concentrer des ressources majeures à la Recherche et à l'innovation, en particulier au transfert technologique.

Mercedes Bresso

Presidenta de la Región de Piamonte (Italia) y del Partido Socialista Europeo en el CDR, Ponente del Libro Blanco de la Comunicación de la UE

Placer les Régions au centre du débat sur l'avenir de l'Europe



Mercedes Bresso

Le Comité des régions a apporté dès le lancement du Plan D par la Commission son soutien à ces initiatives de communication en suscitant auprès de ses membres un engagement auprès des citoyens de leurs propres territoires.

En ce moment crucial pour le débat sur l'avenir de l'intégration européenne, dont notamment l'enjeu de la Constitution sur lequel l'Europe s'interroge depuis quelques années, nous, les représentants des Régions et des villes européennes, ressentons aussi l'urgence et la responsabilité d'aller au-delà de la "période de réflexion" actuelle.

En tant que Présidente du Groupe Socialiste au sein du Comité des Régions, je me suis toujours engagée pour que l'une des priorités soit la participation à plein titre de cette institution et du Groupe que je représente dans le débat sur le futur de l'Europe et de pouvoir y jouer un rôle actif.

Nous sommes tous conscients que la participation des Régions et des villes au processus législatif n'est pas synonyme de "moins d'Europe", mais, au contraire, d'une Europe plus efficace et démocratique, respectueuse du principe de subsidiarité et qui peut parler directement à ses citoyens.

Pour cette raison, le Comité des Régions a ajouté, dans son avis du 15 juin 2006, une quatrième dimension au "Plan D" de la Commission européenne, à savoir la "Décentralisation", pour préciser que l'Europe a besoin plus que jamais de réformes politiques afin de pouvoir aussi s'appuyer sur un fondement fort et légitime tel que les institutions locales.

Le Comité des Régions a d'ailleurs déjà contribué au lancement d'un débat décentralisé au niveau local, pour faire en sorte que la période de réflexion représente un moment de dialogue actif et dynamique, et qu'elle soit

Mercedes Bresso est également rapporteur pour l'assemblée représentative des élus territoriaux sur le Livre Blanc de la Communication de l'UE présenté par la Commission

capable de répondre aux problèmes concrets des citoyens européens. Dans le contexte du Plan D, nous avons récolté des exemples d'initiatives locales et régionales de plus de 20 régions d'Europe pour pouvoir apprendre les uns des autres. Les débats se sont focalisés sur des thèmes tels que le bien-être social et les services publics, le travail, la sécurité, la protection de l'environnement, l'énergie ou l'élargissement, des enjeux auxquels l'action communautaire peut apporter une réelle " valeur ajoutée ". D'ailleurs, l'expérience nous a montré que les citoyens sont prêts à débattre de ces questions et du rôle y afférent de l'UE.

Il me paraît également intéressant de souligner que le CdR a mis en place une base de données sur la presse locale et régionale de plus de 8000 entrées permettant de cibler les journalistes qui pourraient être intéressés par l'information sur la politique européenne en raison de ses implications sur leurs territoires.

Il faudra pourtant développer un système de communication avec les médias locaux et régionaux beaucoup plus efficace que celui qui existe actuellement. Il s'agit ici d'un enjeu majeur afin de pouvoir rapprocher l'Europe de ses citoyens.

A ce propos, les 18 et 19 janvier 2007, lors de la conférence "Communicating Europe together" organisée par la Direction Générale Communication de la Commission européenne et la Présidence Allemande à Berlin, j'ai eu l'occasion d'exposer à la Commissaire Margot Wallström et à une centaine de stakeholders européens les points de vue du CdR pour ce qui est de la communication au niveau régional à travers une série de propositions:

- Développer des liens plus étroits entre les systèmes de communication des différents niveaux de gouvernance européenne et entre le vaste réseau bruxellois de correspondants des médias et les rédactions implantées sur le terrain ;
- Donner aux médias locaux et régionaux les compétences et les opportunités de présenter l'impact de l'intégration européenne sur leur public ;
- Promouvoir des actions à l'appui d'événements de grande visibilité, d'études et d'outils d'information, ainsi que des plates-formes de dialogue et de réflexion au niveau local et régional, également dans le cadre des conseils locaux et régionaux ouverts aux citoyens ;
- Faire en sorte que l'information européenne soit:
 - a) simplifiée en termes de lisibilité et de langage;
 - b) mieux déclinée et adaptée à la réalité locale et régionale. Dans ce contexte, j'ai insisté sur la mise en place de versions du site Europa.eu qui soient mieux adaptées aux différents Etats-Membres. Il serait également utile que les sondages d'opinion soient mieux adaptés aux niveaux local et régional et qu'une meilleure connexion soit établie entre les données récoltées et analysées dans l'Eurobaromètre et les besoins en termes d'informations des représentants locaux et régionaux;
- Souligner la nécessité de garantir une augmentation des ressources budgétaires dont les autorités locales et régionales disposent et de leur octroyer le budget nécessaire pour leur permettre de contribuer à une politique d'information et de communication renouvelée;
- Favoriser la dissémination des bonnes pratiques sur l'information dans les Etats Membres au niveau local et régional;
- Encourager, à travers les moyens didactiques et financiers les plus appropriés, l'intégration de cours d'éducation civique européenne dans les programmes scolaires;
- Soutenir le développement, au sein des agences de presse régionales, d'instruments destinés à communiquer l'Europe et le lancement de programmes de formation en communication pour les fonctionnaires publics;
- Prévoir la diffusion d'un réseau étendu d'information européenne, par exemple dans les bibliothèques et les centres publics;

Le CDR a apporté dès le lancement du Plan D par la Commission son soutien à ces initiatives de communication en suscitant auprès de ses membres un engagement auprès des citoyens de leurs propres territoires

- Renforcer des outils de financement simples et décentralisés en faveur des petites organisations non gouvernementales afin de soutenir leurs actions visant à informer directement les citoyens sur l'Union européenne;
- Encourager dans le cadre des campagnes électorales, au niveau local et régional, l'intégration des thématiques européennes dans les programmes des candidats via une information appropriée à ces derniers.

Au delà de tous ces efforts, j'estime qu'il est fondamental d'associer le débat sur le "Plan D" à celui sur le Traité constitutionnel, car l'une des raisons de l'échec de la ratification a été l'indéniable défaut de communication entre l'Union européenne et ses citoyens. D'ailleurs, l'UE pourra répondre aux attentes légitimes des citoyens seulement si elle est dotée des moyens institutionnels et politiques indispensables pour la rendre plus cohérente, plus démocratique et plus efficace; ces moyens, seul le Traité constitutionnel pourrait les apporter. A mon avis, il s'agit ici d'un des messages clés que nous devons communiquer lors des débats en tant qu'élus locaux et régionaux.

Je suis confiante qu'au cours de cette année nous pourrons, tous ensemble, entamer un nouveau chemin dans l'évolution future du projet européen. A ce propos, les récentes déclarations de la nouvelle Présidence allemande sur la relance du processus constitutionnel me paraissent intéressantes. En plus, la date historique du cinquantième anniversaire de la signature du Traité de Rome pourra nous donner un appui, bien sûr "symbolique", pour achever nos objectifs.

La démonstration que les régions européennes sont prêtes à jouer leur part sera donnée par la 'Déclaration des villes et des régions pour l'Europe' que le Comité des Régions présentera lors de sa prochaine session plénière organisée, pour l'occasion, à Rome les 22 et 23 mars 2007.

Dans cette Déclaration, les entités locales et régionales, en tant que parties prenantes et acteurs clés du tissu historique de l'Europe, réaffirmeront leur engagement dans la poursuite de l'objectif d'une Union transparente, efficace et démocratique, fondée sur le soutien de ses citoyens. L'initiative va être également l'occasion pour les autorités locales et régionales d'exprimer leur demande d'un Traité constitutionnel qui puisse garantir une meilleure application du principe de subsidiarité dans le processus décisionnel européen et la reconnaissance de la cohésion territoriale en tant qu'objectif de l'Union.

MODIFICACIÓN DEL MAPA POLÍTICO DE LA EUROCÁMARA

BIENVENIDA A LOS NUEVOS EURODIPUTADOS RUMANOS Y BÚLGAROS

Europako Parlamentua eskuin-muturra baztertzen saiatu da Errumania eta Bulgariako 6 europar parlamentukide berrirekin berezko talde polítikoa osatu ondoren

La sesión plenaria del Parlamento Europeo (15-18 enero) dio la bienvenida oficial a los 53 nuevos diputados rumanos (35) y búlgaros (18), designados por sus respectivos parlamentos nacionales hasta que se celebren elecciones a la Eurocámara en Rumania y Bulgaria este mismo año 2007. Muchos de los nuevos parlamentarios ya participaban en calidad de observadores desde el 26 de septiembre de 2005. Con su entrada, el número total de eurodiputados se sitúa en 785.

Los conservadores del PPE seguirán siendo el grupo más importante con un total de 277 miembros, por delante de los Socialistas, con 218 eurodiputados, y los Liberales, que con 106 miembros se mantienen como tercera fuerza. Le sigue Unión por la Europa de las Naciones, con 44 representantes, dos más que Verdes/Alianza Libre Europea y cuatro más que los 40 de Izquierda Unitaria Europea. Mientras, los euroescépticos de Independencia y Democracia mantienen sus 23. La novedad son los 20 que aglutina Identidad, Tradición y Soberanía, el nuevo grupo de extrema derecha.

En efecto, cinco diputados rumanos y uno búlgaro han permitido alcanzar el quórum necesario para formar un grupo político de ultraderecha en el Parlamento Europeo. El presidente del Frente Nacional (FN) francés, Jean-Marie Le Pen, ha peleado durante más de una década por establecer un grupo con plenos derechos políticos y económicos que defienda sus intereses en la Unión Europea. Rumanos y búlgaros han colmado por fin sus aspiraciones, mientras el resto de formaciones de la Eurocámara se plantea ahora cómo aislar al nuevo grupo.

En total, 20 eurodiputados -el mínimo requerido- de siete países de la UE compondrán este grupo, que ataca frontalmente la Constitución europea y que rechaza el ingreso de Turquía. También quedaron satisfechos el resto de requisitos que fija el Reglamento del Parlamento: demostrar afinidad política entre los miembros del grupo y que al menos seis países de la Unión estén representados.

El equipo ultraderechista estará capitaneado por el francés Bruno Gollnisch, miembro del Frente Nacional (FN), condenado en primera instancia por el tribunal correctional de Lyon a tres meses de prisión con prórroga y 5.000 euros de multa por negar el Holocausto. El propio Le Pen y su hija Marine también estarán presentes en el grupo, que cuenta con siete miembros de la formación francesa. Un austriaco, tres belgas, un británico y dos italianos -una de ellas, Alessandra Mussolini, nieta del dictador- completan el elenco, además de los 6 nuevos eurodiputados rumanos y búlgaros mencionados.

Todos ellos, excepto rumanos y búlgaros, eran ya eurodiputados en activo incluidos en el llamado grupo de los no inscritos. Montar un grupo monocolor les permitirá

sin embargo gozar de los mismos derechos políticos y económicos que el resto de las formaciones, entre ellos el tiempo de palabra, el derecho a disponer de funcionarios y la posibilidad de enmendar textos. En el terreno económico, fuentes parlamentarias calculan que a partir de ahora percibirán en torno a un 30% más de lo que recibían como no inscritos, lo que supone una inyección anual de 1,3 millones de euros.

La presentación del nuevo grupo despejó las dudas de que posibles tensiones internas dieran en el último minuto al traste con la iniciativa. "No todos los partidos de extrema derecha están de acuerdo en ir de la mano de Le Pen, lo que ha provocado tensiones internas", señalaban algunas fuentes. No tuvo reparos en reconocer esas diferencias Frank Vanhecke, Presidente del todopoderoso partido ultraderechista belga Vlaams Belang (VB), que representa a una cuarta parte de los flamencos: "No queremos tener la responsabilidad de asumir lo que decidan otros, en especial los partidos del Este, pero después de mucho debate hemos decidido participar, porque estamos hartos de cómo nos tratan el resto de parlamentarios".

Los 764 eurodiputados restantes trabajan ahora para adecuar sus estrategias políticas a la llegada de los nuevos inquilinos de la Eurocámara. Cómo aislar a los extremistas es una de las ideas que ronda por la cabeza de muchos de ellos. "Hay que aplicar una política de cordón sanitario", sostiene Enrique Barón Crespo, presidente de la delegación de los socialistas españoles en el Parlamento, quien alude al pacto que mantienen los partidos en Bélgica para excluir del poder al VB. Y dice estar "sorprendido" de que "países como Rumania, que acaban de incorporarse, sean decisivos, pero éste es el precio de la democracia".

El consenso entre los grandes partidos a la hora de boicotear a los extremistas es crucial, en opinión de Antonio López Istúriz, secretario general del Partido Popular Europeo, el que ostenta la mayoría en la Eurocámara. "No tendrán peso político si los grandes partidos nos ponemos de acuerdo", dice el popular español, para quien el desembarco de la ultraderecha en forma de grupo político "es un aviso de que en la UE hay que empezar a actuar para impedir el paso de estas formaciones, en auge en algunos países europeos". Y señala que es importante extraer lecciones de la actual situación, porque "estos partidos recogen el voto de gente desinformada y desencantada con el proyecto europeo". Algo en lo que coincide Mónica Frassoni, la presidenta de Los Verdes en el Parlamento; "Hay que combatirlos políticamente y hay que hacer que la gente no les vote en las elecciones. Los Verdes vamos a mantener una actitud de absoluto rechazo ante todo lo que hagan en la Eurocámara, y trataremos de impedir que se sitúen en puestos clave en las comisiones de trabajo", advierte Frassoni.



AGENCIAS EUROPEAS PRESENTAN PRIORIDADES ANUALES



PARLAMENTO EUROPEO: PRIORIDADES DEL 2007 EN EL SECTOR DEL EMPLEO

Enplegarekin erlazionatuta dauden Europako lau Agentziak hain lehentasunak jakinarazi dizkiote Europako Parlamentuari, prestakuntza kezka handiena izanik

Las cuatro agencias europeas dedicadas al empleo presentaron el 23 de enero en Bruselas ante la comisión de trabajo y asuntos sociales del Parlamento Europeo sus respectivos programas para 2007, pocos días después de que lo hiciera la Canciller alemana, Angela Merkel, en su calidad de Presidenta de turno de la UE. El programa de la Presidencia alemana se mueve entre varias ideas clave que las Agencias europeas, como no podía ser menos, hacen suyas. En especial, cuando habla del "pacto por la juventud" y de la necesidad de habilitar con urgencia vías de paso entre los centros de formación y el mundo del trabajo; y cuando marca las tres condiciones para conseguir más productividad, más salud y una vida laboral más larga: educación y formación permanente, empleo de calidad e integración de los mayores en la vida laboral.

Por otro lado, los pasados 20 y 21 de enero se reunieron en Bruselas representantes de la juventud de los 27 Estados miembros para organizar el próximo Foro Europeo de la Juventud, a celebrar a finales de marzo en Berlín. Una y otra vez ponen de manifiesto que la mayor preocupación de la juventud se refiere a "la falta de justicia social y de democracia, especialmente en lo relacionado con el empleo juvenil".

No por casualidad (estamos en el Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades), el Parlamento Europeo fijó el 24 de enero su posición en relación a una posible "Hoja de ruta para la igualdad entre hombres y mujeres", propuesta por la Comisión, que parte de una realidad indiscutible: la discriminación más evidente que sufren muchas mujeres europeas es la que se produce en el ámbito laboral. Ocupan cargos de menos categoría que los hombres y, fundamentalmente ellas, han de luchar para sortear los obstáculos de una política aún insuficiente en lo relativo a la conciliación entre la vida laboral y la familiar.

Los representantes de las cuatro agencias identifican retos bien conocidos: la globalización, el envejecimiento de la población, la conciliación de la vida laboral y personal, la igualdad de oportunidades, la formación permanente, la seguridad y la salud en el trabajo, etc.

El Centro Europeo para el Desarrollo de la Formación Profesional (CEDEFOP) intenta promover un espacio europeo del aprendizaje permanente en todo el territorio de la UE, para lo que suministra información y análisis sobre sistemas, políticas, investigación y práctica de la formación profesional. Ya en el período 2003-2006 se había propuesto mejorar el acceso a la formación, la movilidad y la inclusión social; crear oportunidades formativas y valorar la formación; y apoyar la creación de redes y asociaciones en la UE ampliada.

En 2007 analizarán las políticas ya existentes, comunicarán los avances relacionados con la formación y el

empleo, y apoyarán a los nuevos Estados miembros y a los países candidatos en su trabajo de adaptación a los sistemas de la UE.

La **Fundación Europea para la Mejora de las Condiciones de Vida y de Trabajo** (EUROFOUND) organiza su trabajo en torno a las siguientes cuestiones: las condiciones de trabajo (organización, tiempo, flexibilidad, etc.); las condiciones de vida (la vida cotidiana, la conciliación, las prestaciones sociales, etc.); y las relaciones laborales (la globalización, la participación de los trabajadores, etc.). Para 2007 asume íntegramente la agenda europea sobre empleo, estrechamente ligada con la Estrategia de Lisboa, y centra sus esfuerzos en estos temas: las condiciones de trabajo en la UE, las tendencias futuras en el ámbito del empleo en Europa y los efectos del trabajo ilegal sobre la economía.

La **Fundación Europea para la Formación** (ETF) tiene por objeto contribuir al desarrollo y la puesta en práctica de los sistemas de educación y formación de los países socios de la UE. En nombre de la UE, ayuda a estos países a desarrollar las competencias y los conocimientos de las personas para promover mejores condiciones de vida, un sentido activo de la ciudadanía y las sociedades democráticas que respetan los derechos humanos y la diversidad cultural. La ETF trabaja actualmente con 28 países del entorno, sumando países precandidatos, países vecinos y otros.

Según sus responsables, uno de los más grandes problemas a los que se enfrenta el mercado de trabajo es el de la descoordinación casi total entre la formación y quienes a ella se dedican, de un lado, y el mundo laboral, que es el que plantea las necesidades, por otro. En 2007 se proponen impulsar una formación permanente ligada a las necesidades del mercado de trabajo.

La **Agencia Europea para la Seguridad y la Salud en el Trabajo** (OSHA), que desarrolla, analiza y difunde información útil para mejorar el estado de la seguridad y la salud en el trabajo en Europa, también mantiene una red global de sitios web sobre salud y seguridad, realiza campañas y cuenta con un intenso programa de publicaciones, tanto especializadas como de divulgación en materia de salud y seguridad en el trabajo.

Siguiendo con su objetivo fundacional, en 2007 se centrarán en temas como el estrés laboral, el absentismo laboral, las condiciones del lugar de trabajo, las enfermedades ocupacionales (en especial, las relacionadas con los problemas de la piel, sobrevenidos por contacto con agentes biológicos o por exposiciones a radiaciones ultravioletas).

El programa de la Presidencia alemana, suscrito por las dos presidencias siguientes, prestará una atención especial a la salud y a la seguridad en el trabajo (se reunificarán varias Directivas) y al Libro verde sobre el futuro del derecho del trabajo.

PUBLICADOS RESULTADOS DEL EUROBARÓMETRO SOBRE DISCRIMINACIÓN

2007: AÑO EUROPEO DE LA IGUALDAD DE OPORTUNIDADES

EBk urtarrilaren 30etik aurrera Aukera-Berdintasunaren Europako Urtea ospatuko du, eta, horri lotuta, web orri bat jarriko du martxan, Eurobarometroak bereizkeriari buruz izan dituen emaitzak argitaratzu



Durante 2007 se va a celebrar el Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades para Todos, iniciado oficialmente el 30 de enero (durante la primera Cumbre de la Igualdad, en Berlín), aunque ya el día 23 se inauguraba su sitio web con la publicación de los resultados del Eurobarómetro sobre la lucha contra la discriminación.

El Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades tratará de dar vida al debate sobre la diversidad, incluyendo dicho concepto en el orden del día de todos los Estados que participan en esta celebración (los 27 Estados miembros de la UE, más Islandia, Liechtenstein y Noruega). Los grandes objetivos de este gran evento serán dos: por un lado, informar a los ciudadanos sobre su derecho a no ser discriminados y a la igualdad de trato; por otro, promover la igualdad de oportunidades para todos y los beneficios de la diversidad.

Para lograr los objetivos planteados se hará especial hincapié en cuatro aspectos fundamentales: los derechos, la representación, el reconocimiento y el respeto. Así, se trabajará para: sensibilizar a los ciudadanos sobre el derecho a la igualdad y a la no discriminación; facilitar a aquellos grupos susceptibles de ser discriminados el mejor conocimiento de sus derechos y de las leyes antidiscriminación; fomentar la reflexión y el debate sobre la necesidad de favorecer una participación mayor de esos grupos en la sociedad, así como en las acciones destinadas a luchar contra la discriminación en todos los sectores y a todos los niveles; destacar la contribución positiva de todos los ciudadanos a la sociedad, independientemente de su sexo, raza, origen étnico, minusvalías, edad, orientación sexual, religión o convicciones, destacando particularmente los beneficios de la diversidad; y, por último, sensibilizar a la población sobre la importancia de eliminar estereotipos, prejuicios y violencia, fomentar las buenas relaciones entre todos los ciudadanos y difundir los valores en que se basa la lucha contra la discriminación.

Durante este Año Europeo se organizarán cientos de manifestaciones y actividades a nivel local, regional, nacional, transfronterizo y europeo, para cuya realización se cuenta con un presupuesto de 15 millones de euros. Las actividades a nivel nacional, regional y local acapararán 7,65 millones de euros de ese presupuesto, una cifra que será igualada por las fuentes públicas y privadas de los propios Estados.

El nuevo sitio web del Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades para Todos constituirá una herramienta importante de comunicación en todo el proceso. De ello ha dado muestra ya desde sus primeros pasos, con la publicación, el día de su inauguración, de los **resultados del Eurobarómetro sobre la lucha contra la discriminación**.

Los principales resultados de la encuesta muestran que los ciudadanos europeos son en general favorables a la adopción de medidas para promover la igualdad de oportunidades para todos en el ámbito del empleo. Asimismo, ha quedado paten-

te la desinformación y falta de sensibilización de los europeos en cuanto a las leyes de lucha contra la discriminación, ya que sólo una tercera parte de los ciudadanos encuestados (un 32%) afirma conocer sus derechos en caso de ser víctima de discriminación o acoso.

Más de la mitad de los interrogados (51%) cree que no se hace lo suficiente para luchar contra la discriminación en su país, y el 64% opina que se trata de un fenómeno muy extendido. En cuanto a los principales factores de discriminación, un 64% de los europeos cree que la discriminación basada en el origen étnico es la más generalizada, y alrededor del 50% cree que la discriminación basada en minusvalías y en la orientación sexual es un fenómeno habitual. En relación al resto de factores discriminatorios, los interrogados creen en la existencia de una discriminación basada en la edad (46%), la religión o las convicciones (44%) y el sexo (40%), y también son muchos los que tienen el convencimiento de que las personas minusválidas (79%), los gitanos (77%), las personas mayores de 50 años (69%) y las personas que tienen un origen étnico diferente (62%) se ven discriminados en la sociedad.

Sin embargo, parece paradójico que, al mismo tiempo, la mayoría de los ciudadanos de todos los Estados miembros (excepto cuatro) opine que las personas de origen étnico diferente al de la mayoría de la población enriquecen la cultura nacional. Además, son muchos los que piensan que se necesitan más mujeres en puestos de dirección (77%) y en los parlamentos (72%), y el 68% considera que las responsabilidades familiares constituyen un obstáculo para el acceso de la mujer a puestos de dirección. Una gran parte de los encuestados opina asimismo que es necesario aceptar más personas con discapacidad (74%) y más personas mayores de 50 años (72%) en los puestos de trabajo. Precisamente las discapacidades y la edad son vistas como los principales factores de desventaja a la hora de obtener un empleo.

En relación con las conclusiones del Eurobarómetro, Vladimir Spidla, Comisario de Empleo, Asuntos Sociales e Igualdad de Oportunidades, declaraba el día de su publicación que se trata de unos resultados que "transmiten claramente el mensaje de que los europeos piensan que la discriminación sigue estando muy extendida y están listos para asumir medidas más rigurosas para luchar contra los prejuicios, la intolerancia y la desigualdad". El Comisario mostró su confianza en que el Año Europeo de la Igualdad de Oportunidades para Todos 2007 dará origen a un debate animado sobre la diversidad y que supondrá un nuevo estímulo para abordar la discriminación de una manera eficaz.

Más información:

http://ec.europa.eu/employment_social/eyeq/index.cfm?cat_id=SPLASH

ADOPTADO INFORME DEL PARLAMENTO EUROPEO



Sanidad

MEDIDAS CONTRA LA OBESIDAD

Europako gazteen gainpisu-maila altua dela ikusita, Parlamentuak haien elikadura hobetzeko hainbat neurri proposatu ditu; koipe, azukre edo gatz asko duten elikagaiei buruzko publizitatea murriztea, besteak beste

El Pleno del Parlamento Europeo adoptó el 1 de febrero el informe de la eurodiputada liberal Frédérique Ries sobre las medidas necesarias para mejorar la alimentación de los ciudadanos europeos, principalmente los más jóvenes. Entre ellas destacan las restricciones a la publicidad televisiva de alimentos poco saludables y la divulgación de modelos adecuados de alimentación.

Según un dictamen de iniciativa del Comité Económico y Social Europeo (2005), 14 millones de niños padecían sobre-carga ponderal en la UE-25, 3 millones de los cuales eran obesos. Estas cifras aumentan anualmente en más de 400.000 casos, afectando a casi uno de cada cuatro niños en la UE. En varios Estados miembros más de la mitad de la población adulta presenta una sobrecarga ponderal y entre el 20 y el 30% son obesos. El texto invita a los Estados miembros a reconocer oficialmente la obesidad como una enfermedad crónica, evitando así la estigmatización de quienes la padecen y garantizándoles un tratamiento adecuado.

La Comisión inició con su Libro Verde de diciembre de 2005 un debate sobre el mejor modo de luchar contra la obesidad favoreciendo una alimentación sana y la práctica de una actividad física regular. En ello se basa el informe ahora aprobado por el Pleno, que demanda un Libro Blanco con una serie de medidas concretas para reducir los casos de sobrepeso y obesidad a partir de 2015. Aunque la salud es competencia de los Estados miembros, hay ciertas medidas que pueden tomarse a nivel comunitario.

Para cambiar los hábitos alimentarios y el estilo de vida, Ries recomienda actuar sobre varias políticas comunitarias. Y es que la lucha contra la obesidad, según afirma, debe convertirse en una prioridad política para todos los Estados miembros y para la UE, que deberá ajustar las políticas comunitarias a las preocupaciones cotidianas de los ciudadanos en materia de salud y de calidad de vida en general.

Así, el texto destaca la necesidad de asignar presupuestos a la investigación en el capítulo de alimentación, agricultura y biotecnología en el marco del VIIIPM.

En materia de política audiovisual y protección del consumidor, propone acordar con las industrias de los diversos medios (televisión, cine, Internet y videojuegos) la inscripción en las producciones infantiles de menciones sanitarias y lúdicas para sensibilizar a los niños sobre la importancia de la práctica deportiva y el consumo de frutas y hortalizas. Además, los diputados proponen restringir la frecuencia e intensidad de las campañas publicitarias televisivas de alimentos destinados a los niños, que deberán someterse a un control comunitario mediante la revisión de la Directiva "Televisión sin Fronteras". La promoción de alimentos con altos índices de grasa, azúcar y sal debería limitarse también en la publicidad en teléfonos móviles, en los juegos online y en los patrocinios de las zonas de juego.

En el ámbito de la educación y el deporte, el informe destaca la importancia de la educación en materia de nutrición y salud para prevenir el sobrepeso y la obesidad. Por eso sugiere que la Comisión, junto con las regiones o Estados miembros, lance programas de "deporte en la escuela". También solicita a los Estados que aporten fondos suficientes a los servicios de restauración de las escuelas, de forma que puedan servir alimentos recién preparados, preferentemente procedentes de la agricultura ecológica o regional. Además, deberán asegurarse de que los niños dispongan de suficientes instalaciones deportivas en las escuelas, a las que podrán llegar a pie o en bicicleta. Aunque se rechazó la prohibición total de vender en las escuelas productos con altos contenidos de grasa, azúcar y sal, los dispensadores automáticos de golosinas en centros escolares deberán someterse a las normas de una alimentación sana.

En el marco de los Fondos Estructurales, siendo la obesidad más frecuente entre los estratos más desfavorecidos de la población, será esencial integrar la promoción de modos de vida saludables en el contexto del Fondo Social Europeo (FSE) y del Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER), según se ha fijado para el nuevo período 2007-2013. Además, deberán incluirse permanentemente en los presupuestos los proyectos sobre obesidad y recurrir a los Fondos Estructurales para invertir en infraestructuras que faciliten la actividad física.

Por otra parte, el Pleno instó a Estados miembros y empresarios a animar a sus empleados a participar en actividades deportivas y físicas, fomentando estilos de vida sanos. Los diputados subrayan que la salud de la mano de obra y su productividad deberían inscribirse en la estrategia de responsabilidad social de las empresas, y esperan que la recién creada Alianza Europea para la Responsabilidad Social de las Empresas fomente el intercambio de buenas prácticas en este ámbito.

Los parlamentarios se mostraron preocupados por el descenso en el consumo de frutas y verduras en la UE y alertaron de que su contenido nutricional ha disminuido durante las pasadas décadas. Comisión y Consejo deberán tener en cuenta el valor nutricional de los alimentos a la hora de abordar la reforma de la PAC (Política Agraria Común) en 2008, persiguiendo una mayor coherencia entre ésta y las políticas sanitarias comunitarias. Según la ponente, las frutas y verduras deberían ser objeto de políticas incentivadoras por parte de la UE.

Los diputados también consideran necesario revisar con urgencia la Directiva de 1990 sobre el etiquetado de las propiedades nutritivas de los productos alimenticios, incluyendo la obligación de indicar la presencia y proporción de nutrientes y la naturaleza de las grasas. Sin embargo, rechazaron la obligación de indicar por separado las grasas artificiales parcialmente hidrogenadas (grasas "trans").

CONSEJO DE AGRICULTURA Y PESCA

PRIMERA DISCUSIÓN SOBRE LA REFORMA DEL SECTOR DE FRUTAS Y VERDURAS



Urtarrilaren 29an ministroek eztabaidatu dituzte gai nagusiak: fruta eta barazki sektorearen erreforma eta arto sektorean esku-hartzea indargabetzea

Frutas y verduras. El Consejo mantuvo un primer debate sobre la propuesta de la Comisión para la reforma del sector de frutas y verduras. El principal objetivo de la propuesta es la transferencia de fondos (unos 800 millones de euros) desde las ayudas al procesamiento hacia el esquema de pago único desacoplado. Además, se proponen medidas para: el refuerzo y una mayor flexibilidad de las organizaciones de productores, que deberán desarrollar junto con los Estados miembros programas operativos basados en estrategias nacionales; la organización de la gestión de crisis a través de esas organizaciones de productores, que contarán con un 50% de cofinanciación comunitaria; medidas medioambientales, que deberán copar como mínimo un 20% del presupuesto de cada programa operativo (la UE cofinanciará con un 60% la producción orgánica en cada programa operativo); promoción del consumo de fruta y verdura, particularmente entre niños y jóvenes (la UE financiará el 100% de la retirada de género destinado de forma gratuita a escuelas, hospitales, cárceles u organizaciones caritativas); y, en cuanto al comercio con terceros países, se propone la abolición de los reembolsos por exportación.

Los ministros se mostraron en general de acuerdo con la propuesta, aunque solicitaron algunas modificaciones. En cuanto a la desvinculación de la ayuda a los transformados, España propuso que dicha eliminación se produzca en base a "criterios medioambientales y de calidad", mientras que Italia y Portugal abogaron por que la salida del régimen actual se produzca de manera progresiva, conviviendo transitoriamente una parte acoplada y otra desacoplada. Por otra parte, algunas delegaciones señalaron la necesidad de respetar la neutralidad y la disciplina presupuestaria, y muchas insistieron en la necesidad de mantener las herramientas de gestión de crisis y tener en cuenta el creciente dumping exterior. Francia fue la más crítica, considerando la reforma "insatisfactoria" y criticando principalmente el capítulo referido a la gestión de crisis y la competencia de los productos importados desde terceros países, una preocupación común a muchos Estados miembros.

El Consejo de Agricultura de abril retomará las conversaciones con vistas a alcanzar un acuerdo político en junio.

Maíz. Los ministros tomaron nota de la propuesta presentada por la Comisión para la abolición de la intervención del maíz y mantuvieron un primer intercambio de opiniones al respecto. Según la Comisión, el maíz se ha convertido en el mayor problema para el sistema de intervención, al existir áreas deficitarias que sufren los altos precios para cereales, mientras en regiones con excedentes se compran grandes cantidades de cereales mediante intervención. La propuesta ahorraría aproximadamente 618 millones de euros en el periodo 2008-2014.

Muchos Estados miembros expresaron su desacuerdo con esta abolición e invitaron a la Comisión a posponer cualquier decisión, al menos hasta que se perciban los efectos en el

mercado de los nuevos requisitos de calidad del maíz para la intervención, revisados en 2006. Por su parte, el Ejecutivo se mostró abierto a estudiar junto con la Presidencia alternativas diferentes a la abolición.

El Comité Especial sobre Agricultura deberá ahora continuar examinando la propuesta.

Ronda de Doha. La Comisión informó al Consejo sobre el estado de las negociaciones de la OMC, sin cambios desde julio de 2006, salvo los contactos informales mantenidos en enero durante el Foro Económico Mundial en Davos.

Desmintiendo los rumores al respecto, el Ejecutivo aclaró que no se ha hecho ninguna nueva oferta para recortar aranceles agrícolas y que se mantiene la vigencia de la oferta para rebajar el 39% las tarifas. Ningún otro movimiento se hará sin una concesión equivalente de EEUU, que deberá reducir el apoyo interno a su agricultura.

El Consejo reafirmó su total apoyo a la Comisión en esta difícil negociación y solicitó ser informado periódicamente de las reuniones formales e informales que se celebren.

Azúcar. El Consejo tomó nota de la petición de Francia, apoyada por Austria y Dinamarca, sobre las posibles medidas para re-equilibrar el mercado del azúcar.

La Comisión propuso para el año que viene un recorte obligatorio de la producción de azúcar de dos millones de toneladas, el 12% de la cuota europea, tras constatar que las reducciones voluntarias en cada Estado miembro no son suficientes para disminuir el superávit actual (en el último año sólo se redujo la producción en unas 650.000 toneladas de azúcar, cifra que contrasta con los 1,5 millones de toneladas del primer año de aplicación de la reforma). La recogida de esos dos millones de toneladas se realizará en dos etapas: la producción de azúcar bajo cuota se reducirá antes de marzo, mientras en octubre se realizará una previsión sobre la producción y se decidirá una producción adicional o la venta del azúcar a la industria química.

Otros temas. Los ministros aprobaron unánimemente los objetivos de la propuesta para prohibir la comercialización e importación de pieles de perro y gato, mostrándose favorables a compartir su experiencia sobre el control y los métodos de análisis.

Además, la Comisión puso al día al Consejo sobre los últimos casos de gripe aviar H5N1 identificados en Hungría, así como sobre los resultados de la reunión del 19 de enero entre la UE y la Federación Rusa, con la firma, tras la adhesión de Bulgaria y Rumanía, de garantías adicionales al memorando existente.

Por otra parte, los ministros adoptaron una Decisión autorizando a la Comisión a abrir negociaciones para posibles cambios en el acuerdo internacional sobre el café de 2001, así como para preparar una Directiva dirigida a establecer una infraestructura para la información espacial en la UE (INSPIRE).

PRESENTADO UN PLAN DE ACCIÓN



Política Industrial
y Pyme

MEDIDAS DE REDUCCIÓN DE LAS CARGAS ADMINISTRATIVAS

Europako Batzordeak 2012rako enpresek jasaten dituzten karga administratiboak %25ean murriztea espero du. Horretarako hamar neurriko lehenengo plana aurkeztu du

La Comisión presentó el 24 de enero un plan de acción para eliminar una cuarta parte de las obligaciones administrativas de las empresas en 2012, fundamentalmente en materia de obligaciones de información a las administraciones (nacionales y europeas). Según los cálculos del Comisario de Empresas, Günter Verheugen, esta reducción ahorraría a las empresas comunitarias 1.300 millones de euros anuales.

“Las empresas deberían poder dedicar su tiempo a la producción y a la innovación, en vez de a llenar formularios o responder a exigencias de información en exceso burocráticas”, explicó el Comisario, destacando así el objetivo fundamental de la medida: incrementar la competitividad de las empresas. Otros cálculos explican que la eliminación de las obligaciones burocráticas de las empresas en los próximos 5-6 años podría suponer un aumento del PIB de la UE en 1,5% y la disponibilidad de 150.000 millones de euros adicionales para invertir en innovación.

La Comisión Europea ha seleccionado ya trece ámbitos de actuación: reglamentos de sociedades, farmacia, empleo y legislación laboral, impuestos, estadística, agricultura y subvenciones agrícolas, seguridad de los alimentos, transporte, industrias pesqueras, servicios financieros, medio ambiente, política de cohesión y contratos públicos. Y lo hará, con la colaboración de los Estados miembros, conforme a una metodología muy definida que determinará qué obligaciones pueden suprimirse en beneficio de las empresas.

La Comisión tiene mucho interés en dejar claro que esta simplificación (eliminación de obligaciones en algunos casos) no afecta a los objetivos políticos de la Unión: que nadie piense que la administración europea está dispuesta a rebajar el nivel de sus exigencias o que la legislación europea va a diluirse y ser menos ambiciosa. Sólo se busca eliminar lo superfluo o lo que se ha quedado obsoleto por efectos del desarrollo de la tecnología y de los sistemas de información. El programa “tradicionalmente la voluntad de racionalizar, modernizar y reducir los medios utilizados para aplicar los objetivos políticos de siempre”, sin renunciar a ninguno, según la Comisión.

Además, se invita a los Estados miembros a hacer lo mismo en el plano de las correspondientes legislaciones nacionales, que, según todos los estudios, es el nivel donde se produce la mayoría de esas trabas y exigencias administrativas desorbitadas que se desea eliminar. “Proponemos lanzar una campaña inédita contra el papeleo y animamos a los Estados miembros a emprender iniciativas similares a nivel nacional”, corroboró Verheugen.

El programa se basa en la aplicación de la metodología “Standard Cost Model” (SCM), un sistema de valoración ya utilizado por distintos países de la UE y de la OCDE. De hecho, la Comisión viene realizando sus cálculos a raíz de la puesta en marcha de programas nacionales en países como Gran Bretaña, Dinamarca, Holanda o la República Checa. El método se basa en un análisis detallado de las obligaciones

de información que las legislaciones seleccionadas llevan adscritas, a lo que se añade una serie de entrevistas en profundidad con los responsables de las empresas afectadas por esas normas burocráticas. Con todo ello, se adjudica a cada norma y a cada exigencia un precio, tanto en tiempo como en dinero, que hará posible su comparación con el “beneficio administrativo” que su realización reporta. Y permitirá tomar una decisión sobre cada exigencia en particular.

A la vez que el plan general de acción sobre las excesivas exigencias administrativas para con las empresas europeas, la Comisión adelantó el mismo día 10 medidas concretas, referidas a varios de los 13 ámbitos antes reseñados, que está ya dispuesta a adoptar si, como espera, el Consejo Europeo de primavera les da el visto bueno. Las medidas propuestas son las siguientes:

Reducir el papeleo para las devoluciones que las explotaciones agrícolas reciben por la exportación de sus productos, de manera que los pequeños productores se verán eximidos de ciertas exigencias de información al elevarse el límite mínimo económico de obligada declaración. Restringir el número de cuestiones estadísticas que las empresas dedicadas a la “sociedad de la información” deben cumplimentar, en relación con un Reglamento de 2004 que exige a estas empresas informaciones exhaustivas para conocimiento de la UE.

Simplificar las obligaciones de información a los agricultores, recolectores y empresas transformadoras de productos agrícolas destinados a la obtención de energía, cuando hayan solicitado subvenciones; Eliminar las obligaciones de información escrita obligatoria a los accionistas en los casos de fusión o escisión de sociedades, de manera que el requisito de información pasa a ser voluntario según decisión de los accionistas.

Suprimir, por anticuadas, ciertas obligaciones de información estadística para las empresas dedicadas al transporte de mercancías. Introducir sistemas electrónicos para los intercambios de datos en las empresas de transportes. Simplificar los procedimientos administrativos y las obligaciones en el sector marítimo. Exención a ciertas pequeñas empresas del sector de la distribución de alimentos (carnicerías, panaderías, etc.) de ciertos análisis de riesgos en relación con la seguridad alimentaria, que sí rigen, por ejemplo, para las grandes superficies, siempre sin renunciar a los estándares de seguridad. Simplificar las exigencias administrativas para ciertos barcos de pesca. Y reducir al máximo la obligación (hasta una vez al año) de cumplimentar ciertas estadísticas agrícolas.

Este programa es la respuesta a las conclusiones del Consejo Europeo de junio de 2006 y al paquete de medidas propuesto en noviembre de 2006 en torno al enunciado “legislar mejor” en el que ya se declaraba que “para lograr este objetivo, los Estados miembros y las autoridades regionales y locales deben imprimir también un nuevo impulso político a sus esfuerzos por reducir los trámites administrativos”.

EL EUROPARLAMENTARIO PAUL RÜBIG PRESENTA INFORME

EL PARLAMENTO EUROPEO DEBATE EL COSTE DEL ROAMING



Sociedad de

la Información

Europako Parlamentuak atzerriko deiak fakturatzeko orduan enpresen gehiegikeriei buruz eztabaidatu zuen, Europako Batzordeak aurkeztutako arau-egitasmoa aztertuz

Miembros de las comisiones de industria y de mercado interior del Parlamento Europeo se reunieron el 23 de enero con representantes de la Comisión Europea, los reguladores nacionales, los operadores de telefonía móvil y los consumidores para debatir sobre el proyecto de Reglamento que la Comisión ha dado a conocer para regular los costes de las llamadas realizadas desde el extranjero (en itinerancia), denominado "roaming".

Lo que plantea la Comisión es avanzar hacia un entorno de precios transparentes y más ajustados, terminando con una situación de descontrol y precios calificados de "entre altos y excesivos" en el **informe "Roaming en las redes públicas de telefonía"** del europarlamentario austriaco Paul Rübig, ponente de la citada comisión de industria.

Según los cálculos realizados sobre las tarifas actuales, las llamadas realizadas desde el extranjero vienen a costar cuatro veces más que las "llamadas nacionales". Dicho de otro modo, un minuto de llamada de móvil desde otro país viene a costar 1,15 euros por minuto por término medio, cinco veces más que lo que la compañía que presta el servicio puntual cobra a la compañía de origen con la que el usuario tiene contrato en su país. No es casualidad que, según datos de Eurostat, 6 de cada 10 usuarios europeos de telefonía móvil afirman que lo utilizarían más en situaciones de desplazamiento si las tarifas fueran más bajas.

Si el 80% de los europeos dispone de un teléfono móvil y casi la mitad de ellos, entre turistas y desplazados por motivos de trabajo, lo emplean para llamar desde países distintos al suyo, la cuestión, en términos económicos, no es precisamente trivial. Se calcula que los costes de las llamadas realizadas o recibidas desde el extranjero podrían reducirse en un 70%.

Del debate mantenido en el Parlamento Europeo se desprende de que todos los grupos parlamentarios están de acuerdo con esa impresión general y con que la UE debe actuar. No obstante, hacen algunas sugerencias con respecto a la propuesta de la Comisión. Fundamentalmente, quieren que el proyecto regulador también contemple los mensajes SMS y los relativos a la transmisión de datos, en contra de lo que desean los grandes operadores europeos.

El ponente de la comisión parlamentaria del mercado interior, Joseph Muscat (PSE, Malta), enumeró los tres principios que según él deberían gobernar la nueva regulación: "transparencia", es decir, que los clientes recibirán facturas sin sorpresas cada vez que viajan al extranjero; "simplicidad", o sea, una normativa comprensible y al alcance de los usuarios; y "flexibilidad", con la posibilidad real de una oferta variada al alcance de los clientes para que sea posible una verdadera competencia.

En cuanto a la transparencia, Rübig manifestó sus preferencias por el llamado "sistema push" de información al consu-

midor, un sistema por el que los usuarios son informados por la compañía de manera automática, al contrario que el "sistema pull" en el que la información se recibe previa petición de la misma. La Comisión Europea, en su propuesta de reglamento, ha optado sin embargo por esta última opción, preocupada de que el ciudadano no se vea inundado por información no solicitada.

El ponente afirma que la regulación es "imprescindible", que "el tiempo de la autorregulación está cerrado" y que ya se ha visto lo poco que ha dado de sí. Por lo que se refiere a sus puntos básicos, propone diferenciar los precios de venta "al por mayor" (lo que las compañías se facturan entre ellas por estos servicios) y los precios del servicio "minorista", es decir, lo que se cobra a los usuarios (emisor y receptor) por utilizarlos.

En cuanto a los precios que los mayoristas se cobran entre ellos, la idea es proponer un precio fijo a nivel europeo que se podría multiplicar por un factor corrector que, a su vez, determinaría y revisaría en cada país el correspondiente organismo regulador.

Para los usuarios, Rübig apuesta (al igual que la Comisión y la misma Presidencia alemana) por la implantación de una tarifa única europea. La "eurotarifa" consiste en un precio único para las llamadas desde el extranjero, controlado por los reguladores nacionales. También propone, aunque la Comisión no lo comparte por considerarlo impracticable, aplicar el "principio del país de origen", un sistema por el que los usuarios pagarían (ellos solos, no los receptores), en su país y por la misma cantidad que para las llamadas nacionales, el precio de las llamadas hechas desde el extranjero.

En informe parlamentario, que como puede verse insiste en dar pasos para caminar hacia un mercado único, termina diciendo que "la regulación del precio aplicado a los usuarios finales debería expirar cuando las barreras geográficas de precios se hayan superado y se establezca un mercado interno con un funcionamiento bueno y sostenible".

Los reguladores europeos, presentes en la reunión, abogaron por evitar las situaciones de precios únicos o uniformes ya que se "reducen la competencia"; y se manifestaron preocupados por los pequeños operadores, que podrían tener problemas si los precios impuestos entre proveedores resultan ser demasiado bajos. Los grandes operadores europeos, por otra parte, enemigos de cualquier medida reguladora, dicen que, de hecho, ya se han movido y aseguran que los precios al usuario bajaron un 20% entre 2005 y 2006.

El informe de Rübig se votará en abril (en comisión) y en mayo (en Pleno). La Presidencia alemana busca cerrar la cuestión durante su mandato, para lo que negocia un acuerdo en primera lectura entre el Consejo y el Parlamento (codicisión).

PE PRESENTARÁ INFORME EN LA SESIÓN PLENARIA DEL 14 DE FEBRERO



Medio Ambiente

EL PARLAMENTO EUROPEO DEBATE SOBRE EL CAMBIO CLIMÁTICO

Osoko Bilkurak Batzordeak eta Presidentetzak egindako klima-aldekateri buruzko txostenak eztabaidatu eta Estrasburgon 14an eztabaidatuko den bere txostenaren oinarriak ezarri zituen

El Comisario de Medio Ambiente, Stavros Dimas, y el Ministro federal alemán de Medio Ambiente, Sigmar Gabriel, fueron los responsables de abrir un debate sobre el cambio climático que servirá a la Eurocámara de punto de partida para, en el próximo pleno, dar a conocer y votar un informe sobre esta materia.

El Comisario, que inició su exposición dando por sentado que el hecho del cambio climático no es ya una cuestión a debate - "el mensaje de la ciencia es claro: el calentamiento de la tierra es una realidad", dijo - se centró en la defensa de los principales puntos del reciente paquete energético hecho público por la Comisión y en su Comunicación sobre el cambio climático de este mismo mes de enero. Dimas aseguró que, de adoptarse las medidas contenidas en la citada Comunicación, será posible limitar el calentamiento de la tierra a sólo dos grados por encima de la temperatura de la tierra en la era preindustrial.

Una de las medidas, envuelta en cierta polémica por lo confuso de su enunciado, consiste en que la UE se compromete a promover un acuerdo internacional para reducir las emisiones de gases de efecto invernadero por parte de los países desarrollados en un 30% en el plazo de 2020. La propuesta continua diciendo que, en ausencia del citado acuerdo, la UE se compromete desde ahora mismo a reducir sus emisiones en un 20%. Los eurodiputados participantes en el debate pusieron de manifiesto su desacuerdo sobre una formulación que parece desviar sobre los demás la responsabilidad de los objetivos menos ambiciosos. La UE, dicen, debe en todos los casos proponerse el máximo objetivo posible y asumir ya el del 30%, acuerdos al margen.

En opinión de Dimas, ésta y otras medidas son de gran interés porque tendrán un "efecto dominó" sobre otros ámbitos. Por ejemplo, si la industria sabe que los gobiernos de los países desarrollados asumen compromisos en el horizonte de 2020 y más allá, deducirá que después de 2012 (límite de Kyoto) se mantendrá en pie el sistema de comercio de derechos de emisión, lo cual hará que las empresas piensen en investigar e invertir en aquellas soluciones técnicas que les permitan producir a los mismos niveles emitiendo menos gases contaminantes.

El Ministro Gabriel, que puso de manifiesto el apoyo global de la Presidencia al paquete de medidas de la Comisión, planteó una pregunta, muy genérica y de difícil respuesta en el ámbito de un debate, que sirvió para no olvidar otras caras del problema: ¿cómo mejorar el nivel de vida de los 2.000 millones de seres humanos que hoy viven en la tierra sin electricidad y proteger, al mismo tiempo, el clima? En su opinión, la solución está en manos de aquellos países del mundo que están en posesión de la tecnología. En efecto, tal como recor-

dó el diputado Peter Lise (PPE), "el acceso a la energía y la protección del clima son los dos grandes compromisos para los ciudadanos del siglo XXI".

Según el Ministro alemán, todo conduce al Consejo Europeo del próximo 8 de marzo. Allí confluirán el paquete energético de la Comisión, la reciente Comunicación sobre el cambio climático, las conclusiones del próximo Consejo de Energía del 15 de febrero, las del Consejo de Medio Ambiente del 20 del mismo mes, la resolución que el Europarlamento vote el próximo 14 de febrero en Estrasburgo y los informes que sobre el impacto de las emisiones producidas por la aviación o sobre "energías sostenibles, competitivas y seguras" viene aprobando el Parlamento Europeo en los últimos meses. Efectivamente, por lo que a Europa respecta, los próximos años dependen en gran medida de lo que se decida en esta batería de asuntos pendientes, y parece claro que el Consejo de Primavera ha de ser su impulsor principal. A eso se refería Guido Sacconi (PSE-Italia) al señalar la importancia de los dos próximos años puesto que "la UE deberá ser coherente legislando, estableciendo sistemas de intercambio de derechos de emisión, incorporando a la aviación en ese sistema, reduciendo las emisiones de los automóviles (otro caballo de batalla) y en todos los ámbitos que ahora mismo se estudian".

Los eurodiputados manejan informes serios y demoledores, como el "Stern Review" de finales de 2006, en los que se habla con cifras del interés de prevenir, más que de arreglar "a posteriori". Tomar medidas hoy para prevenir el cambio climático puede suponer un desembolso equivalente al 1% del PIB mundial; dejar que las cosas caminen hacia el desastre y corregirlas después costará entre el 5 y el 20%. Así pues, es posible e interesante analizar el problema en términos económicos: el cambio climático es un reto para la economía y se puede afirmar que es el mayor y más generalizado fracaso del mercado jamás visto en el mundo. Lo que hagamos ha de ser considerado en términos de inversión, como un gasto necesario hoy y en los próximos años para evitar el riesgo de consecuencias graves en el futuro.

La reciente reunión en París de expertos científicos del mundo entero (grupo de expertos intergubernamental sobre los cambios climáticos reunidos bajo los auspicios de la ONU) y su declaración final vuelven sobre lo mismo, generando sin parar iniciativas como la de Dimas, quien el pasado día 3 de febrero pidió iniciar con carácter de urgencia negociaciones a nivel internacional para lograr un nuevo acuerdo sobre cambio climático, a la vista del "alarmante" resultado que arroja el informe científico presentado en París.

MEDIDAS PARA PROTEGER LAS ESPECIES DE AGUAS PROFUNDAS

LA COMISIÓN EUROPEA REDUCIRÁ LAS CAPTURAS EN AGUAS PROFUNDAS



Europako Batzordea damutu egin da sakoneko urretan bizi diren espezien kopurua babesteko neurrien aplikazio kaxkarraz

La Comisión Europea ha anunciado el 29 de enero su intención de limitar la pesca de especies de aguas profundas, ya que las medidas establecidas para su gestión en 2002 han resultado insuficientes para proteger adecuadamente los stocks de dichas especies.

La pesca de especies de aguas profundas (tiburones de aguas profundas, granadero de roca, sable negro, bacalao azul, emperador, maruca, etc.) es relativamente reciente pero se ha extendido muy rápidamente. Se trata de especies que viven a profundidades superiores a 400 metros y hasta más de 2.000 metros, prácticamente sin luz y sometidas a una fuerte presión, lo que crea ecosistemas muy sensibles a las perturbaciones; son además especialmente vulnerables a la sobrepesca, ya que tienen una vida larga, una madurez sexual tardía y un nivel de reproducción escaso, lo que ralentiza el ritmo de reconstitución de las poblaciones. Por ello, según el Ejecutivo, toda reducción de su explotación debe considerarse como una medida permanente y no como un medio de aumentar las capturas a largo plazo.

La UE regula esta pesca desde 2002. Además de fijar los Totales Admisibles de Captura (TAC) cada dos años, estableció una serie de medidas para limitar los esfuerzos de pesca (tiempo pasado en el mar y capacidad y número de buques concernidos), las obligaciones de información, la recopilación de datos y el control. Pero según el informe de la Comisión, se constatan importantes deficiencias en la implementación de esa regulación, por lo que será necesario imponer reducciones sustanciales en los actuales niveles de explotación.

El informe llama la atención sobre la necesidad de una voluntad política por parte de los Estados miembros para asegurar que todas las medidas identificadas en el informe están efectivamente implementadas.

En cuanto a los TACs, el Ejecutivo constata que, al establecerse a niveles superiores de lo que muchos stocks podían sostener, su efectividad se ha visto limitada. De hecho, las capturas descargadas en los puertos fueron generalmente muy inferiores a los TAC, lo que parece indicar que dichos TAC no son suficientemente restrictivos, aunque la Comisión espera que hayan permitido reducir la mortalidad debida a la pesca de algunas de las principales especies estudiadas. La Comisión cree que los recursos disponibles de ciertas especies no justifican su explotación comercial, o que la cifra establecida no actúa como garantía para la supervivencia de estas especies. A todo ello se suma la naturaleza mixta de los caladeros, ya que estas especies a menudo se capturan en pescas mixtas donde sólo algunas de las especies capturadas están cubiertas por un TAC, lo que fomenta las falsas declaraciones de los pescadores.

Se dispone así de una información incompleta sobre la composición de las capturas o la distribución geográfica de los

stocks. En cualquier caso, para una eficaz gestión a largo plazo de las existencias de aguas profundas, será necesario que los TAC sean completados por otras medidas, particularmente restricciones del esfuerzo pesquero.

Otra de las principales medidas introducidas durante estos últimos años fue la creación del permiso de pesca en aguas profundas, que limita el número de buques implicados. Esta medida no logró el efecto deseado porque el permiso se entregó a un número demasiado elevado de buques.

La Comisión también evalúa en su informe el cumplimiento por parte de la UE del dictamen de la Comisión Pesquera del Noreste Atlántico (CPANE), que estipula una disminución del esfuerzo pesquero del 30%. Alemania, Dinamarca, España, Francia, Irlanda, Holanda, Portugal, Suecia y el Reino Unido proporcionaron datos que muestran que su esfuerzo pesquero en 2005 representaba como mucho un 65% del de 2000, "lo que permite pensar que la UE se ajustó a la recomendación del CPANE", según el texto.

Se destaca asimismo la incorrecta aplicación por parte de los Estados miembros de las medidas específicas de vigilancia, control y ejecución. Al valorar la efectividad de las áreas cerradas, la Comisión estima que las autoridades de control nacionales deberían usar en mayor medida el sistema electrónico de control de buques. Concretamente, el informe critica la falta de seriedad de los Estados miembros en la puesta en marcha de las medidas de protección del emperador, ya que el sistema de alerta automática no funciona eficazmente cuando un buque pesca o cruza en las zonas protegidas. También llama a mejorar la inspección y vigilancia de los puertos designados para el desembarco de las especies de aguas profundas.

Otro fallo achacado a los Estados miembros es la incapacidad general para proporcionar, cada seis meses, los datos relativos a las capturas y al esfuerzo pesquero. Será necesario mejorar en gran medida el flujo de información, así como la recopilación de los datos y la cooperación de todas las partes implicadas para delimitar mejor la gestión de dichas pesquerías. Los Estados miembros también deberán mantener informada a la Comisión sobre los esfuerzos pesqueros de su flota de aguas profundas (en 2006 se estableció la obligación de reducir un 10% respecto a los niveles de 2003 el esfuerzo pesquero de los buques con permiso). Varios Estados no cumplieron con la entrega de informes regulares sobre el esfuerzo pesquero, por lo que es difícil valorar el impacto real de las reducciones del esfuerzo en 2005 y 2006. El programa de muestreo científico diseñado para recoger los datos más necesarios sobre capturas de especies de aguas profundas tampoco fue eficazmente aplicado por los Estados miembros, aunque en 2004 se introdujo una nueva normativa con instrucciones más específicas que podrían ayudar a mejorar dicha aplicación.

MERKATU ANTOLAKUNDE BATERATUA ERREFORMATZEKO PROPOSAMENA



FRUITUEN ETA BARAZKIEN SEKTOREAREN ERREFORMA

Batzordeak fruituen eta barazkien MABren erabateko erreforma planteatu du. Aurrerakada handia izango da sektorea guztiz liberalizatzeko bidean, eta erreformak Spainian izango du eragin gehien.

Europar Batasuneko Batzordeak fruituen eta barazkien Merkata Antolakunde Bateratua erreformatzeko proposamena onartu zuen urtarrilaren 24an. Berrikuntzarik esanguratsuena da ustiategi baten gaineko ordaina hartzeko eskubidea duten nekazariek eskubideok kobraztzen jarraitu ahal izango dutela, fruitu eta barazki sasoikoak edo iraunkorrik hazi arren. Nekazaritzako Politika Bateratuak debekatu egin zuen eskubide hori, 2003an.

Aurreko urteetan produktu jakin batzuek (besteak beste, laboreek, kotoiak, tabakoak eta olibadiek) bakarrik sortzen zituzten laguntzak hartzeko eskubideak; Batzordeak ustiategiei eman beharreko ordainketa bakartzat esleitu zituen. Fruituek eta barazkiek ez zuen inolako laguntzarik, eta, horrenbestez, ez zuten sortzen nekazariek ordaina hartzeko eskubiderik. Fruituak eta barazkiak lantzen dituzten nekazariei kalte ez egiteko, NPB erreformatu zenean, 2003an, debekatu egin zen nekazari bat fruituen eta barazkien sektorean aritzea, laguntzak hartzeko eskubideak kobraztuz gero.

Funtsei dagokienez, MAB erreformatzeko proposamena ez du aldaketarik planteatu egungo egoeraren aldean, eta funtsek 1.600 milioi eurokoak izaten jarraitzen dute gutxi gorabehera; zehazki, 2005ean 1.488,8 milioi bideratu dira, eta 486 Espainiarentzat.

Nekazariek eta administrazioak uste dute Batasunaren jarrera ekoizpena guztiz liberalizatzeko erabaki garbia dela.

Produktu freskoak saltzen dituen sektorea dela-eta, proposamena egungo MABk xedatzen dituen neurrien eta filosofiaren jarraipena da. Ekoizle-elkarrekin jarraituko dute izaten sektorea arautzeko ardatzak, programa eragileetako funtsen bidez.

Gaur egun, Batasunak funts eragileetarako egiten duen ekarpenea %50ekoa izan daiteke gehienez ere, baina, hainbatetan, %60koa ere izan daiteke. Nolanahi ere, finantzazioa ekoizle-elkarrekin fakturatzan duen balio osoaren %4,1ekoa izan daiteke gehienez ere. Nekazaritza-sektoreak eskatu du ekarpen hori %6ra igotzeko. Krisaldirik izanez gero, esku hartzea planteatu da, baina gastua ezin da izan programetako funtsen heren bat baino

handiagoa. Era berean, xedatu da gastuen %20 gutxienez ingurumen arloko neurriak hartzeko izatea.

Eraldatu eta industrializatzeko hazten diren produktuei (hala nola, tomateei, zitrikoei, udareei eta mertxikei) dagokienez, berriz, proposamenak guztiz aldatu du egungo araudia. Gaur egun, eraldatzen den lehengai kilo bakoitzeko ematen da laguntza, Batzordeak ezarri dituen kupoen barnean, baina erreformak proposatu du diru-laguntzak ustiategi bakoitzari edo azalera jakin bat ematea, erreferente historikoetan oinarrituta, ekoizten den kopurua gorabehera. Hartara, gobernu bakoitzari dagokio erabakitzea zer nekazarik hartuko dituzten laguntzak. Hala ere, Batzordeak mugak ezarri ditu herrialde bakoitzeko industriarako laguntza guztiak emateko.

Ekoizle-elkarrekin jarraituko dute izaten sektorea arautzeko ardatzak, programa eragileetako funtsen bidez

Batzordeko iturriek azaldu dutenez, litekeena da aldaketa honen ondorioz ekoizpena liberalizatzea, ez delako inolako betebeharrik izango sail batean produktu jakin bat landatzeko.

erreformak Spainian izango du eragin gehien. Izen ere, Batasuneko ekoizle nagusia da, eta sektoreak nekazaritza-ekoizpenaren %34 osatzen du ia; Nekazaritza Ministerioaren arabera, nekazariek 14.000 bat milioi euro fakturatzan dituzte urtean.

Hasiera batean, Espainiako Gobernua ordainketak erabat banantzearen aurka dago, zitrikoen, udareen eta mertxiken sektorean eta beste sektore batzuetan, sistema berriak sarituko lituzkelako azken urteetan produkturik eskasenak eraldatzeko bideratu dituztenak. Alabaina, kalitateko produktuak merkatuan saldu zitzatenak baztertuko lituzke.

Batzordeak espero du estatu kideak uda baino lehen adostuko direla erreforman, 2008. urtean sar dadin indarrean.

LA COMISARIA REDING PRESENTA INFORME

CRECE EL MERCADO DE LOS CONTENIDOS ONLINE



"On line" edukien merkatua azkar baino azkarrago handitzen ari da Europan; hala ere, Europako Batzordea zenbait neurri prestatzen ari da oztopo juridiko eta teknikoak kentzeko

La Comisaria de Sociedad de la Información y Medios de Comunicación, Viviane Reding, presentó el 25 de enero en Bruselas el **estudio "Contenidos interactivos y convergencia: consecuencias para la sociedad de la información"**, en el que se expone que la distribución de contenidos online se está convirtiendo en una fuente de oportunidades y negocio para las empresas europeas, sobre todo a raíz de la rápida expansión de la banda ancha y de la adopción de dispositivos digitales; también, pero en menor medida, por la difusión de las redes móviles de tercera generación.

Las cifras que se barajan tienen su importancia: para 2010 se calcula que los ingresos originados por el comercio de contenidos online alcanzará en Europa los 8.300 millones de euros, lo que supondrá que el volumen de negocio se multiplique por cuatro en cinco años. De esa cantidad, el 20% tendrá que ver con la descarga de archivos musicales y el 33% con la de videojuegos. "La convergencia digital que se espera desde hace tiempo se está convirtiendo en una realidad económica que crea oportunidades para los consumidores, los proveedores de contenidos y la industria europea", explicó la Comisaria.

El estudio revisa y evalúa el mercado europeo de los contenidos online y viene a demostrar que, pese a la marcha ascendente del mercado europeo, hay ciertos obstáculos técnicos, económicos y jurídicos que salvar. Se trata de un informe elaborado durante 2006, a raíz de una consulta abierta realizada durante el verano y de una audiencia pública celebrada en noviembre, que evalúa las posibilidades de este nuevo mercado e identifica hasta 36 obstáculos para su buen desarrollo.

El primero y principal obstáculo es el de la **conectividad**. Pese a que la banda ancha cubre amplias zonas del territorio de la UE, las diferencias entre países (y entre regiones dentro del mismo país) son abismales. En 2005, según datos de Eurostat, el 48% de los hogares de la UE-25 tenían acceso a Internet. El valor máximo se alcanzaba en los Países Bajos (78%), seguido de Luxemburgo (77%), Dinamarca (75%) y Suecia (73%). Por debajo de la media, países como Eslovenia (48%), Lituania (42%), Estonia (39%) o España (36%).

En el ámbito de los servicios online destinados a la telefonía móvil, se señala que Europa reacciona con lentitud ante los **sistemas 3G**, abreviatura de "tercera generación" en telefonía móvil. Los servicios asociados con la tercera generación proporcionan la posibilidad de transferir voz y datos (mediante una llamada telefónica convencional) o datos novoz (como la descarga de programas, el intercambio de emails y la mensajería instantánea).

Por otra parte, la Comisión Europea considera que el fenómeno de la **piratería**, otro obstáculo, desanima a las empresas ante la idea de poner contenidos online, por lo que resulta urgente contar con "sistemas de gestión de derechos digitales" (DRM, Digital Rights Management) eficaces que

hagan posible administrar y proteger los contenidos digitales y den pie a una implantación segura de la distribución digital.

Los DRM están formados por el conjunto de tecnologías orientadas a implantar restricciones sobre los usuarios de un sistema (sistemas anticopia): pueden detectar quién accede a cada obra, cuándo y bajo qué condiciones, y envían esta información al proveedor de la obra; pueden autorizar o denegar el acceso a la obra a determinado usuario; o establecer bajo qué condiciones se le permite el acceso.

En general, algunos de los obstáculos detectados tienen que ver con la desigual aceptación de los nuevos servicios por parte de los consumidores, con la falta de especialización en las empresas dedicadas a la "sociedad de la información" y con el coste desmesurado de la digitalización de los contenidos creados mediante sistemas analógicos.

Por otro lado, sin abandonar el ámbito de los obstáculos, las empresas distribuidoras no han hecho todavía el trabajo de adaptarse a los nuevos sistemas y a las nuevas tecnologías para la distribución de los nuevos contenidos. El transporte, el almacenaje, la distribución, etc., son conceptos que aquí adquieren otra dimensión, teniendo en cuenta que los sectores de la industria han desaparecido como tales y cualquiera puede producir y distribuir de todo, o que las fronteras tampoco existen ya.

La Comisaria explicó que este informe está sirviendo de base para elaborar el paquete de propuestas que se llamará "Los contenidos online en el mercado único europeo", que la Comisión piensa presentar en el segundo semestre de 2007 y que vendrán a poner remedio a los obstáculos reseñados, sobre todo en lo relativo a la conectividad, en el apartado de los derechos de propiedad intelectual y en el de la interoperabilidad (poder salvar diferentes protocolos, medidas de seguridad; lo que se ha dado en llamar "interoperabilidad sintáctica y semántica entre recursos").

Viviane Reding adelantó por dónde podría ir el trabajo de las autoridades europeas: "Para aprovechar las oportunidades que se nos presentan puede resultar necesario reconsiderar las cuestiones técnicas y jurídicas allí donde un enfoque modernizado y orientado al mercado interior pueda añadir valor a los contenidos europeos". No sólo la industria tiene que adaptarse, también el legislador (europeo en este caso) debe colaborar para proporcionar seguridad jurídica a los consumidores, a los proveedores de contenido y a la industria del hardware.

El europeo es un mercado cargado de potencialidades que ahora mismo va a remolque de países como Japón, Corea y Estados Unidos. Con los dos primeros, en el terreno de los servicios móviles; con el tercero, en el sector de los servicios fijos de banda ancha.

NEGATIVA A LA ENTRADA DE PRODUCTOS DE PAÍSES TERCEROS



EMBARGO RUSO A LA CARNE POLACA

Europak Poloniako produktuen egokitasuna bermatu arren, Errusiak ez du bahitura eten nahi. Edonola ere, badirudi bahituran oinarria bai teknikoa eta bai politikoa dela.

Según todos los indicios, ni el interés ni los esfuerzos de Alemania, la nueva Presidencia de la UE para el primer semestre de 2007, conseguirán que Rusia vaya a suspender a corto plazo el embargo que mantiene sobre los productos cárnicos y diversos vegetales polacos desde noviembre de 2005. El problema, tal como lo definen ahora desde Rusia, no consiste en que los productos polacos sean de mala calidad, sino en que, a través de ese país, entran en Rusia productos (como es el caso del búfalo indio y el cerdo chino) procedentes de terceros países, prohibidos en Rusia y en la UE.

Como es bien sabido, la postura rusa provocó la correspondiente reacción en Polonia, que se tradujo en noviembre de 2006 en el voto de este país al inicio de la negociaciones para alcanzar un nuevo Acuerdo de Asociación UE-Rusia, un acuerdo que la Presidencia y la mayoría de los Estados miembros consideran de vital importancia porque contiene un capítulo fundamental dedicado a la energía.

Angela Merkel, Canciller alemana y Presidenta de la UE, que se ha entrevistado recientemente en Rusia con el Presidente Vladimir Putin, no es capaz de poner fecha a la solución del problema y, más como un deseo que como una certeza, dice que "se trabaja con intensidad, se avanza paso a paso; espero que podamos comenzar las negociaciones sobre el nuevo Acuerdo bajo la Presidencia alemana y que habremos avanzado en la próxima Cumbre UE-Rusia" (se celebra el 18 de mayo en Samara, Rusia).

Poca cosa si se tiene en cuenta que la visita de Merkel había estado precedida por un encuentro en Berlín, el pasado 19 de enero, de delegaciones de la UE y Rusia para firmar un acuerdo alcanzado en Moscú el pasado diciembre que evita el bloqueo con que Rusia había amenazado a todas las importaciones de carne comunitarias si la UE no garantizaba la calidad de todos sus productos, especialmente los procedentes de los nuevos Estados miembros Bulgaria y Rumania que han padecido recientes y sucesivos episodios de peste porcina, fiebre catarral, etc.

Mediante este convenio se acuerdan normas de certificación, que Rusia también se compromete a respetar, para los animales y los productos derivados que la UE exporte a Rusia desde el 1 de enero de 2007. No es un acuerdo menor: Europa, según representantes de la UE, exporta a Rusia productos cárnicos por valor de 3.000 millones de euros anuales. "Podemos garantizar la seguridad alimentaria para los consumidores europeos y rusos, y garantizar un flujo de mercancías ininterrumpido", explicó Alexei Gordeiev, Ministro ruso de Agricultura.

Europa exporta a Rusia productos cárnicos por valor de 3.000 millones de euros anuales

Volviendo al voto ruso a la carne polaca, en ese mismo encuentro de Berlín Markos Kyprianou, Comisario de Salud y Protección del Consumidor, entregó a los representantes rusos "garantías escritas de que Polonia respeta los requisitos de la UE" e, incluso, los términos exactos del acuerdo que en esa misma reunión acababan de firmar. Los representantes rusos abandonaron Alemania señalando que necesitaban tiempo para analizar la documentación presentada por la UE y que estudiarían la posibilidad de mandar a sus propios expertos a Polonia para evaluar la situación sobre el terreno.

Posteriormente, el 24 de enero, se supo que en Moscú no estaban satisfechos con la documentación remitida desde la UE, "más diplomática que técnica" según sus expertos, y que, en consecuencia, nada cambiará en los próximos días. También se ha sabido que Rusia ha optado por continuar las negociaciones con la Comisión Europea, en lugar de hacerlo directamente con Polonia, procedimiento con el que Varsovia está de acuerdo: el conflicto "ya no es un problema bilateral, sino que afecta a la UE y es a ella a quien corresponde negociar la solución definitiva del conflicto", dicen sus autoridades.

EUROPAR BATASUNEKO ESTRATEGIA BERRIA APLIKATZEAREN ALDEKO ESKAKIZUN BERRIAK

ENERGIARI BURUZKO POLITIKA: GUTXIAGO KUTSATUKO DUTEN ERREGAIAK



Batzordeak eskakizun berriak planteatu ditu diesel erregaietan elementu kutsagarriak izateari eta, bioerregaiak gehiago erabiltze aldera, gasolina berriak sortzeari buruz.

Batzordeak 1998. urtean, **Gasolinaren eta gasolioaren kalitateari buruzko araua** onartu ostean hasitako lanean jarraitzen du. Harekin bat, hainbat parametro eta balio ezartzea onetsi zuen, motordun ibilgailuen isuri kutsagarriak nabarmen murrizteko 2000tik aurrera.

Araua 2003. urtean zuzendu zuten; hain zuzen ere, erregaietako sufrearen mugak zuzendu zituzten. Hartara, estatu kideek bermatu zuten, 2005. urteko urtarrilaren 1etik aurrera beranduenez ere, berunik gabeko gasolina eta diesel erregaiak merkaturako zutela eta gehieneko sufre-edukia kilogramoko 10 miligramokoa izango zela.

Batzordea aztertzen ari den egokitzapena aurrerapausoa da, eta bi helburu ditu: batetik, esparru jakin batzuetan (errepide bidezko garraioaren eta barne uretako nabigazioaren alorrean) diesela erretzearen ondorioz berotegi-efektua eragiten duten gasen isuria areago murriztea eta kontrolatzea; bestetik, energiari buruzko Batasuneko estrategia berria aplikatzea, bioerregaien ekoizpena eta kontsumoa handitzeko.

Batzordearen ustez, erregaien kalitateari buruzko arauaren ikuskera berria bat dator, esan bezala, energiari buruzko Europako estrategia berriak finikatu dituen helburuekin, eta baita berotegi-efektua eragiten duten gasak murrizteko estrategiarenkin, Kyotoko Protokoloaren harira hartutako compromisoen ildoan. Bestalde, airearen kalitatea hobetzeko estrategia ere hartz da kontuan.

Batzordearen proposamenaren arabera, helburua da, 2009. urtean, diesel erregaietako sufre-tasa milioiko 10 partekoa izatea. Hartara, diesela erretzearen ondorioz isurtzen diren partikulen kopurua txikiagotu egingo litzateke eta estatuak behartuta leudeke beharrezko tresneria erabiltzea, kalitate-kontrolak behar bezala egiteko.

Bestalde, proiektuaren beste xede bat da 2009. urtean dieseleko hidrokarburo polizikliko aromatikoen gehieneko tasa murriztea, %8koa izan

dadin gehienez. Batzordearen ustez, maila eta epe horri esker, posible izango da kostu gehigarririk gabe birmoldatzea.

Halaber, gasolina-nahasketa berri bat sortzea proposatu da, konposatu oxigenatu ugarikoa, bioerregaiak askoz ere gehiago erabil daitezen bultzatzeko, Europako estrategia berriaren ildoan.

**Batzordearen proposamenaren
arabera, helburua da, 2009.
urtean, diesel erregaietako sufre-
tasa milioiko 10 partekoa izatea**

Gasolina berriaren %10 ere etanola litzateke, “etorkizuneko erregaiia”: karbonoz, hidrogenoz eta oxigenoz osatutako alkohol likidoa da, eta azukrea edo almidoia (azukre bihurtua) hartzituz eskuratzeko da; azukrea eta almidoia, berri, biomasatik ateratzen dira. Etanola zelulosa erabiliz ere eskura daiteke, eta zelulosa nekazaritzako, hiriko eta basoko hondakinetan dago, batez ere.

Nahasketa lurrunak berreskuratzeko tresneria duten zerbitzuguneetan salduko da; izan ere, helburua da nitrogeno dioxidoa eta konposatu organiko lurrunkor jakin batzuk orain arte baino gehiago ez isurtea, baina etanolak biak ala biak ditu.

Beste alde batetik, lurrunak berreskuratzeko gailuak zerbitzugune guztieta instalatzeko proposatuko du Batzordeak 2007an, eta baita, 2009tik aurrera, berotegi-efektua eragiten duten gasen isuria kontrolatzeko sistemak ezartzeko ere; berotegi-efektua eragiten duten gasak garraio arloan kontsumitzen den energiaren ondorio dira.

Batzordearen berehalako helburua isuria murriztea da, %1 urtean, eta epe ertainekoa eta epe luzekoa, erregai berriei buruzko ikerkuntza sustatzea eta ibilgailuen energia-erabilera eraginkortragoa izatea.

COMISIÓN EUROPEA PRESENTA INICIATIVAS MEJORAR LA CALIDAD Y LA COMPETITIVIDAD



APROBADAS MEDIDAS DE APOYO AL SECTOR AEROPORTUARIO

Batzordeak 3 dokumentu onartu ditu lehiakortasuna suspertzeko Europako hegazkintza barne-merkatuan

A fin de mejorar la calidad de los aeropuertos europeos y sus servicios, la Comisión Europea aprobó el 24 de enero tres documentos consistentes en: una Comunicación sobre la capacidad de los aeropuertos, una propuesta de Directiva sobre los cánones aeroportuarios, y un informe sobre la aplicación de la Directiva de asistencia en escala de 1996.

La **Comunicación sobre las capacidades de los aeropuertos**, que se acompaña de un **Plan de Acción para el refuerzo de su seguridad y su eficacia**, propone una serie de acciones concretas para responder de forma coordinada en estos ámbitos. Así, se definen cinco vías de acción prioritarias: utilizar mejor las capacidades existentes; mejorar la seguridad en los aeropuertos y lograr un enfoque coherente de la misma (las competencias de la Agencia Europea de la Seguridad Aérea se ampliarán a la seguridad de los aeropuertos, y se explotarán en mayor medida los sistemas de navegación por satélite); promover la co-modalidad entre los distintos modos de transporte; mejorar la capacidad medioambiental de los aeropuertos, sobre todo en cuanto a reducción de la contaminación sonora; y recurrir a nuevas tecnologías para, por ejemplo, garantizar la fluidez del tráfico también en malas condiciones meteorológicas.

Además, la Comisión prevé instaurar un observatorio administrado por Eurocontrol y encargado de supervisar la situación de las capacidades aeroportuarias y solucionar los problemas de congestión ocasionados por el creciente tráfico aéreo.

Durante la presentación del paquete a la prensa, el Comisario de Transporte, Jacques Barrot, explicó que esta Comunicación tiene por objeto "presionar a los Estados miembros para disponer de las capacidades aeroportuarias de las que tenemos necesidad", aunque señaló claramente que la gestión de los aeropuertos y la ordenación del territorio siguen constituyendo de competencia estatal.

En segundo lugar, la **propuesta de Directiva sobre los cánones aeroportuarios** pretende establecer principios comunes en este campo para todos los Estados miembros, regulando la fijación de los cánones reclamados a las compañías aéreas por la utilización de las infraestructuras aeroportuarias y la asunción de pasajeros y carga. La propuesta responde al interés de los operadores aéreos y busca reforzar la transparencia y la consulta entre éstos y los operadores aeroportuarios a la hora de decidir el importe de esos cánones. Por otra parte, se contempla la posibilidad de modular los cánones en función del nivel de servicio esperado.

La Comisión propone establecer una autoridad de vigilancia en cada Estado miembro, independiente de gestores de aeropuertos y compañías aéreas, de forma que se garantice la imparcialidad de sus decisiones y una aplicación adecuada y eficaz de la Directiva. Los Estados miembros deberán procurar que los operadores aeroportuarios proporcionen anualmente a cada operador aéreo información sobre los elementos que sirven de base a la determinación del importe de los cánones. Asimismo, deberán informar a los transportistas sobre los principales pla-

nes de modificación en la infraestructura aeroportuaria cuando éstos tengan un impacto en ese importe.

Han quedado fuera de la propuesta los artículos relativos a la posible gradación de los cánones en función del ruido y las emisiones de los aviones.

En principio, la Directiva se aplicará a aeropuertos con un tráfico anual superior al millón de pasajeros o las 25.000 toneladas de carga.

La propuesta, según el Comisario Barrot, tiene por objeto "establecer un dispositivo que permita una mejor transparencia sobre los precios y los costes". El texto, añadió, introduce normas en cuanto a "transparencia, no discriminación y obligación de consulta", y aboga por un verdadero diálogo entre aeropuertos y compañías, así como por la existencia de una autoridad independiente encargada de arbitrar los litigios entre ambos en la fijación de los precios. El Comisario mencionó las tarifas prohibitivas impuestas por algunos grandes aeropuertos e indicó que la Directiva favorecerá la moderación del coste del canon.

En tercer lugar, la Comisión presentó su **informe sobre la aplicación de la Directiva 96/67/CE sobre la asistencia en escala**. Dicha Directiva reconocía dos tipos de servicios: aquellos a los cuales todos los proveedores pueden acceder libremente y otros como, por ejemplo, la transferencia de los equipajes y el suministro en combustible, que se liberalizarán progresivamente. El informe no oculta la necesidad de mejorar algunos aspectos de la Directiva, pero no se compromete por el momento a avanzar en la liberalización de los servicios.

Al no existir un consenso en el sector, la Comisión ha sustituido la propuesta prevista de revisión de la Directiva por un informe sobre su aplicación, que servirá de base a posibles modificaciones. El informe enumera las contribuciones de dicha Directiva, gracias a la cual se ha introducido la competencia en algunos aeropuertos, se ha evaluado el gasto en servicios de asistencia en escala, se ha incrementado la presión ejercida sobre el precio de dichos servicios, se ha logrado un impacto en las condiciones de empleo en el sector sin reducir el número de puestos de trabajo, etc. Según el texto, los precios de los servicios en escala se han visto reducidos desde la aplicación de la Directiva, pero lo que no queda claro es que la calidad haya mejorado.

El Comisario Barrot reconoció aquí que, aunque aún se puede mejorar la competitividad, la Directiva ha sido en general eficaz, tanto en lo referido a la calidad de los servicios prestados como a los niveles de precio exigidos. La Comisión, según el Comisario, debería examinar la manera de mejorar la competitividad en los Estados donde la situación no es aún satisfactoria, para posteriormente decidir si procede o no revisar la Directiva actual.

LA COMISARIA KROES PRESENTA INFORME

PROBLEMAS DE COMPETENCIA EN EL SECTOR BANCARIO EUROPEO



Txikizkako banku-sektoreari buruzko txosten batek agerian jarri ditu sektorean lehia aske arloan dauden traba larriak. Oztoko hauek bai enpreseei bai konsumitzaileei egiten die kalte

La Comisaria de la Competencia, Neelie Kroes, presentó el 31 de enero el informe definitivo sobre la competencia en el sector bancario minorista que pone de manifiesto problemas en los ámbitos de las tarjetas de crédito y de las cuentas corrientes. "Numerosos obstáculos a la competencia encarecen indebidamente el coste de los servicios bancarios para empresas y consumidores", explicó tajantemente la Comisaria, que anunció que "la Comisión utilizará plenamente sus poderes en materia de competencia para luchar contra los obstáculos en el mercado de las tarjetas y en cualquier otro donde se produzcan prácticas inadecuadas".

La afirmación de Kroes, inequívoca y contundente, no ha tenido de momento continuidad en cuanto a la apertura de investigaciones concretas para actuar contra irregularidades o prácticas abusivas. De hecho, la Comisaria anunció que espera que sea el propio sector el que corrija la situación. Para justificar esta opción recordó cómo en abril de 2006, con ocasión de la publicación de las conclusiones preliminares de este informe, la invitación a la autorregulación lanzada por la Comisión a las entidades bancarias dio resultado (en ciertos países) y ya se ven las consecuencias en los bancos de Austria, Finlandia y Portugal. El hecho es que, a día de hoy, Bruselas tiene abierta una única investigación por posibles prácticas monopolísticas contra Mastercard.

Entrando en el informe, por lo que se refiere a **el mercado de productos bancarios minoristas** se indica que los principales obstáculos a la libre competencia son: la fragmentación de los mercados, las restricciones para el acceso a las bases de datos de deudores por parte de nuevas entidades que deseen asentarse en otro país, la exigencia de comprar servicios extras ligados a la adquisición de productos bancarios (hipotecas con seguro de vida obligatorio, por ejemplo), los obstáculos a la movilidad entre bancos mediante el cobro de comisiones abusivas de cierre (un 5% de usuarios europeos cambió su cuenta corriente de banco en 2005), etc.

Uno de los obstáculos más importantes (particularmente en algunos países) es el de las prácticas de colaboración entre bancos para establecer precios y reducir la competencia evitando nuevas incorporaciones al mercado. Aquí, se dice en el informe, están incluidas las cajas de ahorros y las cooperativas bancarias, de indudable peso específico en algunos países como Alemania, Francia, Austria, Italia y España. La Comisión señala a las autoridades nacionales como responsables de hacer la vista gorda con estas entidades (federadas casi siempre) que acuerdan precios, tipos y condiciones.

Como reconoce el informe, son entidades en muchos casos ligadas a las administraciones locales, generadoras de otros beneficios económicos con repercusión inmediata en la sociedad y casi siempre nacidas en otro tiempo y con otras motivaciones (montepíos, etc.), lo que hace difí-

cil cualquier investigación y la puesta en marcha de medidas contra prácticas restrictivas de la competencia.

El ámbito de las **tarjetas de crédito** presenta diferencias abismales entre unos y otros países, con comisiones por operaciones similares que pueden variar en la proporción de 1 a 4. Las normas técnicas difieren de unos Estados a otros, las comisiones interbancarias cobradas por operaciones a varias bandas son desorbitadas y muy variables y lo mismo se puede decir de los precios por emisión de tarjetas nuevas. La Comisión detecta, en general, unos niveles de rentabilidad elevada que obliga a pensar que en algunos Estados "los bancos disfrutan de un poder de mercado importante y han podido imponer a empresas y consumidores altas comisiones por las tarjetas".

La Comisaria se refirió especialmente a la llamada "comisión de intercambio", es decir, la que cobran las entidades emisoras de tarjetas a los bancos intermediarios que son los propietarios de los terminales electrónicos instalados en los comercios para que los clientes paguen. Esas diferencias de hasta el 400% tienen difícil explicación para la Comisaria, que estima que ese coste repercute en el consumidor final, incluso en el que no paga con tarjeta. "No es cuestión de abolir la comisión de intercambio", dijo, pero sí de introducir un elemento de transparencia en el cálculo de esa comisión.

A esta situación hay que añadir el desigual grado de interés y nivel de información que demuestran los ciudadanos europeos. Coinciendo con el informe de la Comisión, el Buró Europeo de Asociaciones de Consumidores lanzó los resultados de un estudio sobre grados de información de los ciudadanos europeos sobre estas cuestiones, con resultados preocupantes en algunos casos: hay países en los que sólo el 14% de la población sabe lo que paga por los servicios que le presta su banco y el 35% tiene una idea aproximada.

La idea es trabajar por crear y hacer efectiva la Zona Única de Pagos en Euros (SEPA, en inglés), que constituiría una especie de mercado integrado para los servicios de pago, sujeto a una competencia efectiva, sin distinción entre pagos transfronterizos y nacionales dentro de la zona del euro, para lo que se requiere la eliminación de todos los obstáculos técnicos, jurídicos y comerciales existentes entre los actuales mercados de pagos nacionales.

De hecho, el Euro no será del todo la moneda única europea mientras la SEPA no sea una realidad, es decir, hasta que los particulares, las empresas y las Administraciones Públicas puedan efectuar pagos que no sean en efectivo en toda la zona del euro, utilizando un único conjunto de instrumentos de pago. Ese día será posible pagar desde una cuenta única situada en cualquier lugar de la Eurozona con las mismas garantías con las que actualmente se realizan en el ámbito nacional.

IMPULSAR LAS ENERGÍAS RENOVABLES Y LAS FORMAS EFICIENTES DE CONSUMO



I SEMANA EUROPEA DE LA ENERGÍA SOSTENIBLE

EBk urtarrilaren 29tik otsailaren 2ra arte Energia iraunkorrari buruzko Lehenengo Europar Astea burutuko du, honen bidez energia berritzagariak eta konsumitzeko modu eraginkorrik sustatzen saiatuko da

La Comisión Europea - a través de la Dirección General de Transporte y Energía, instituciones europeas y otros socios participantes - ha organizado en el marco de la Campaña Europea de Energía Sostenible la **I Edición de la Semana Europea de la Energía Sostenible** ("EUSEW 2007"), que se celebra en Bruselas entre el 29 de enero y el 2 de febrero bajo el lema *"Tómese una semana para cambiar el día de mañana"*.

La iniciativa casi coincide con el lanzamiento, el pasado 10 de enero, de la propuesta de la Comisión Europea para una nueva Política energética para Europa, que también hace alusión a la eficiencia energética y las fuentes de energía renovable, al tiempo que apuesta por acelerar la transición desde la energía basada en el carbón.

EUSEW constituye el aspecto principal de un programa actualmente en curso que persigue la promoción del concepto de energía sostenible entre los ciudadanos de la UE, para lo cual prevé celebrar más de cuarenta jornadas sobre la energía a lo largo del año. Los organizadores del evento pretenden que esta Semana se convierta en el punto clave de referencia anual sobre energía sostenible en Europa. Las instituciones europeas (Comisión Europea, Parlamento Europeo, Comité de las Regiones...), la Presidencia alemana del Consejo, autoridades públicas de Italia, las regiones de Bruselas y Murcia, la ciudad de Grenoble, los actores más relevantes de la energía sostenible - como EREC, Energie-Cités, Energy Globe, la Agencia ejecutiva para la Energía Inteligente o CCRE - y representantes del sector privado como HP, Intel o Sun, han sumado sus esfuerzos para lograr la organización de un evento de estas características.

Los participantes en la primera Semana para la energía sostenible juegan un papel esencial en la mayoría de los sectores de actividad vinculados a las fuentes de energía renovables y a la eficiencia energética, tanto a nivel público como privado, a escala europea, internacional, nacional, regional y local. Todos ellos comparten un gran objetivo: definir las bases para la puesta en marcha de las medidas requeridas para la aplicación de dos grandes aspectos de la nueva política energética propuesta: acelerar la transición hacia energías que generan pocas emisiones de carbono y mejorar significativamente la eficiencia energética.

La principal sede de la Semana de la Energía es Bruselas, que se convierte así en el lugar de confluencia de 44 organismos públicos y privados del sector, pero la celebración también se extiende simultáneamente a otras ciudades y regiones comunitarias que con eventos similares persiguen un mismo objetivo: reunir a organismos públicos y privados, agencias de energía y medio ambiente, industria, organizaciones no gubernamentales y mundo académico para intercambiar ideas sobre la mejor manera de desarrollar el sector de la energía renovable y discutir las novedades y la evolución en el ámbito de los sistemas energéticos sostenibles. Así, la

región de Bruselas celebra sus "Días sobre energía" durante el fin de semana siguiente a la Semana, Murcia celebra al mismo tiempo la "Semana Española de las fuentes de energía renovables", Dublín la "Building Directive Platform" y Grenoble "Les Assises de l'Energie".

Los actos previstos durante la Semana cubrirán la mayor parte de los tópicos clave relacionados con el desarrollo de la energía sostenible, tratando de transmitir al público que la energía sostenible afecta a todos los sectores y que por ello es necesario un trabajo común. Algunas de las actividades organizadas son: una conferencia comunitaria sobre cooperación internacional en materia de eficiencia energética, la presentación del programa Energía Europa II, la VI Conferencia Anual ManagEnergy dirigida a los actores energéticos locales, la conferencia sobre el programa Concerto sobre transporte, la ceremonia de los premios Energy Globe y otros eventos propuestos por entidades como: CEMR, CECED y EuroElectric. Y es que la Semana servirá para presentar los nuevos programas e iniciativas comunitarias, como "Energía Inteligente-Europa", Concerto+, Civitas Forum, ManagEnergy, EPBD, Buildings Platform, la campaña europea sobre energía sostenible, las plataformas tecnológicas europeas para la energía eólica, fotovoltaica y solar termal, etc. Para terminar, EUSEW-2007 se completará con conferencias y talleres sobre la energía en el sector de la construcción, la educación del usuario de energía, las estrategias de eficiencia de las empresas públicas, la financiación de sociedades eco-innovadoras, las estrategias de comercialización, los transportes urbanos, las soluciones de eficiencia energética, la traducción comercial de la investigación o el papel de los aparatos domésticos eléctricos.

En sus declaraciones con motivo de la presentación de EUSEW, el Comisario de Energía, Andris Piebalgs, destacaba la importancia de una buena comunicación en la UE en el campo de la energía. Piebalgs explicó que el desarrollo de las tecnologías "renovables" constituye un proceso en curso y que las normas relativas a las ayudas estatales debían seguir aplicándose. El Comisario abogó también por una reducción del coste de las fuentes de energía renovables y se mostró muy crítico respecto a las industrias que fomentan productos de fuerte consumo energético, mencionando particularmente a la industria del automóvil. Según el representante de la Comisión, la Semana europea de la energía sostenible será la ocasión para el Ejecutivo de "incitar a los agentes más activos a emprender juntas una verdadera revolución europea en cuanto a energía".

Piebalgs aprovechó su comparecencia ante la prensa para mencionar el memorándum firmado el 21 de enero por Rusia y Argelia sobre gas, dando a entender que un acuerdo sobre los precios entre grandes proveedores influiría en el consumidor europeo y haciendo hincapié en la necesidad de una política de transparencia.

CERRADO EL PROCEDIMIENTO POR DÉFICIT EXCESIVO ABIERTO A FRANCIA



Kontseiluak, Batzordearen proposamenez, itxitatzat hartu du 2003an Frantziaren kontra ireki zen prozedura gehiegizko défizit zela eta

El cierre del procedimiento por déficit excesivo abierto a Francia en 2003 es la única decisión formal del primer Consejo de ministros de economía y finanzas de los Veintisiete celebrado bajo Presidencia alemana. Un Consejo que se dedicó principalmente a la preparación de la Cumbre de Primavera (8 y 9 de marzo).

El titular alemán de la cartera de economía, Peer Steinbrück, presentó al Consejo el **programa de trabajo** pactado con los países que ocuparán las próximas presidencias, Portugal y Eslovenia, centrado en “asegurar procedimientos eficaces y eficientes para la coordinación de la política fiscal, dar pasos hacia la culminación del mercado único - especialmente en lo relativo a la fiscalidad y los servicios financieros - y mejorar la calidad de las finanzas públicas”, según se lee en las conclusiones del Consejo. La Presidencia alemana sacó a relucir la cuestión de la reforma del IVA y, en concreto, el modelo de cobro único al cliente (en vez de al proveedor) como sistema útil para combatir el fraude fiscal. Nadie movió sus posiciones en un tema que viene de lejos.

Siguiendo las recomendaciones de la Comisión, el Consejo dio por cerrado el **procedimiento por déficit excesivo abierto contra Francia** en 2003, tras comprobar que el déficit francés se sitúa por debajo del 3%, en cumplimiento del Pacto de estabilidad y crecimiento. El déficit francés se situó en el 2,9% del PIB en 2005, bajó hasta el 2,7% en 2006 y se prevé que descienda hasta el 2,6% en 2007 y el 2,2% en 2008.

Según Joaquín Almunia, Comisario de Asuntos Económicos, Francia se ha convertido en buen ejemplo para los 10 países de la UE que siguen sometidos, en una u otra fase, a procedimientos similares (sólo Alemania y, en menor medida, Grecia parecen en disposición de abandonarlo). “Es muy importante preservar la disciplina fiscal al margen de las discusiones electorales”, dijo el Comisario, en alusión al período preelectoral que vive el país galo.

El Consejo recuerda, sin embargo, que la deuda pública francesa alcanzó el 65,4% del PIB en el segundo semestre de 2006 y que las previsiones la sitúan en el 63% en el horizonte de 2008, siempre por encima del valor de referencia (60%) del citado pacto.

De cara a la **Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno de marzo**, los ministros examinaron los informes elaborados por la Comisión sobre el progreso de la puesta en práctica de la Estrategia de Lisboa para el crecimiento y el empleo, así como una actualización de las grandes orientaciones de la política económica para el período 2005-2008. En concreto, se revisó el análisis de la Comisión de los distintos planes nacionales de reforma, de los que se dijo que, “aunque los progresos no son satisfactorios (...) los resultados están empezzando a notarse”.

Sin abandonar la Cumbre de marzo, los ministros analizaron la reciente propuesta de la Comisión sobre un plan para reducir la carga administrativa de las empresas en un 25% de aquí a 2012. La Presidencia alemana quiere llevar al próximo Consejo (27 de febrero) ideas claras a propósito del método de evaluación a emplear para determinar la idoneidad de las distintas exigencias burocráticas que las empresas se ven obligadas a cumplimentar. De ese Consejo Ecofin saldrá el informe que conocerá el Consejo Europeo de primavera, que debe decidir en última instancia sobre el citado plan.

A un mes escaso de la integración de Eslovenia en la zona euro, los ministros analizaron los distintos **informes de convergencia** correspondientes a 2006 elaborados por la Comisión y por el Banco Central Europeo (BCE) referidos a nueve Estados que no forman aún parte de la Eurozona. El grado de cumplimiento de los criterios de convergencia por parte de esos Estados miembros se analiza en otros artículos de este número.

Los ministros debatieron también el conjunto de medidas presentadas por la Comisión Europea hace varias semanas para combatir el cambio climático, reducir la **dependencia energética de la UE** y mejorar el funcionamiento del sector energético, así como sus posibles efectos sobre la economía europea. Según el Comisario de Energía, Andris Piebalgs, “en general” las iniciativas de Bruselas “han recibido apoyo” de los Estados miembros, aunque reconoció que algunos países señalaron que la Comisión puede haber ido demasiado lejos en la fijación de objetivos vinculantes, sobre todo en el ámbito de las energías renovables.

Como tiene por costumbre, y por vez primera con 13 miembros, el **Eurogrupo** celebró una reunión informal el pasado 29 de enero, la víspera del Consejo Ecofin. En lo relativo al crecimiento, las previsiones son optimistas: todo parece indicar que los datos correspondientes a 2006 superarán la última previsión (2,6%) y que otro tanto ocurrirá con el 2,1% adelantado para 2007. En cualquier caso, los datos oficiales correspondientes a 2006 y las previsiones corregidas para 2007 se conocerán el próximo 16 de febrero.

En cuanto al empleo, las cifras son igualmente esperanzadoras: los países de la Eurozona crearon en 2006 dos millones de puestos de trabajo y la tasa de paro se situó en su nivel más bajo en muchos años (7,6%).

En cuanto a los tipos de cambio, los ministros hablaron de la falta de estabilidad que propicia la “volatilidad excesiva de los tipos”, comentando especialmente el caso de Japón, sobre el cual Jean Claude Juncker, Presidente del Eurogrupo, declaró que “creemos que la recuperación coyuntural que vive Japón debe reflejarse en el tipo de cambio del yen”. Un tema interesante para la próxima reunión del G-7.

FISCALIDAD DISCRIMINATORIA A LAS EMPRESAS EXTRANJERAS

Unión Económica
y Monetaria

COMISIÓN EUROPEA DENUNCIA A 5 ESTADOS POR FISCALIDAD DISCRIMINATORIA

Europako Batzordeak 5 herri kide salatu ditu Luxemburgoko Justizia Auzitegiaren aurrean atzerriko enpresen aukako zerga-bereizkeria dela eta

La Comisión Europea decidió el 22 de enero denunciar ante el Tribunal de Justicia de Luxemburgo a 5 Estados miembros (España, Bélgica, Italia, Holanda y Portugal) por discriminar fiscalmente a los dividendos pagados a empresas de otros Estados miembros de la UE (dividendos salientes), que en la actualidad están sujetos a un gravamen más elevado que el que se aplica a los dividendos que reciben las compañías del país (dividendos nacionales). El Ejecutivo también ha enviado un dictamen motivado a Letonia, última etapa del procedimiento antes de la denuncia.

La denuncia es el paso lógico después de que la Comisión haya considerado insatisfactorias las respuestas recibidas ante los dictámenes motivados dirigidos a los 5 países en julio de 2006. Bruselas les exigió entonces que modificaran su legislación para acabar con estas discriminaciones. España respondió con una negativa; Bélgica, Italia y Portugal no contestaron a este dictamen motivado, mientras Holanda cambió su normativa pero sólo para los Estados miembros, y sigue discriminando a Islandia, Liechtenstein y Noruega. Sólo Luxemburgo, que también tenía un procedimiento abierto por este mismo caso, se ha plegado a las exigencias de la Comisión.

El derecho fiscal de estos Estados miembros prevé una fiscalidad muy baja, o incluso inexistente, para los dividendos

domésticos, mientras que a los salientes se les aplican retenciones de entre el 5 y el 25%. La discriminación afecta a los dividendos salientes pagados al resto de los Estados miembros y a Islandia, Liechtenstein y Noruega, excepto en el caso de Holanda (sólo perjudica a estos tres últimos países).

Bruselas cree que esta práctica constituye un obstáculo injustificado a la libre circulación de capitales y al derecho de establecimiento garantizados por el Tratado CE (art.56 y 43). "Los Estados miembros no pueden aplicar a los dividendos pagados a sociedades de otros Estados miembros un gravamen superior al que aplican a los dividendos satisfechos a sus propias sociedades", dijo el Comisario de Fiscalidad, László Kovács.

El Ejecutivo comunitario recordó que en la sentencia "Denkavit", de 14 de diciembre de 2006, el Tribunal corroboró el principio de que el gravamen aplicado en el Estado de origen (Estado de establecimiento de la filial) a los dividendos salientes no puede ser más elevado que el aplicado a los dividendos entre sociedades residentes.

La sentencia admitió también que puede resultar procedente tener en cuenta si el Estado de residencia de la sociedad matriz prevé la deducción fiscal de la retención a cuenta aplicada por el Estado de origen. Bruselas anunció que lo tendrá en cuenta a la hora de redactar las demandas al Tribunal.

RECOMENDACIONES A CHIPRE, DINAMARCA Y ESLOVAQUIA

Unión Económica
y Monetaria

PROGRAMAS DE CONVERGENCIA REVISADOS

La Comisión considera plausible el cuadro macroeconómico 2007-2010 presentado por **Chipre**. Basándose en unas fuertes tasas de crecimiento (3,9% en 2007, 4,1% en 2008, 2009 y 2010), y a pesar de que la inflación seguirá siendo superior al 2% (2,5% en 2007, 2,4% en 2008 y 2% para 2009 y 2010), Nicosia espera reducir progresivamente su déficit (1,9% en 2006, 1% en 2007, 0,3% en 2008) y superar ya en 2007 el procedimiento por déficit excesivo actualmente abierto contra ella.

La deuda pública debería pasar de un 64,7% en 2006 a un 46,1% en 2010. A este respecto, el Ejecutivo comunitario destaca que la sostenibilidad de la hacienda pública chipriota presenta un elevado riesgo a causa del envejecimiento de su población, por lo que invita a aplicar nuevas reformas (jubilaciones y asistencia sanitaria).

En **Dinamarca**, a pesar de una baja previsión de crecimiento (0,7% en 2008 y 2009), los indicadores muestran una tendencia favorable. La inflación permanecerá bajo el límite del 2% (1,8% en 2007, 1,7% en 2008). La hacienda pública danesa presenta un presupuesto excedentario (sucesivos superávits del 1,9% en 2007, 2,7% en 2008 y 2,6% los dos años siguientes), con el que espera poder reducir su deuda: del 29,8% en 2006 al 19% en 2010. La Comisión no formula pues ninguna recomendación específica.

Por último, **Eslovaquia** deberá intensificar sus ajustes. Las fuertes tasas de crecimiento previstas (7,1% en 2007, 5,5% en 2008 y 5,1% en 2009) deberían permitirle recortar su déficit estructural del 3,2% en 2007 a un 2,9% en 2008 y un 2,5% en 2009, así como seguir reduciendo su deuda pública: del 33,1% en 2006 al 31,8% en 2007, 31% en 2008 y 29,7% en 2009. Sin embargo, podría también generar tensiones inflacionistas, aunque Bratislava es optimista y espera pasar de una inflación del 4,4% de 2006 al 3,1% en 2007, luego al 2% en 2008 y remontarse al 2,4% en 2009.

La Comisión invita a Eslovaquia a aprovecharse de las buenas perspectivas de crecimiento para intensificar el ajuste estructural necesario para corregir más rápidamente su excesivo déficit, incluso bajando del 3% ya en 2007. De lo contrario, lamenta el Ejecutivo, su adhesión a la zona euro deberá probablemente posponerse hasta 2010.

Con respecto a las próximas ampliaciones de la zona euro (Chipre y Malta, 2008) el Comisario Almunia consideró que ambos países deberán imperativamente presentar a la Comisión y al BCE una solicitud oficial de informe de convergencia "en torno al mes de marzo próximo" pues, de lo contrario, el Consejo Europeo no estará en condiciones de pronunciarse en el mes de junio.

PROGRAMAS DE ESTABILIDAD

LA UE APELA A FRANCIA, ALEMANIA E ITALIA PARA QUE REDUZCAN SU DÉFICIT

Europako Batzordeak Frantzia, Alemania eta Italiani epe ertainean defizita murrizteko ahalegin handiagoa egiteko eskatzen die, eta Esloveniari bere egituren egokitzapena bultzatzeko

En su evaluación anual de los Programas de Estabilidad, la Comisión Europea valoró positivamente el 23 de enero los progresos de Francia, Alemania, Italia, Holanda y Eslovenia en sus respectivos procesos de reducción de sus déficits públicos.

Respecto a **Alemania**, Bruselas destaca la significativa mejora del déficit en 2006 (1,9% del PIB), pero lamenta que el Gobierno alemán no prevea un recorte estructural del déficit en 2008.

Según el Programa remitido a la Comisión, Berlín planea seguir recortando el saldo negativo de las cuentas públicas hasta llegar al 0,5% del PIB en 2010, pero no hay ajuste previsto en 2008, a pesar de que las previsiones de crecimiento para ese ejercicio son positivas.

El Ejecutivo de la UE ve factible mantener en 2007 el déficit por debajo del límite del 3% del PIB, en caso de fluctuaciones macroeconómicas "normales", aunque ve algunos riesgos a partir de 2008.

En concreto, apunta que la reducción del gasto social que esperan lograr las autoridades alemanas no se alcanzará sin medidas adicionales, e incide en que el propio Programa apunta la importancia de continuar con las reformas del mercado laboral y de la seguridad social.

Alude también a la reforma prevista para 2008 del Impuesto sobre Sociedades, y afirma que la probable bajada de los ingresos tributarios haría necesaria más contención desde el punto de vista del gasto.

Respecto a la deuda pública (68% del PIB en 2006), la Comisión dice que puede no disminuir lo suficiente los próximos años, lo que mantiene en situación de "riesgo" la sostenibilidad a largo plazo de las finanzas públicas alemanas.

Por todo ello, el Ejecutivo de la UE cree que el Gobierno alemán debería aprovechar la bonanza económica para reforzar el saneamiento, mediante un estricto control del gasto y asegurando que la reforma de la fiscalidad empresarial no pone en riesgo la consolidación.

En cuanto a **Francia**, la Comisión explica que el Gobierno de París espera que el déficit desaparezca en 2010 (2,7% del PIB en 2006), al tiempo que la deuda pública se sitúa en ese año por debajo del 60% del PIB que fija el Pacto de Estabilidad.

Bruselas destaca que, tras el cierre del procedimiento por déficit excesivo (pendiente de ratificación por el Consejo) y en un contexto de fuerte crecimiento de los ingresos, París se está concentrando en la reducción de la deuda pública y en el control del gasto, previendo una bajada media anual del déficit será de en torno a 0,5 puntos porcentuales (excepto para 2007).

Las recomendaciones de la Comisión al Gobierno francés se centran en explotar las positivas perspectivas de crecimiento y el correcto saldo presupuestario alcanzado en 2006, así como en reforzar las reglas de control presupuestario para todas las administraciones.

Bruselas constata la intención del **Ejecutivo italiano** de situar sus cuentas en equilibrio en 2011 y recalca que la consecución de la corrección prevista para 2007 depende directamente de la aplicación "plena y efectiva" del presupuesto.

Recuerda que el déficit del 5,7% del PIB en 2006 fue resultado de la cancelación de la deuda de la compañía pública de ferrocarril vinculada al proyecto de tren de alta velocidad (elevó el déficit en 0,9 puntos) y a una sentencia del Tribunal de la UE sobre el IVA aplicable a los vehículos de empresa (1,3 puntos de déficit).

Después de 2007, el ajuste previsto está en línea con las exigencias del Pacto de Estabilidad, pero la CE echa de menos "detalles" sobre la estrategia para lograrlo.

En opinión de la Comisión, Roma debe esforzarse para salir de la situación de déficit excesivo en 2007 y, después, centrarse en el objetivo de consolidación a medio plazo.

Bruselas destaca la importancia de reducir la elevada deuda pública, así como de aplicar correctamente la prevista reforma del sistema de pensiones para evitar un aumento significativo del gasto vinculado al envejecimiento.

La Comisión Europea destacó la "sólida" situación presupuestaria de **Holanda**, que ha mejorado considerablemente debido al dinamismo de la actividad y al incremento de los ingresos por la venta de gas natural.

En el 2005 el déficit holandés se situó en el 0,3% del PIB y la previsión es alcanzar un superávit del 0,1% en 2006, que iría aumentando hasta el 0,9% en 2009.

La Comisión señala que, aunque es posible que la recaudación por exportaciones de gas no se mantenga al nivel actual, existen pocos riesgos para lograr estas previsiones.

La deuda pública está en torno al 50% del PIB y Bruselas cree que el riesgo de sostenibilidad de las finanzas públicas a largo plazo es reducido.

A su vez, **Eslovenia**, que remitió por primera vez su Programa de Estabilidad a Bruselas tras su incorporación a la zona euro, presenta unas proyecciones macroeconómicas "plausibles", según la Comisión, con el objetivo de situar el déficit en 2009 en el 1% del PIB (1,4% en 2006).

El Ejecutivo de la UE dice que las autoridades eslovenas podrían apostar por una reducción del déficit más rápida, sobre todo en un contexto de bonanza económica.

Aunque el nivel de deuda es bajo (30% del PIB), la Comisión advierte de que los costes vinculados al envejecimiento de la población aumentarán significativamente a partir de 2020, lo que coloca a las finanzas públicas eslovenas en una situación de "alto riesgo" a largo plazo.

En ese contexto, Bruselas aconseja a Eslovenia impulsar la participación en el mercado laboral de los trabajadores de más edad, al tiempo que potencia el desarrollo de modelos de pensiones privados.



ADOPTADO INFORME FINAL DEL PARLAMENTO EUROPEO



Asuntos de Justicia
e Interior

ACTIVIDADES DE LA CIA EN EUROPA

Parlamentuko batzordeak onartutako azken txostenean EBko herrialdeei eskatu die, CIArekin lankidetzen aritu direla-eta, bakoitzak bere erantzukizuna har dezan eta Solanari informazioa ezkutatzea leporatu dio

Adoptado el 23 de enero, el informe final de la comisión del Parlamento Europeo que durante 12 meses ha investigado los abusos de la CIA en la lucha contra el terrorismo da por sentado que hubo cooperación europea y urge a los gobiernos de la UE a depurar responsabilidades.

La comisión lamenta además “la falta de colaboración” de los gobiernos para esclarecer los hechos, en particular del de Polonia, así como las “omisiones” del alto representante para la Política Exterior de la UE, Javier Solana.

El texto, al que se habían presentado 500 enmiendas, fue aprobado por 28 votos a favor, 17 en contra y 3 abstenciones, gracias a la alianza de izquierda y liberales, y en contra del Partido Popular Europeo, que tratará de suavizar sus términos en la votación en el Pleno del PE, el próximo 14 de febrero.

La versión actual confirma que EE.UU. ha empleado “sistemáticamente” un programa de “entregas extraordinarias” (detención y encarcelamiento extrajudicial de sospechosos de terrorismo) tras los atentados del 11 de septiembre de 2001. Entre esa fecha y finales de 2005, “al menos 1.245 vuelos” operados por la agencia de inteligencia estadounidenses hicieron escalas en aeropuertos europeos, si bien no todos estaban implicados en detenciones extrajudiciales.

El texto menciona 21 casos de detención de ciudadanos europeos o residentes en la UE y achaca el conocimiento o la connivencia con alguno de ellos a las autoridades de Italia, Reino Unido, Alemania, Suecia, Austria y, fuera de la UE, Macedonia y Bosnia-Herzegovina. En un grado más bajo de responsabilidad, según explicó en rueda de prensa el ponente del informe, el socialista italiano Giovanni Fava, se encuentran los gobiernos que han mostrado “distracción” ante el uso de sus aeropuertos por la CIA.

El texto recoge, sin ser exhaustivo, 336 escalas en Alemania, 170 en Reino Unido, 147 en Irlanda, 91 en Portugal, 68 en España, 64 en Grecia, 57 en Chipre o 46 en Italia. Con estos elementos, pide a la Comisión Europea que abra “sin demora una investigación independiente” para determinar si algún Estado miembro ha violado los derechos humanos y libertades fundamentales al colaborar con la CIA y para que, si procede, se apliquen las sanciones correspondientes previstas en el Tratado de la UE. El informe también “demanda a los países europeos la compensación a las víctimas inocentes”.

En virtud de una enmienda del PPE aprobada por un sólo voto, el texto señala que con las pruebas recogidas “no es posible reconocer que haya habido centros de detención secreta con base en Polonia”. El presidente de la comisión, el conservador portugués Carlos Coelho, precisó en rueda de prensa que la falta de colaboración de Varsovia para esclarecer los hechos “refuerza las sospechas”.

Con excepciones como la del ministro de Exteriores español, Miguel Ángel Moratinos, al que agradece su comparecencia, el informe censura la falta de colaboración de la práctica

totalidad de los gobiernos y de la institución que los agrupa, el Consejo de la UE. Coelho acusó hoy de “falta de lealtad” al Consejo por haberle facilitado actas sobre reuniones con altos cargos de EEUU sin prevenirle de que habían sido previamente censuradas.

Una de ellas se refería a la reunión informal que la secretaria de Estado estadounidense, Condoleezza Rice, mantuvo con los ministros de Exteriores de la UE, en Bruselas, en diciembre de 2005. La versión completa del acta, obtenida por los eurodiputados de manera “confidencial”, demuestra que los europeos ya conocían entonces el programa de entregas extraordinarias, según el informe. La comisión parlamentaria lamenta por eso las “omisiones” de la comparecencia que el secretario general del Consejo, Javier Solana, realizó ante la comisión parlamentaria en mayo de 2006.

En su rueda de prensa en el Parlamento, Fava aseguró que “Solana no nos dijo que en virtud de su mandato no podía dar más información, sino que dijo 'yo no sé nada', y esa afirmación la consideramos falsa”. Por su parte, el eurodiputado de CiU Ignasi Guardans dio por sentado que Solana “no nos ha contado todo lo que sabía” y añadió que el coordinador antiterrorista de la UE Gijs de Vries tampoco “estuvo a la altura y su cargo es inútil y estéril”.

Para el eurodiputado de IU, Willy Meyer, “todos los gobiernos europeos por acción u omisión han sido responsables” de los abusos cometidos.

Preguntado al respecto, Solana rechazó todas las críticas vertidas desde la Eurocámara y advirtió de que tanto la institución que representa como los gobiernos europeos han cooperado en la investigación. “Yo lo he hecho dentro de mis competencias y pueden estar tranquilos los miembros del Parlamento, porque todo lo que yo podía hacer lo he hecho y la mayor parte de los Estados miembros han hecho lo que podían”, se escudó.

“A veces, me permite decirlo con todo respeto, el Parlamento tiene una visión de las obligaciones de los demás que no son realmente las competencias que tiene”, añadió. Es más, Solana advirtió que respecto a las críticas en relación con la defensa de los derechos humanos, los Estados miembros “no reciben lecciones de nadie de cómo se comportan porque son países democráticos”.

Ya el 14 de diciembre Solana remitió una carta tanto al Presidente de la Eurocámara, Josep Borrell, como al presidente de la comisión temporal, Claudio Coelho, en la que aseguraba que no tiene ningún mandato ni autoridad para solicitar información sobre los vuelos a las autoridades policiales o servicios secretos de los Estados miembros.

SOLICITADA MORATORIA UNIVERSAL DE LAS EJECUCIONES

REPULSA DEL PARLAMENTO EUROPEO A LA PENA DE MUERTE

Europako Parlamentuak berriro jakinari du bere gaitzespena pena nagusiaren kontra eta mundu osoko exekuzioak bertan behera uztea eskatu du

El Pleno del Parlamento Europeo aprobó el 1 de febrero por amplia mayoría una Resolución por la que reitera su condena de la pena de muerte en todos los casos y circunstancias y solicita una moratoria universal sobre las ejecuciones capitales.

Tal y como recordaron los diputados, la abolición de la pena de muerte constituye un valor fundamental de la Unión Europea. A pesar de la actual tendencia abolicionista, de la que dan muestra casos como los de Liberia, México o Filipinas, se producen todavía miles de ejecuciones anualmente en todo el mundo.

La Resolución solicita la adopción inmediata de una moratoria universal sobre las ejecuciones, con vistas a su total abolición, a través de una resolución de la Asamblea General de las Naciones Unidas cuya aplicación sería controlada por su propio Secretario General, Ban Ki-Moon. La Cámara se suma así a la iniciativa del Gobierno italiano, miembro provisional del Consejo de Seguridad a la ONU, e insta a la Presidencia de la Unión a tomar medidas para presentar esa propuesta a la Asamblea General en el plazo más breve posible.

Ya en octubre de 2003, el Parlamento Europeo adoptaba una resolución a favor de una moratoria universal de la pena capital suscrita en el contexto de la ONU, y pedía a las instituciones europeas y los Estados miembros que hiciesen todo lo posible por que esta resolución fuese aprobada en la Asamblea General de la ONU.

Pero las instituciones europeas no se ponen de acuerdo con el método a seguir, ya que, mientras Consejo y Comisión, más prudentes, desean evitar un fracaso en la ONU y piden para ello no presentar la Resolución a la Asamblea General antes de contar con el apoyo seguro de los Estados miembros (puesto que su negativa posterior supondría un mensaje nefasto para el resto del mundo), para los europarlamentarios es necesario actuar lo más rápidamente posible, ya que entienden que el mensaje a la comunidad

Las instituciones europeas (Consejo, Comisión y Parlamento) no se ponen de acuerdo con el método a seguir

internacional permanecería en todo caso claro, reflejando el profundo rechazo de la UE a la pena de muerte.

Los diputados llamaron a instituciones comunitarias y Estados miembros a trabajar política y diplomáticamente para garantizar el éxito de esta Resolución en el seno de la actual Asamblea General de las Naciones Unidas.

Por otra parte, el Pleno manifestó su condena a la ejecución de Saddam Hussein e instó a los 27 a ratificar inmediatamente el segundo protocolo opcional del Pacto Internacional por los Derechos Civiles y Políticos (aún no ratificado por Francia, Letonia y Polonia), que busca la plena abolición de la pena de muerte.



DISCUTIDO EL ACUERDO UE-EEUU SOBRE DATOS DE PASAJEROS Y EL CASO SWIFT



EL PARLAMENTO EUROPEO DEBATE LA PROTECCIÓN DE DATOS PERSONALES

Parlamentuaren osoko bilkurak datu pertsonalen babesea eta zirkulazioari buruz eztabaidatu zuen, "Swift" auzia eta aire-bidaiaien datuei buruz EB-AEBk laster egindo duten negoziaketari begira

El Pleno celebrado en Bruselas el 31 de enero debatió la cuestión de la “protección de datos personales” sin eludir, las referencias a los casos pendientes: la cuestión de la negociación sobre el acuerdo UE-EEUU para la cesión por las compañías aéreas de los datos de los pasajeros de los vuelos transatlánticos y el conocido como “caso Swift”. La sesión plenaria contó con la presencia de Günter Gloser, Viceministro alemán de Exteriores, representando a la Presidencia de la UE, y de Franco Frattini, Comisario de Justicia, Seguridad y Libertad.

El caso de la cesión ilegal de datos a las autoridades estadounidenses por parte del **consorcio bancario internacional Swift** no parece haber progresado. A finales de 2006, los responsables de protección de datos de los Veinticinco dictaminaron que Swift había violado sistemáticamente la normativa comunitaria desde 2001, año en que iniciaron la cesión ilegal de esos datos, en el marco de la lucha antiterrorista puesta en marcha por los EEUU. El comité de responsables de la UE declaró responsables a los bancos europeos (en menor grado que al consorcio) y les exigió el fin de la transferencia ilegal de datos, ilegalidad que parte del hecho de que no habían sido entregados con esa finalidad (antiterrorista).

Tras el dictamen, Frattini se dirigió a los 25 Estados recabando información sobre las medidas que pensaban adoptar para controlar esas irregularidades. El Comisario declaró que sólo siete países habían respondido en plazo.

Gloser, por su parte, recordó que el control de la transmisión de datos personales es competencia de los Estados miembros y se limitó a decir que “la UE estaría dispuesta a actuar si se comprueba que ha habido una violación de normas legislativas que requieran una vigilancia europea”. Frattini fue un poco más allá al afirmar que “estoy a favor de una solución europea que deberá incluir reglas claras y cláusulas de salvaguarda que debería garantizar el Gobierno norteamericano. Quiero saber en qué circunstancias, con qué objeto y por parte de quién pueden ser usados esos datos”.

En cuanto a las negociaciones sobre un futuro acuerdo EU-EEUU para la **transmisión de los datos personales de los pasajeros aéreos**, la situación no es más optimista. La cuestión está como sigue: desde octubre de 2006 rige un acuerdo provisional que no soluciona las cosas (se trata de una especie de “tiempo muerto” en el que ninguna de las partes toma las medidas que dice poder adoptar) en espera de que, a más tardar el próximo 31 de julio, haya un acuerdo formal para el que ya se han iniciado los primeros movimientos.

Gloser anunció ante el Pleno del Europarlamento que las negociaciones serán “extremadamente difíciles”. “Es necesario considerar la hipótesis de que los Estados Unidos van a dar marcha atrás en todo lo que sean garantías para la pro-

tección de datos”, dijo. Frattini explicó que el derecho a la privacidad no es negociable y declaró que esperaba para mediados de febrero un mandato para “iniciar un difícil ejercicio de negociación”. Ambos dejaron claro que se trata de dar con un reglamento justo, que contemple los intereses de los pasajeros, los de las compañías aéreas, la garantía de un nivel importante de protección de los datos personales, la seguridad de los Estados Unidos y el derecho a la privacidad que, según Frattini, “no es negociable” y sólo existe si se respeta “de manera plena y completa”.

El problema a resolver parte de dos requerimientos antagónicos: EEUU exige a las compañías aéreas lo que se llama el PNR (passenger name record), o lista de los pasajeros con una serie de datos personales (hasta 34), que ha de ser proporcionado a las autoridades norteamericanas 15 minutos antes del despegue de los vuelos con destino a los Estados Unidos, bajo la amenaza de prohibir su aterrizaje en su territorio en caso de incumplimiento. La legislación europea, por su parte, determina sanciones (que pueden ser de prohibición de volar) para aquellas compañías aéreas que transmitan datos personales de manera indiscriminada a las autoridades de terceros países, los EEUU en este caso.

El Consejo examina en la actualidad las recomendaciones de la Comisión y emitirá un mandato de negociación a mediados de febrero (Consejo de Exteriores, 12 de febrero; Consejo JAI, 15-16 de febrero). Frattini explicó que hay conversaciones en marcha con Estados Unidos para empezar a estudiar la posibilidad de un acuerdo sobre protección de datos en general, un acuerdo con normas claras, que aporte “certeza jurídica” para que bancos, empresas y compañías sepan a qué atenerse.

Ni Frattini ni Glover pudieron ir más allá pese a que muchos diputados expresaron su inquietud sobre la situación preocupante en que quedan los derechos fundamentales de los ciudadanos europeos en el marco de las relaciones EU-EEUU para la lucha antiterrorista. “¿Quién puede creerse que estos datos se emplean solamente para la lucha antiterrorista?”, se preguntó desde los bancos del PSE; “Es necesario convencer a los ‘americanos’ para que den marcha atrás y renuncien a un plan tan excesivo si realmente quieren que tenga repercusión internacional”, señaló Carlos Coelho (PPE-Portugal) que preside la comisión sobre actividades ilegales de la CIA en territorio de la UE.

Con anterioridad al debate, Europa había celebrado el pasado 28 de enero el primer “Día de la protección de datos”, que conmemora la firma en 1981 del Convenio 108 del Consejo de Europa para la protección de las personas con respecto al tratamiento informatizado de datos personales.

CONSEJO DE RELACIONES EXTERIORES

LUZ VERDE AL NUEVO ACUERDO DE ASOCIACIÓN UE- UCRANIA



Auzotasun-arloan jarraitu beharreko politika eta nazioartean gaur egun bizi den egoera, horiexek izan dira gai nagusiak 27 estatu kide direnetik Atzerri Arazoetako ministroek egindako lehendabiziko kontseiluko gai-zerrendan

La sesión del Consejo de Ministros de Asuntos Exteriores (Bruselas, 22 y 23 de enero), la primera presidida por Alemania tras acceder a la Presidencia de la UE el pasado 1 de enero, centró sus trabajos en cuestiones de "asuntos exteriores", relacionadas con la política de vecindad (Serbia y Ucrania) y con varios asuntos casi fijos en la agenda de este Consejo desde hace tiempo: Medio Oriente, Irán, Sudán, Somalia, etc.

En cuanto a la **política de vecindad** (puesta en primer plano por deseo de la Presidencia alemana), el Consejo dio luz verde para que la Comisión inicie con Ucrania las negociaciones que conduzcan a un nuevo Acuerdo de Asociación que sustituya al anterior que, tras diez años de vigencia, expira en marzo de 2008. Las negociaciones del nuevo acuerdo - "reforzado", según los términos de las conclusiones del Consejo -, se iniciarán en Kiev a primeros de febrero, con ocasión del encuentro que celebrarán la "troika" comunitaria y las autoridades de Ucrania.

Contra el deseo de algunos Estados miembros, el mandato otorgado a la Comisión para iniciar las negociaciones no incluye cuestiones relativas al posible ingreso de Ucrania en la UE en el futuro. Tal como se dice en las conclusiones, el futuro acuerdo "no prejuzga la evolución futura de las relaciones entre la UE y Ucrania", aunque el Consejo sí se hizo eco de las "aspiraciones europeas" de este país. Pese al deseo de Reino Unido, Suecia, Polonia y otros Estados del Este de Europa, la mayoría ha optado por no vincular las dos cuestiones, máxime teniendo bien reciente la última Cumbre europea que delimitó las condiciones de ingreso y habló de la "capacidad de absorción" de nuevos socios como condición para la apertura de nuevas negociaciones.

"El mandato es para profundizar las relaciones con Ucrania en el marco de la política de vecindad, que es distinto de la ampliación, pero, al mismo tiempo, hay que decir que no determina el futuro", explicó Benita Ferrero-Waldner, Comisaria de Relaciones Exteriores. La política de vecindad, que la UE diseñó para establecer lazos con aquellos países de entorno que no tienen perspectivas de pertenecer a la UE, afecta a 16 países de Europa, Asia y África.

Respecto a **Serbia**, que ha celebrado recientemente elecciones legislativas, el Consejo, pese a la victoria del partido radical (ultranacionalista y antieuropéista), saluda el posible gobierno resultante de la coalición de los dos partidos proeuropeos que, juntos, podrían gobernar.

Todo tiene cierta urgencia porque el representante especial de la ONU para Kosovo acaba de presentar su propuesta de estatuto para esa provincia (ahora administrada por Naciones Unidas). La UE también comparte la prisa a propósito del nuevo gobierno y, en tal sentido, el Consejo lanzó mensajes de acercamiento al hablar de la "perspectiva europea de Serbia" y de la posible integración futura de este país en la Unión.

La Unión Europea no pierde de vista otra cuestión fundamental: las negociaciones sobre un posible Acuerdo de Asociación UE-Serbia permanecen congeladas desde mayo de 2006 debido a que Bruselas consideraba (y considera) que Belgrado no colabora adecuadamente con el Tribunal Internacional Penal para la Antigua Yugoslavia (TPIY).

La **política internacional de la UE** tiene, desde hace tiempo, uno de sus centros de atención en la **questión nuclear iraní**. El Consejo ha decidido apoyar con medidas concretas la resolución 1737 del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, de diciembre pasado, por la que se aplicaban sanciones contra ese país al no suspender su programa de enriquecimiento de uranio.

Según las conclusiones, se insta a los Veintisiete a impedir el comercio con Irán de bienes y tecnología nuclear, según unas listas elaboradas a tal efecto; a congelar los bienes de las personas o entidades directamente relacionadas con el programa nuclear iraní y a impedir transacciones económicas con ellas; a prohibir igualmente que viajen por territorio de la UE; y a impedir que ciudadanos iraníes estudien en universidades europeas carreras vinculadas a esos programas.

La UE, que desea dejar abierta la puerta de la negociación, recuerda, de acuerdo con la resolución del Consejo de Seguridad, que las sanciones pueden intensificarse.

En cuanto a **Somalia**, las conclusiones del Consejo - que se muestra preocupado por la situación global del país, por la reciente destitución del Presidente del Parlamento de aquél país y por la instauración de la ley marcial -, supeditan la posible ayuda financiera y su apoyo a una fuerza de intervención al inicio de un verdadero proceso político de normalización, con la participación de todos los sectores sociales, políticos y económicos.

La UE aportaría 15 millones de euros si, entre otras cosas, cuenta con la autorización de Naciones Unidas y si la Unión Africana "inicia una reflexión sobre otras fuentes de ayuda posibles para garantizar la financiación duradera de la fuerza de estabilización".

La provincia de Darfur, en **Sudán**, es permanente fuente de preocupación para la UE. El Consejo condena la continua violación de los derechos humanos y los ataques de la fuerza aérea sudanesa contra la población civil. La Unión Europea está de acuerdo con la ONU en organizar una fuerza mixta de intervención UA-ONU y, mientras tanto, se muestra dispuesta a seguir colaborando con la misión de Naciones Unidas (AMIS) durante otros seis meses. "La Comisión Europea no tiene más dinero para prolongar esta misión", explicó Louis Michel, Comisario de Ayuda al Desarrollo. "¿Dónde están los demás donantes?", se preguntaba el Comisario en clara alusión a la ayuda prometida y no entregada por la Liga Árabe.

ELECCIONES EN SERBIA



LA UE CELEBRA EL ÉXITO DEL RESULTADO EN LAS ELECCIONES

EBrentzat arrakasta da Europaren aldeko alderdiek lortutako gehiengoa eta Serbia bultzatu du Kosovoko gaiari ekiteko

La Unión Europea celebró como un éxito la mayoría lograda en Serbia por los partidos democráticos, dispuestos a mantener vínculos y defender los valores propios de la Unión, hasta el punto de que el representante de la Presidencia de turno de la UE, el alemán Franz-Walter Steinmeier, dio por hecho que en Belgrado habrá un Gobierno de coalición de las fuerzas europeistas. El eventual acercamiento de Serbia a la Unión seguirá supeditado a su plena colaboración con el Tribunal Penal de La Haya, se insistió.

“Hay buenas posibilidades de que Serbia se mantenga en el camino hacia Europa”, señaló Steinmeier saliendo al paso de quienes subrayaban con pesimismo que el Partido Radical antieuropeista fuera el más votado por los serbios. A su juicio “es muy improbable a la vista de los resultados” que se vaya a formar un gobierno de coalición en torno a los nacionalistas de Timoslav Nikolic. Olli Rehn, el Comisario de la Ampliación, hizo hincapié en que “las fuerzas democráticas que comparten los valores europeos tienen una mayoría que debe permitirles formar gobierno”.

No obstante, Rehn recordó que es condición necesaria para acercarse a la UE que el Gobierno serbio “coopere significativamente” con La Haya en la captura y entrega del general Ratko Mladic, acusado de genocidio, cosa que no está haciendo suficientemente en opinión del Comisario. “Espero que el nuevo Gobierno lo haga”, agregó.

Una declaración emitida por el Consejo de Asuntos Exteriores a media tarde del 22 de enero encarecía la rápida formación de un gobierno en Serbia, capaz de actuar como interlocutor de la Europa comunitaria en los difíciles momentos que se anticipan para la república balcánica con la negociación del estatuto de Kosovo a la vista.

La declaración hacía referencia a la necesidad de que el nuevo gobierno “se comprometa con el camino de Europa y afronte los desafíos que les esperan en un espíritu de cooperación constructiva con la comunidad internacional”. La inexistencia de referencias expresas a Kosovo no minusvalora el hecho de que el estatuto de la provincia secesionista de mayoría albanesa es el expediente más conflictivo que heredará el nuevo gobierno, y un motivo de preocupación para el conjunto de la Europa comunitaria.

Javier Solana resumió el sentir de los Veintisiete al sentenciar: “Lo que importa es que haya un Gobierno cuanto antes y que sea preeuropeo”.

Mientras, en la capital del país báltico los principales partidos reformistas y proeuropeos pusieron en marcha ayer el proceso para una alianza política que haga posible formar un gobierno estable, después de fracasar en su intento de derrotar a los ultranacionalistas agrupados en el Partido Radical Serbio (SRS), quienes obtuvieron la primera mayoría relativa. Las agrupaciones prodemocráticas tienen suficientes escaños en el Parlamento que les pueden permitir formar gobierno sólo si logran unirse en una plataforma común.

“El Partido Radical ha ganado estas elecciones”, dijo

Tomislav Nikolic, su líder y aspirante al puesto de primer ministro, aunque lamentó no haber obtenido la mayoría absoluta. El partido, otrora estrecho aliado del dictador Slobodan Milosevic, obtuvo un 28,7% de los votos, gracias a una virulenta campaña antieuropea y a favor de un Kosovo serbio. “Sólo podemos esperar si es posible para el Partido Demócrata (DS) y el Partido Demócrata de Serbia (DSS), con un tercer socio, formar gobierno y si será capaz de funcionar”, insistió el líder nacionalista, en una interesada referencia a las divisiones que aún subsisten en el bloque reformista.

El DS, dirigido por el actual Presidente Boris Tadic, con un 22,9% de los votos, y el DSS del Primer Ministro saliente Vojislav Kostunica, que logró un 16,7%, junto al pequeño grupo liberal G-17 Plus que alcanzó un 6,8%, tienen una cómoda mayoría que les podría permitir formar un gobierno estable, pero el fantasma de Kosovo y el futuro del general Mladic pueden hacer fracasar las negociaciones.

Uno de los primeros asuntos que deberá tratar el nuevo gabinete, si se forma con rapidez, es la propuesta sobre el futuro de Kosovo planteada por el emisario de Naciones Unidas, Martti Ahtisaari, el viernes 26 en Viena.

La piedra angular del plan es el establecimiento de una presencia internacional que garanticé la seguridad y una extrema autonomía a la minoría serbia (alrededor de 100.000 personas en una población que ronda los dos millones). El plan crea siete municipios serbios, con gran capacidad de autogobierno, y protege el nutrido legado histórico y cultural serbio en Kosovo. Los serbios de Kosovo tendrán derecho a solicitar la doble nacionalidad y podrán mantener especiales vínculos económicos con Belgrado.

A cambio de esas atribuciones a la minoría, la ONU concede a Kosovo la capacidad de firmar acuerdos internacionales y solicitar el ingreso en organizaciones internacionales, y hace que la futura Administración asuma los activos y pasivos de Serbia en el territorio. También dibuja la creación de una fuerza militar de unos 2.500 hombres dotada de armamento ligero. Sin hablar de independencia, la organización prevista por la ONU hace pensar en una quasi-independencia que fuentes europeas calificaron de “soberanía vigilada” del territorio. Los ministros de exteriores de la OTAN reunidos en Bruselas, manifestaron su pleno apoyo a Ahtisaari, mientras que Rusia, valedora de Serbia, recibió el plan con frialdad.

En el calendario previsto, Ahtisaari viajará a Belgrado y Pristina a principios de febrero con idea de pactar con Serbia y Kosovo “una solución aceptable para las dos partes”, en palabras de Solana. Si no hay acuerdo, se recurrirá a mediados de marzo al Consejo de Seguridad.

LEGISLACIÓN



Agricultura

Reglamento (CE) nº 53/2007 de la Comisión, de 23 de enero de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 1483/2006 en lo que respecta a las cantidades de la licitación permanente para la reventa en el mercado comunitario de cereales que obran en poder de los organismos de intervención de los Estados miembros.

DO UE-L 17 de 24/1/2007, pg. 8

Reglamento (CE) nº 81/2007 de la Comisión, de 29 de enero de 2007, por el que se determinan las entregas obligatorias de azúcar de caña que deben importarse en virtud del Protocolo ACP y del Acuerdo con la India en el período de entrega 2006/07.

DO UE-L 21 de 30/1/2007, pg. 3

Reglamento (CE) nº 88/2007 de la Comisión, de 12 de diciembre de 2006, sobre modalidades especiales de aplicación del régimen de restituciones a la exportación para los cereales exportados en forma de pastas alimenticias pertenecientes a los códigos NC 19021100 y 190219 (Versión codificada).

DO UE-L 21 de 30/1/2007, pg. 16

Reglamento (CE) nº 91/2007 de la Comisión, de 30 de enero de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 1483/2006 en lo que respecta a las cantidades de la licitación permanente para la reventa en el mercado comunitario de cereales que obran en poder de los organismos de intervención de los Estados miembros.

DO UE-L 22 de 31/1/2007, pg. 5

Reglamento (CE) nº 92/2007 de la Comisión, de 30 de enero de 2007, que fija una cantidad adicional de azúcar de caña en bruto originario de los Estados ACP e India para el suministro de las refinerías para la campaña de comercialización 2006/07.

DO UE-L 22 de 31/1/2007, pg. 10

Reglamento (CE) nº 96/2007 de la Comisión, de 31 de enero de 2007, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1898/2005 en lo relativo a la concesión de una ayuda a la compra de mantequilla por parte de instituciones y organizaciones sin fines lucrativos.

DO UE-L 25 de 1/2/2007, pg. 6

Reglamento (CE) nº 100/2007 de la Comisión, de 1 de febrero de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 877/2004 por el que se establecen disposiciones de aplicación del Reglamento (CE) nº 2200/96 del Consejo en lo que respecta a la comunicación de las cotizaciones alcanzadas en los mercados por diversas frutas y hortalizas frescas, con motivo de la adhesión de Bulgaria y Rumanía a la Unión Europea.

DO UE-L 26 de 2/2/2007, pg. 4

Decisión 2007/79/CE de la Comisión, de 31 de enero de 2007, por la que se modifica la Decisión 2006/415/CE en lo concerniente a determinadas medidas de protección en relación con la gripe aviar altamente patógena de subtipo H5N1 en aves de corral en Hungría.

DO UE-L 26 de 2/2/2007, pg. 5

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1991/2006 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CEE) nº 2092/91 sobre la producción agrícola ecológica y su indicación en los productos agrarios y alimenticios (DO UE-L 411 de 30/12/2006).

DO UE-L 27 de 2/2/2007, pg. 11 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Reglamento (CE) nº 104/2007 de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, que fija el importe de la ayuda aplicable a los tomates destinados a la transformación en la campaña de comercialización 2007/08.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 10

Decisión 2007/80/CE de la Comisión, de 1 de febrero de 2007, por la que se autoriza a determinados Estados miembros a utilizar información procedente de fuentes distintas de las encuestas estadísticas en la encuesta de 2007 sobre la estructura de las explotaciones agrícolas.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 19

Reglamento (CE) nº 108/2007 de la Comisión, de 5 de febrero de 2007, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1356/2004 en lo que se refiere a las condiciones para la autorización del aditivo Elancoban, perteneciente al grupo de los coccidiostáticos y otras sustancias medicamentosas, en la alimentación animal.

DO UE-L 31 de 6/2/2007, pg. 4

Reglamento (CE) nº 109/2007 de la Comisión, de 5 de febrero de 2007, relativo a la autorización de monensina de sodio (Coxidín) como aditivo para piensos.

DO UE-L 31 de 6/2/2007, pg. 6

Decisión nº 1/2006 (2007/61/CE) del Comité mixto veterinario creado en virtud del Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre el comercio de productos agrícolas, de 1 de diciembre de 2006, por la que se modifican los apéndices 1, 2, 3, 4, 5, 6 y 10 del anexo 11.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 91

LEGISLACIÓN



Decisión 2007/66/CE de la Comisión, de 18 de diciembre de 2006, sobre un experimento temporal relativo al aumento del peso máximo de los lotes de algunas semillas de plantas forrajeras conforme a la Directiva 66/401/CEE del Consejo.
DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 161

Decisión 2007/67/CE de la Comisión, de 18 de diciembre de 2006, por la que se permite a los Estados miembros ampliar las autorizaciones provisionales concedidas para la nueva sustancia activa tritosulfurón.
DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 164

Decisión 2007/69/CE de la Comisión, de 18 de diciembre de 2006, por la que se autoriza a Rumanía a aplazar la aplicación de determinadas disposiciones de la Directiva 2002/53/CE del Consejo con respecto a la comercialización de semillas de determinadas variedades de especies de plantas agrícolas.
DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 167

Decisión 2007/70/CE de la Comisión, de 20 de diciembre de 2006, relativa a la ampliación del plazo de comercialización de biocidas que contengan determinadas sustancias activas no estudiadas durante el programa de trabajo de diez años contemplado en el artículo 16, apartado 2, de la Directiva 98/8/CE.
DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 174

Decisión 2007/71/CE de la Comisión, de 20 de diciembre de 2006, por la que se crea un grupo científico de expertos para las denominaciones de origen, las indicaciones geográficas y las especialidades tradicionales garantizadas.
DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 177

de segunda generación (SIS II) (DO UE-L 411 de 30/12/2006).

DO UE-L 27 de 2/2/2007, pg. 43 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1931/2006 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 20 de diciembre de 2006, por el que se establecen normas relativas al tráfico fronterizo menor en las fronteras terrestres exteriores de los Estados miembros y por el que se modifican las disposiciones del Convenio de Schengen (DO UE-L 405 de 30/12/2006).

DO UE-L 29 de 3/2/2007, pg. 3 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1932/2006 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 539/2001 por el que se establecen la lista de terceros países cuyos nacionales están sometidos a la obligación de visado para cruzar las fronteras exteriores y la lista de terceros países cuyos nacionales están exentos de esa obligación (DO UE-L 405 de 30/12/2006).

DO UE-L 29 de 3/2/2007, pg. 10 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Decisión 2007/65/CE de la Comisión, de 15 de diciembre de 2006, por la que se establecen las normas de seguridad y los estados de alarma aplicables en la Comisión y por la que se modifica su Reglamento interno en lo relativo a los procedimientos operativos para la gestión de las situaciones de crisis.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 144



Asuntos de Justicia e Interior

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1988/2006 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 2424/2001 sobre el desarrollo del Sistema de Información de Schengen de segunda generación (SIS II) (DO UE-L 411 de 30/12/2006).

DO UE-L 27 de 2/2/2007, pg. 3 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores de la Decisión 2006/1007/JAI del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por la que se modifica la Decisión 2001/886/JAI sobre el desarrollo del Sistema de Información de Schengen



Competencia

Decisión 2007/72/CE de la Comisión, de 20 de diciembre de 2006, relativa a la prórroga de determinadas decisiones sobre ayudas estatales.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 180



Consumo y Alimentación

Directiva 2007/1/CE de la Comisión, de 29 de enero de 2007, por la que se modifica la Directiva 76/768/CEE del Consejo, sobre productos cosméticos, para adaptar su anexo II al progreso técnico.

DO UE-L 25 de 1/2/2007, pg. 9

LEGISLACIÓN



Decisión 2007/76/CE de la Comisión, de 22 de diciembre de 2006, por la que se aplica el Reglamento (CE) nº 2006/2004 del Parlamento Europeo y del Consejo sobre la cooperación entre las autoridades nacionales encargadas de la aplicación de la legislación de protección de los consumidores, por lo que respecta a la asistencia mutua. DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 192



Economía

Decisión 2007/73/CE de la Comisión, de 20 de diciembre de 2006, relativa a la designación de los miembros del grupo de estudio del asesoramiento sobre normas contables creado por la Decisión 2006/505/CE, por la que se crea un grupo de estudio del asesoramiento sobre normas contables que orientará a la Comisión sobre la objetividad y neutralidad de los dictámenes del Grupo consultivo europeo en materia de información financiera (EFRAG).

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 181

Empleo y Formación

Reglamento (CE) nº 102/2007 de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, por el que se adoptan las especificaciones del módulo ad hoc de 2008 sobre la situación de los inmigrantes y de sus hijos en el mercado laboral, tal como se prevé en el Reglamento (CE) nº 577/98 del Consejo, y se modifica el Reglamento (CE) nº 430/2005.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 3



Energía

Decisión 2007/58/CE de la Comisión, de 28 de agosto 2006, relativa a la celebración de un Acuerdo de Cooperación entre el Gobierno de Japón y la Comunidad Europea de la Energía Atómica en el ámbito de las aplicaciones pacíficas de la energía nuclear.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 64

Decisión 2007/74/CE de la Comisión, de 21 de diciembre de 2006, por la que se establecen valores de referencia de la eficiencia armonizados para la producción por separado de electricidad y calor de conformidad con lo dispuesto en la Directiva 2004/8/CE del Parlamento Europeo y el Consejo.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 183

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1990/2006 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, relativo a la aplicación del Protocolo nº 4 sobre la central nuclear de Ignalina en Lituania, anexo al Acta de adhesión de la República Checa, Estonia, Chipre, Letonia, Lituania, Hungría, Malta, Polonia, Eslovenia y Eslovaquia, Programa Ignalina (DO UE-L 411 de 30/12/2006).

DO UE-L 27 de 2/2/2007, pg. 7 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)



Integración Europea e Instituciones

Reglamento interno del Comité de las Regiones.

DO UE-L 23 de 31/1/2007, pg. 1

Investigación y Desarrollo

Decisión 2007/81/CE de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, que modifica la Decisión 2004/452/CE por la que se establece una lista de organismos cuyos investigadores pueden acceder, con fines científicos, a datos confidenciales.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 23



Medio Ambiente

Reglamento (CE) nº 93/2007 de la Comisión, de 30 de enero de 2007, que modifica el Reglamento (CE) nº 2099/2002 por el que se crea el Comité de seguridad marítima y prevención de la contaminación por los buques (COSS).

DO UE-L 22 de 31/1/2007, pg. 12

Decisión 2007/62/CE de la Comisión, de 8 de diciembre de 2006, relativa a las disposiciones nacionales notificadas por Dinamarca sobre determinados gases industriales de efecto invernadero.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 130

Decisión 2007/64/CE de la Comisión, de 15 de diciembre de 2006, por la que se establecen criterios ecológicos revisados y los requisitos correspondientes de evaluación y comprobación para la concesión de la etiqueta ecológica comunitaria a susstratos de cultivo.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 137

LEGISLACIÓN



Pesca

Pesca

Reglamento (CE) nº 41/2007 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por el que se establecen, para 2007, las posibilidades de pesca y las condiciones correspondientes para determinadas poblaciones y grupos de poblaciones de peces, aplicables en aguas comunitarias y, en el caso de los buques comunitarios, en las demás aguas donde sea necesario establecer limitaciones de capturas.

DO UE-L 15 de 20/1/2007, pg. 1

Corrección de errores de la Decisión 2006/1006/CE del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, sobre la celebración del Acuerdo en forma de Canje de Notas relativo a la aplicación provisional del Acuerdo de Asociación en materia de pesca entre la Comunidad Europea, por una parte, y el Gobierno de Dinamarca y el Gobierno Autónomo de Groenlandia, por otra (DO UE-L 411 de 30/12/2006).

DO UE-L 27 de 2/2/2007, pg. 15 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Decisión 2007/82/CE de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, relativa a las medidas de emergencia para la suspensión de las importaciones de productos de la pesca destinados al consumo humano procedentes de la República de Guinea.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 25

Decisión 2007/37/CE del Consejo, de 22 de enero de 2007, relativa a la firma y la aplicación provisional de un Acuerdo bilateral en forma de Canje de Notas entre la Comunidad Europea y Ucrania por el que se prorroga y modifica el Acuerdo entre la Comunidad Europea y Ucrania sobre comercio de productos textiles.

DO UE-L 17 de 24/1/2007, pg. 17

Reglamento (CE) nº 54/2007 del Consejo, de 22 de enero de 2007, por el que se modifica el Reglamento (CEE) nº 3030/93 relativo al régimen común aplicable a las importaciones de algunos productos textiles originarios de países terceros.

DO UE-L 18 de 25/1/2007, pg. 1

Directiva 2007/3/CE de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, por la que se modifican, para adaptarlos al progreso técnico, los anexos I y II de la Directiva 96/74/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, relativa a las denominaciones textiles.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 12

Directiva 2007/4/CE de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, por la que se modifica, para su adaptación al progreso técnico, el anexo II de la Directiva 96/73/CE del Parlamento Europeo y del Consejo sobre determinados métodos de análisis cuantitativos de mezclas binarias de fibras textiles.

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 14

Corrección de errores de la Decisión nº 1/2006 (2006/981/CE) del Consejo de Cooperación UE-Sudáfrica, de 12 de diciembre de 2006, relativa a la modificación de los anexos II y III del Acuerdo de Comercio, Desarrollo y Cooperación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Sudáfrica, por otra (ACDC), a efectos de retirar progresivamente y eliminar los derechos de algunos productos de la industria automovilística (DO UE-L 370 de 27/12/2006).

DO UE-L 30 de 3/2/2007, pg. 4 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Decisión nº 2/2006 (2007/63/CE), 13 de diciembre de 2006, del Comité creado en virtud del Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre el reconocimiento mutuo en relación con la inclusión de un organismo de evaluación de la conformidad en la lista del capítulo sectorial sobre equipos de protección individual.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 135



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

Decisión 2007/35/CE del Consejo, de 22 de enero de 2007, relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de colaboración y cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Azerbaiyán, por otra, por el que se amplía el ámbito de aplicación del Acuerdo de colaboración y cooperación al comercio bilateral de textiles, a la vista de la expiración del Acuerdo bilateral sobre textiles.

DO UE-L 17 de 24/1/2007, pg. 13

Decisión 2007/36/CE del Consejo, de 22 de enero de 2007, relativa a la celebración de un Protocolo del Acuerdo de Colaboración y Cooperación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Kazajstán, por otra, por el que se amplía el ámbito de aplicación del Acuerdo de Colaboración y Cooperación al comercio bilateral de textiles a la vista de la expiración del Acuerdo bilateral sobre textiles.

DO UE-L 17 de 24/1/2007, pg. 15

LEGISLACION



Política Industrial
y Pyme

Decisión nº 35/2006 (2007/77/CE), de 22 de diciembre de 2006, del Comité mixto creado en virtud del Acuerdo sobre el reconocimiento mutuo entre la Comunidad Europea y los Estados Unidos de América relativo a la lista de los organismos de evaluación de la conformidad contemplada en el anexo sectorial sobre equipos de telecomunicaciones.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 198

DO UE-L 29 de 3/2/2007, pg. 14 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1934/2006 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por el que se establece un instrumento de financiación de la cooperación con los países y territorios industrializados y otros países y territorios de renta alta (DO UE-L 405 de 30/12/2006).

DO UE-L 29 de 3/2/2007, pg. 16 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)



Política
Regional

Política Regional y de Cohesión

Corrección de errores del Reglamento (CE) nº 1989/2006 del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, que modifica el anexo III del Reglamento (CE) nº 1083/2006, por el que se establecen las disposiciones generales relativas al Fondo Europeo de Desarrollo Regional, al Fondo Social Europeo y al Fondo de Cohesión y se deroga el Reglamento (CE) nº 1260/1999 (DO UE-L 411 de 30/12/2006).

DO UE-L 27 de 2/2/2007, pg. 5 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)

Corrección de errores de la Acción Común 2006/998/PESC del Consejo, de 21 de diciembre de 2006, por la que se modifica la Acción Común 2001/555/PESC, relativa a la creación de un centro de satélites de la Unión Europea (DO UE-L 405 de 30/12/2006).

DO UE-L 29 de 3/2/2007, pg. 23 (En la corrección de errores se reproduce el texto completo de la disposición)



Relaciones
Exteriores

Relaciones Exteriores

Acción Común 2007/40/PESC del Consejo, de 22 de enero de 2007, que modifica la Acción Común 2002/921/PESC por la que se prorroga el mandato de la Misión de Observación de la Unión Europea.

DO UE-L 17 de 24/1/2007, pg. 22

Sociedad de la Información



Sociedad de
la Información

Decisión del Consejo, de 22 de enero de 2007, sobre los principios, las prioridades y las condiciones que figuran en la Asociación Europea con Montenegro.

DO UE-L 20 de 27/1/2007, pg. 16

Recomendación 2007/78/CE de la Comisión, de 22 de diciembre de 2006, relativa a sistemas de información y comunicación a bordo de vehículos seguros y eficientes: actualización de la declaración de principios europea sobre la interfaz persona-máquina.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 200



Transportes

Transporte

Reglamento (CE) nº 103/2007 de la Comisión, de 2 de febrero de 2007, relativo a la ampliación del período transitorio contemplado en el artículo 53, apartado 4, del Reglamento (CE) nº 1592/2002 del Parlamento Europeo y del Consejo (Agencia Europea de Seguridad Aérea).

DO UE-L 28 de 3/2/2007, pg. 8

Decisión 2007/60/CE de la Comisión, de 26 de octubre de 2006, por la que se crea la Agencia ejecutiva de la red transeuropea de transporte en aplicación del Reglamento (CE) nº 58/2003 del Consejo.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 88

LEGISLACIÓN



Unión Económica
y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

Decisión 2007/50/CE del Consejo, de 30 de enero de 2007, por la que se autoriza a Rumanía a aplicar un tipo reducido de IVA a determinados servicios de gran intensidad de mano de obra enumerados en el artículo 106 de la Directiva 2006/112/CE.

DO UE-L 22 de 31/1/2007, pg. 14

Decisión 2007/42/CE del Banco Central Europeo, de 15 de diciembre de 2006, sobre la participación de los bancos centrales nacionales en la clave para la suscripción del capital del Banco Central Europeo (BCE/2006/21).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 1

Decisión 2007/43/CE del Banco Central Europeo, de 15 de diciembre de 2006, por la que se adoptan las medidas necesarias para el desembolso del capital del Banco Central Europeo por los bancos centrales nacionales participantes (BCE/2006/22).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 3

Decisión 2007/44/CE del Banco Central Europeo, de 15 de diciembre de 2006, por la que se establecen las condiciones de las transferencias de las participaciones del capital del Banco Central Europeo entre los bancos centrales nacionales y del ajuste del desembolso del capital (BCE/2006/23).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 5

Decisión 2007/45/CE del Banco Central Europeo, de 15 de diciembre de 2006, por la que se adoptan las medidas necesarias para la contribución al valor acumulado de los recursos propios del Banco Central Europeo y para el ajuste de los activos de los

bancos centrales nacionales equivalentes a las reservas exteriores transferidas (BCE/2006/24).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 9

Decisión 2007/46/CE del Banco Central Europeo, de 15 de diciembre de 2006, por la que se modifica la Decisión BCE/2001/15 sobre la emisión de billetes de banco denominados en euros (BCE/2006/25).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 13

Decisión 2007/47/CE del Banco Central Europeo, de 18 de diciembre de 2006, por la que se adoptan las medidas necesarias para el desembolso del capital del Banco Central Europeo por los bancos centrales nacionales no participantes (BCE/2006/26).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 15

Decisión 2007/48/CE del Banco Central Europeo, de 30 de diciembre de 2006, relativa al desembolso de capital, la transferencia de activos exteriores de reserva y la contribución a las reservas y provisiones del Banco Central Europeo por el Banka Slovenije (BCE/2006/30).

DO UE-L 24 de 31/1/2007, pg. 17

Decisión 2007/68/CE de la Comisión, de 18 de diciembre de 2006, relativa a la solicitud de la República de Letonia de que se aplique un tipo reducido de IVA al suministro de calefacción urbana, gas natural y electricidad a los hogares.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 165

Decisión 2007/75/CE de la Comisión, de 22 de diciembre de 2006, por la que se crea un grupo de expertos sobre precios de transferencia.

DO UE-L 32 de 6/2/2007, pg. 189

LICITACIONES



Agricultura

CS-Belgrado: CARDS - Asistencia técnica para un sistema de identificación y registro de animales (Serbia) (2007/S 22-025138).
DO UE-S 22 de 1/2/2007
Fecha límite: 5/3/2007



Asuntos de Justicia e Interior

GA-Libreville: Protección de los bienes y de las personas de la Delegación de la Comisión Europea en la República Gabonesa, para la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe y para la República de Guinea Ecuatorial (Delegación de la Comisión Europea en la República Gabonesa, para la República Democrática de Santo Tomé y Príncipe y para la República de Guinea Ecuatorial) (2007/S 14-015266, 2007/S 24-027878).
DO UE-S 14 de 20/1/2007; Corr. Error. DO UE-S 24 de 3/2/2007
Fecha límite: 30/3/2007

B-Geel: Provisión de servicios de seguridad y vigilancia (Comisión Europea, Centro Común de Investigación - Instituto de Materiales y Medidas de Referencia) (2007/S 18-020097).
DO UE-S 18 de 26/1/2007
Fecha límite: 1/3/2007

TZ-Dar es Salaam: Servicios de seguridad (Delegation of the European Comisión - Tanzania) (2007/S 19-021443).
DO UE-S 19 de 27/1/2007
Fecha límite: 3/5/2007

B-Bruselas: MEDA - Migración EuroMed II. El presente contrato se dirige a reforzar la cooperación en materia de gestión de la migración en el área euro-mediterránea, con vistas a mejorar las capacidades de los socios MEDA para dar una respuesta eficaz y completa al fenómeno de la migración en sus diferentes dimensiones (Región MEDA) (2007/S 22-025139).
DO UE-S 22 de 1/2/2007
Fecha límite: 23/3/2007

MK-Skopie: CARDS - Asistencia técnica al establecimiento de un sistema nacional de gestión de visados. Licitación nº 06MAC01/03/003. El objeto es desarrollar un nuevo sistema informático automatizado para mejorar la capacidad operativa del Departamento Consular del Ministerio de Asuntos

Exteriores y un sistema informatizado nacional funcional de gestión de visados, con el fin de potenciar el control fronterizo a través de la aplicación de un sistema de visados compatible con las exigencias de la Unión Europea (Antigua República Yugoslava de Macedonia) (2007/S 24-027776).
DO UE-S 24 de 3/2/2007
Fecha límite: 6/3/2007



Asuntos Sociales

L-Luxemburgo: Servicios estadísticos en el ámbito del Sistema Europeo de Estadísticas Integradas de Protección Social (SEEPROS) - Beneficios netos de protección social (Comisión Europea, Eurostat, Dirección F Estadísticas Sociales y Sociedad de la Información) (2007/S 14-015253).
DO UE-S 14 de 20/1/2007
Fecha límite: 7/3/2007

B-Bruselas: Organización en 2007 del concurso para jóvenes "La Unión Europea y la no discriminación", incluyendo la organización en los 27 Estados miembros de la Unión Europea así como la organización de las ceremonias nacionales y europea de entrega de los premios (Comisión Europea, DG Justicia, Libertad y Seguridad) (2007/S 24-027875).
DO UE-S 24 de 3/2/2007
Fecha límite: 19/3/2007

UA-Kiev: TACIS - Introducción de un sistema de contrato social con el fin de mejorar la prestación de servicios sociales (Ucrania) (2007/S 24-027779).
DO UE-S 24 de 3/2/2007
Fecha límite: 12/3/2007



Economía

B-Bruselas: Tacis - Reforma de las estadísticas oficiales de la República de Uzbekistán, Stats 10, financiado por el programa de acción Tacis 2004 en favor de Asia Central. El objetivo es reforzar las capacidades técnicas del Servicio Estadístico de Uzbekistán con el fin de proporcionar a los usuarios datos precisos, fiables y oportunos de acuerdo con las normas y métodos de la Unión Europea (2007/S 21-023841).
DO UE-S 21 de 31/1/2007
Fecha límite: 7/3/2007

LICITACIONES



Educación

Educación y Universidades

GR-Tesalónica: Estudio de previsión sobre temas y aspectos relacionados con el informe Cedefop sobre investigación en materia de educación y formación profesional en Europa. El objeto es asistir a Cedefop en la identificación de temas y aspectos que serán abordados en el 5º informe de investigación que Cedefop publicará en 2010/2011 (Cedefop) (2007/S 16-017576).

DO UE-S 16 de 24/1/2007

Fecha límite: 6/3/2007

y orientarlos en caso de enfrentarse a problemas vinculados al Derecho comunitario y a su aplicación en Derecho nacional (Representación de la Comisión Europea en Bélgica) (2007/S 14-015248). DO UE-S 14 de 20/1/2007

Fecha límite: 9/3/2007



Empleo

Empleo y Formación

B-Bruselas: Formación metodológica relativa a los procesos de toma de decisiones y los servicios de facilitación (Comisión Europea, DG Sanidad y Protección de los Consumidores) (2007/S 26-030524).

DO UE-S 26 de 7/2/2007

Fecha límite: 22/3/2007

L-Luxemburgo: Celebración de contratos marco para la traducción al francés de textos jurídicos a partir de determinadas lenguas oficiales de la Unión Europea. La duración de los contratos marco será de 1 año con tácita reconducción por 3 nuevos posibles períodos de 1 año. Podrá exigirse a los contratantes que trabajen sobre textos que hayan sido tratados previamente con un sistema electrónico de referencias (Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas, Célula free-lances, División francesa de traducción) (2007/S 20-022696).

DO UE-S 20 de 30/1/2007

Fecha límite: 16/4/2007

B-Bruselas: Servicios de posedición PER 2007. 24 contratos marco múltiples (4 por cada combinación lingüística) para la posedición de textos traducidos mediante el sistema de traducción automática de la Comisión Europea en 6 combinaciones lingüísticas: francés-inglés, alemán-inglés, inglés-francés, alemán-francés, inglés-alemán y francés-alemán (Comisión Europea) (2007/S 21-023949).

DO UE-S 21 de 31/1/2007

Fecha límite: 16/3/2007



Integración Europea e Instituciones

Integración Europea e Instituciones

AT-Viena: Servicio de acogida en el punto de información de la Representación de la Comisión Europea en Austria. La persona encargada realizará las siguientes tareas: responderá a preguntas relacionadas con la Unión Europea; distribuirá material impreso suministrado por las instituciones comunitarias; desarrollará y renovará el aspecto general del punto de información; buscará información de base pertinente; participará en actividades informativas en Austria fuera de las instalaciones de la Representación en ocasiones especiales (Representación de la Comisión Europea en Austria) (2007/S 14-015251).

DO UE-S 14 de 20/1/2007

Fecha límite: 5/3/2007

I-Ispra: Concurso de proyectos de arquitectura integrada para el Centro de Ispra del CCI. Resultados del concurso de proyectos. Concurso para seleccionar planos de construcción de 4 nuevos edificios para el Centro de Ispra del CCI y selección del equipo que diseñará los planos finales y gestionará las obras (Comisión Europea, Centro Común de Investigación, Dirección del Centro de Ispra, Unidad de Mejora de las Instalaciones) (2007/S 24-027869).

DO UE-S 24 de 3/2/2007

Fecha límite: 30/4/2007

B-Bruselas: Misiones de estudios de arquitectura para el acondicionamiento de espacios interiores en los edificios del Consejo en Bruselas (Consejo de la Unión Europea) (2007/S 24-027864).

DO UE-S 24 de 3/2/2007

Fecha límite: 5/3/2007

B-Bruselas: Consultor jurídico "Eurojus" al servicio del ciudadano europeo para la Representación de la Comisión Europea en Bélgica. La Comisión Europea desea relanzar el servicio de consultoría jurídica al ciudadano en materia de Derecho comunitario "Eurojus". Su misión no es sustituir los servicios prestados por un abogado. En este contexto, la Comisión busca a un jurista especializado en Derecho comunitario que sea capaz de informar a los ciudadanos sobre los derechos y obligaciones que les confiere el Derecho comunitario en general

B-Bruselas: Servicios de recepción. Servicios de recepción de los edificios ocupados y/o gestionados por la Comisión Europea situados en la región de Bruselas capital y alrededores, así como en otros inmuebles en los que la Comisión Europea organiza

LICITACIONES

zará acciones puntuales (Comisión Europea, Oficina de Infraestructuras y Logística) (2007/S 25-029188).

DO UE-S 25 de 6/2/2007

Fecha límite: 5/3/2007

B-Geel: Contrato de servicios para la eliminación de materiales que contienen amianto en los edificios Van de Graaff, Linac y MS (Comisión Europea, Centro Común de Investigación, Instituto de Materiales y Medidas de Referencia) (2007/S 25-029183).

DO UE-S 25 de 6/2/2007

Fecha límite: 27/3/2007

B-Bruselas: Concurso para el diseño de interiores y de zonas de exposición de un centro de visitantes para el Parlamento Europeo en Bruselas: Lote 1 - Diseño de interiores y de zonas de exposición, incluido el desarrollo multimedia. Lote 2 - Desarrollo y suministro de un juego de rol multimodal (Parlamento Europeo, DG Información) (2007/S 25-029179).

DO UE-S 25 de 6/2/2007

Fecha límite: 26/3/2007

B-Bruselas: Contrato marco relativo a la puesta a disposición de expertos externos, la recogida de datos y la identificación de material fuente para un centro de visitantes del Parlamento Europeo en Bruselas - Lote 1: Historia de Europa y de la integración europea - Lote 2: Estudios europeos y Derecho Europeo - Lote 3: Estudios sociales - Lote 4: Información general relacionada con Europa (Parlamento Europeo, DG Información) (2007/S 25-029178).

DO UE-S 25 de 6/2/2007

Fecha límite: 19/3/2007

B-Bruselas: Información sobre el orden político y jurídico de la Unión Europea "Establecimiento de un punto de libre acceso a información sobre la Unión Europea". El contrato prevé el establecimiento de un punto de libre acceso a información sobre la Unión Europea en el norte de Nicosia con el propósito de proporcionar un producto de información a la comunidad turco-chipriota (Zona septentrional de Chipre) (2007/S 26-030468).

DO UE-S 26 de 7/2/2007

Fecha límite: 6/3/2007

jos de materiales que podrían emplearse como sucedáneos de agregados en los 25 Estados miembros y en Bulgaria y Rumanía (Comisión Europea, DG CCI-IPTS) (2007/S 14-015264).

DO UE-S 14 de 20/1/2007

Fecha límite: 5/3/2007

B-Geel: Anuncio de convocatoria de manifestaciones de interés. Optimización y análisis estadístico de las medidas de proteínas séricas (Comisión Europea, Centro Común de Investigación (CCI), Instituto de Materiales y Medidas de Referencia (IRMM)) (2007/S 18-020111).

DO UE-S 18 de 26/1/2007

Fecha límite: 16/10/2009



Medio Ambiente

HR-Zagreb: ISPA - Consultoría y asistencia técnica en el ámbito de la aplicación de la medida ISPA nº 2005/HR/16/P/PE/001 - Programa de gestión del agua y de tratamiento de aguas residuales de Karlovac. El objeto es incrementar la eficacia del funcionamiento de los sistemas de gestión del agua y de tratamiento de las aguas residuales en ViK Karlovac (República de Croacia) (2007/S 15-016255).

DO UE-S 15 de 23/1/2007

Fecha límite: 28/2/2007

I-Ispra: Caracterización química y física de materia en partículas procedente de la región de Lombardía. Durante el invierno se producen en el ambiente altas concentraciones de materia en partículas en el valle del Po (Italia) y se excede frecuentemente y de manera significativa el valor límite de la Unión Europea. La Unidad de Transportes y Calidad del Aire del CCI llevará a cabo actividades de muestreo de materia en partículas y ejecutará análisis químicos orgánicos así como análisis químicos inorgánicos (Comisión Europea, Centro Común de Investigación, CCI, Instituto de Medio Ambiente y Sostenibilidad) (2007/S 18-020100).

DO UE-S 18 de 26/1/2007

Fecha límite: 8/3/2007

B-Bruselas: Evaluación del impacto de posibles medidas suplementarias para prevenir la importación o comercialización de madera de producción ilegal o de productos derivados de dicha madera (Comisión Europea, DG de Medio Ambiente) (2007/S 19-021429).

DO UE-S 19 de 27/1/2007

Fecha límite: 12/3/2007



Investigación y Desarrollo

E-Sevilla: Estudio de caso sobre agregados - Recopilación de datos. El contrato deberá facilitar la recopilación exhaustiva de datos relativos a los flu-

LICITACIONES



Medio Ambiente

UA-Kiev: Tacis - Utilización sostenible e integrada del suelo en las estepas de Eurasia. El proyecto se centrará en el desarrollo de medidas de recuperación y conservación del ecosistema estepario a nivel regional y su desarrollo sostenible como parte de un sistema de utilización viable del suelo en 2 zonas geográficas piloto: i) sur de Moldova y suroeste de Ucrania y ii) este de Ucrania y suroeste de Rusia central (Ucrania, Moldova y Oeste de Rusia) (2007/S 24-027777).

DO UE-S 24 de 3/2/2007

Fecha límite: 7/3/2007



Audiovisual

Política Audiovisual

E-Madrid: Servicio de asistencia técnica en el ámbito de la información audiovisual en Madrid (correspondencia audiovisual) (Representación regional de la Comisión Europea en Madrid) (2007/S 21-023952).

DO UE-S 21 de 31/1/2007

Fecha límite: 12/3/2007

B-Bruselas: Cobertura videográfica de la actualidad comunitaria en América Central, el Caribe y América del Sur, y en Asia y Oceanía (Comisión Europea, DG Comunicación) (2007/S 21-023943).

DO UE-S 21 de 31/1/2007

Fecha límite: 13/3/2007



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

B-Brussels: Servicios para la preparación de estudios, proyectos conceptuales y pliegos de condiciones para la modernización de los antiguos yacimientos de extracción y tratamiento de minerales de la CMC en la región de Lefke (Zona septentrional de Chipre) (2007/S 15-016259).

DO UE-S 15 de 23/1/2007

Fecha límite: 23/2/2007

B-Bruselas: Contrato marco - Proyecto de la Unión Europea relativo a la medida de referencia y a la reducción de los costes administrativos (Comisión Europea, DG Empresa e Industria) (2007/S 19-021441).

DO UE-S 19 de 27/1/2007

Fecha límite: 8/3/2007

TH-Bangkok: ALA - Programa de desarrollo de pequeñas y medianas empresas - Prestación de asistencia técnica (República Democrática Popular de Laos) (2007/S 22-025133).

DO UE-S 22 de 1/2/2007

Fecha límite: 6/3/2007

MK-Skopie: CARDS - Asistencia técnica para el desarrollo de las PYME. Licitación nº 06MAC01/07/002 (Antigua República Yugoslava de

Macedonia) (2007/S 24-027775).

DO UE-S 24 de 3/2/2007

Fecha límite: 12/3/2007



Relaciones Exteriores

DO-Santo Domingo: FED - Prestación de asistencia técnica a corto plazo para el programa de apoyo institucional de integración regional. El objeto del contrato es la prestación de asistencia técnica a corto plazo al Gobierno de la República Dominicana para la ejecución de un programa de apoyo al comercio destinado al fortalecimiento de la integración regional de la República Dominicana con sus socios caribeños y europeos en materia del acuerdo de asociación económica (AAE) (Santo Domingo, República Dominicana) (2007/S 18-020017).

DO UE-S 18 de 26/1/2007

Fecha límite: 1/3/2007

MZ-Maputo: FED - Contrato marco para servicios de auditoría relacionados con programas y proyectos financiados por la Comisión Europea en Mozambique. Se estima que el contrato marco comprenderá entre 5 y 15 auditorías anuales para los próximos 3 años (Mozambique) (2007/S 19-021291).

DO UE-S 19 de 27/1/2007

Fecha límite: 5/3/2007

B-Bruselas: Tacis - Desarrollo institucional de la agencia Uzstandard financiado por el programa de acción Tacis 2004 en favor de Asia Central. Los objetivos globales del proyecto del cual forma parte este contrato son: Asistencia al establecimiento de la estandarización, acreditación y certificación de sistemas de gestión de la calidad, con especial atención a la promoción y aplicación de las normas internacionales, así como asistencia a la continuación del desarrollo sostenible permitiendo la adhesión a organizaciones/asociaciones internacionales (2007/S 21-023842).

DO UE-S 21 de 31/1/2007

Fecha límite: 5/3/2007

B-Bruselas: Tacis - Implementación de las operaciones de hermanamiento y TAIEX en Azerbaiyán (Azerbaiyán) (2007/S 21-023839).

DO UE-S 21 de 31/1/2007

Fecha límite: 7/3/2007

NI-Managua: ALA - Fortalecimiento de la capacidad de gestión y transparencia de gobiernos (El Salvador) (2007/S 26-030470).

DO UE-S 26 de 7/2/2007

Fecha límite: 8/3/2007

LICITACIONES



Sanidad

ZA-Tshwane: PERD - Investigación y establecimiento de la función específica de los educadores en la reducción del impacto de la epidemia VIH/SIDA en el sistema educativo de Sudáfrica. El contrato emerge del programa de lucha contra el HIV/SIDA en la enseñanza superior (HEAIDS) (Sudáfrica) (2007/S 16-017485).

DO UE-S 16 de 24/1/2007
Fecha límite: 27/2/2007

ZA-Tshwane: PERD - Introducción de un módulo piloto sobre el VIH en Facultades de Magisterio de las instituciones de educación superior en Sudáfrica (Sudáfrica) (2007/S 22-025132).

DO UE-S 22 de 1/2/2007
Fecha límite: 5/3/2007



Sociedad de la Información

I-Parma: Servicios de telefonía móvil y transmisión de datos (Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria - EFSA) (2007/S 23-026546).

DO UE-S 23 de 2/2/2007
Fecha límite: 16/3/2007

TR-Ankara: MEDA - Asistencia técnica para la mejora del régimen de acceso al mercado de las telecomunicaciones en Turquía. El objetivo del proyecto será la mejora de la capacidad de la Autoridad en materia de telecomunicaciones en 2 ámbitos principales, la implementación del régimen de acceso en las áreas de separación de precios y de contabilidad que cubra la contabilidad de costes y el desarrollo

de modelos de coste para redes fijas y móviles y acceso desglosado al bucle local (Turquía) (2007/S 24-027778).

DO UE-S 24 de 3/2/2007
Fecha límite: 9/3/2007

L-Luxemburgo: AO 10102 "Servicios informáticos - Desarrollo, mantenimiento y asistencia a diferentes tipos de sistemas de información" (Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas) (2007/S 26-030525).

DO UE-S 26 de 7/2/2007
Fecha límite: 19/3/2007



Transportes

Transporte

KZ-Almaty: Tacis - Desarrollo de centros de certificación de equipamiento para el transporte de productos perecederos en Kazajstán, República Kirguisa, República de Tayikistán, República de Turkmenistán y República de Uzbekistán en el marco de la Convención ATP (Kazajstán, República Kirguisa, Tayikistán, Turkmenistán y Uzbekistán) (2007/S 18-020020).

DO UE-S 18 de 26/1/2007
Fecha límite: 2/3/2007

SY-Damasco: MEDA - Recogida, intercalación y análisis de datos MAM como apoyo a la producción de planes territoriales locales y de planes maestros para el tráfico, el transporte y los trabajos conexos en 6 ciudades sirias (República Árabe Siria) (2007/S 18-020018).

DO UE-S 18 de 26/1/2007
Fecha límite: 1/3/2007

CONVOCATORIA DE PROGRAMAS



Asuntos de Justicia e Interior

Convocatoria de propuestas 2007 sobre la protección de las infraestructuras críticas (PEPIC).

DO UE-C 26 de 6/2/2007, pg. 19
Fecha límite: 29/03/2007

Convocatoria de Propuestas 2007 sobre la prevención de la radicalización violenta.

DO UE-C 21 de 30/1/2007, pg. 6
Fecha límite: 16/04/2007



Política Audiovisual

MEDIA - Apoyo a la distribución transnacional de películas y obras audiovisuales europeas en vídeo (VHS y DVD): Como consecuencia de restricciones presupuestarias, han sido anuladas por Decisión de la Comisión de 31 de octubre de 2006 las convocatorias de propuestas de apoyo automático a la distribución de obras en vídeo. Asimismo, se suspende la generación de fondos de reinversión prevista en dichas convocatorias.

DO UE-C 16 de 24/1/2007, pg. 4

ARTÍCULOS DE REVISTA



Agricultura

PETIT, Yves: "De la dernière à la prochaine réforme de la PAC: l'évolutionnisme permanent de la PAC", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne* (Paris), 503 (décembre 2006), 680-690.



Asuntos de Justicia e Interior

AA.VV.: Monográfico. "Derecho Registral", *Noticias de la Unión Europea* (Valencia), 265 (febrero 2007).

FAJARDO DEL CASTILLO, Teresa: "La Conferencia Ministerial Euro-Africana de Rabat sobre la inmigración y el desarrollo. Algunas reflexiones sobre la Política de Inmigración de España y de la Unión Europea", *Revista de Derecho Comunitario Europeo* (Madrid), 25 (septiembre/diciembre 2006), 913-843.



Asuntos Sociales

D'ADDIO, Anna Cristina y MIRA D'ERCOLE, Marco: "Politiques, institutions et taux de fécondité: une analyse sur données de panel appliquée aux pays de l'OCDE", *Revue Économique de l'OCDE* (Paris), 41 (2005/2), 9-51.

FREIXES, Teresa: "Derechos fundamentales y perspectiva de género en el diálogo intercultural. Especial referencia al ámbito euromediterráneo", *Unión Europea. Aranzadi* (Pamplona), XXXIII, nº 12 (diciembre 2006), 5-15.



Economía

MAESTRO MARTÍNEZ, José Luis: "Las normas internacionales de contabilidad en el ámbito asegurador", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 833 (noviembre-diciembre 2006), 55-68.

MELGAREJO ARMADA, Joaquín: "La previsión social complementaria en el mercado único", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 833 (noviembre-diciembre 2006), 115-129.

HERNÁNDEZ LÓPEZ, Manuel: "Las acciones de oro y la Comisión Europea", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 157-164.



Energía

GOMIS CATALÁ, Lucía: "Plan de acción sobre eficiencia energética", *Unión Europea. Aranzadi* (Pamplona), XXXIII, nº 12 (diciembre 2006), 17-20.

BENAVIDES SALAS, Pablo: "La Comisión y la política energética", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 269-283.

SIERRA, José: "Una historia atormentada: la energía en Europa", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 285-296.



Integración Europea e Instituciones

Integración Europea e Instituciones

SÁNCHEZ PATRÓN, José Manuel: "El procedimiento de ejecución de sentencias: la jurisprudencia del Tribunal de Justicia", *Noticias de la Unión Europea* (Valencia), 264 (enero 2007), 25-31.

YAKEMTCHOUK, Romain: "La Bulgarie et la Roumanie-Nouveaux États membres de l'Union européenne", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne* (Paris), 503 (décembre 2006), 646-653.

MANSITO, Fernando: "Sobre la integración europea. Se hace camino al andar", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 17-29.

ALONSO, Antonio: "Dos etapas estelares de la Comisión Europea y algún entreacto", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 31-49.

COSTA LAFARGA, José: "En las delegaciones de la Comisión: desafíos y experiencias", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 81-93.

DE TORRES SIMÓ, Pedro: "Mitos y realidades de los funcionarios de la Unión Europea", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 95-102.

DÍAZ PARDO, Joaquín: "La cultura del diálogo en la Comisión Europea", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 103-111.

ARTÍCULOS DE REVISTA



HERCE, José A.: "Gobernar desde el futuro", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 151-156.

IGLESIAS BUHIGUES, José Luis: "En el servicio jurídico de la Comisión Europea", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 165-174.

PEÑA ABIZANDA, Eduardo: "Un español en la Comisión Delors", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 185-195.

PORTILLO, Joaquín: "Dificultades de la información europea", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 197-217.

VIÑAS, Ángel: "¿Una víctima de su propio éxito? Sobre el auge y empequeñecimiento de la Comisión", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 297-316.

GIL IBÁÑEZ, José Luis: "La autorización judicial para el embargo preventivo de bienes de las Comunidades Europeas", Revista Aranzadi. Unión Europea (Pamplona), Año 2007, nº 1 (enero 2007), 5-14.

ORTEGA GÓMEZ, Marta: "Legitimación de las asociaciones constituidas para promover los intereses colectivos de una categoría de justiciables ante el Tribunal de Justicia y el Tribunal de Primera Instancia", Revista de Derecho Comunitario Europeo (Madrid), 25 (septiembre/diciembre 2006), 757-797.

DÍEZ PERALTA, Eva: "La representación exterior de la Unión Europea: aspectos jurídico-institucionales", Revista de Derecho Comunitario Europeo (Madrid), 25 (septiembre/diciembre 2006), 841-886.

LOUIS, Jean-Victor: "Le droit de retrait de l'Union européenne", Cahiers de Droit Européen (Bruxelles), 2006, nº 3-4, 293-314.

ILIOPOULOU, Anastasia: "La méthode ouverte de coordination: un nouveau mode de gouvernance dans l'Union européenne", Cahiers de Droit Européen (Bruxelles), 2006, nº 3-4, 315-341.

CHEVALIER, Emilie: "La déclinaison du principe de primauté dans les ordres communautaires: l'exemple de l'union économique et monétaire ouest africaine", Cahiers de Droit Européen (Bruxelles), 2006, nº 3-4, 343-362.



Investigación y Desarrollo

GARCÍA ARROYO, Arturo: "Una visión personal de la política común de investigación y desarrollo", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 113-127.

PARAJÓN COLLADA, Vicente: "Reflexiones sobre la política de innovación tecnológica vista desde la Comisión", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 175-184.

INSTITUTO DE DESARROLLO ECONÓMICO DEL PRINCIPADO DE ASTURIAS: "Comunicación de la Comisión. Poner en práctica el conocimiento: una estrategia amplia de innovación para la UE", Revista Aranzadi. Unión Europea (Pamplona), Año 2007, nº 1 (enero 2007), 23-26.



Medio Ambiente

Medio Ambiente

FERNÁNDEZ DE GATTA SÁNCHEZ, Dionisio: "Articulación y perspectivas del desarrollo sostenible en la Unión Europea", Noticias de la Unión Europea (Valencia), 264 (enero 2007), 35-60.

MANTECA VALDELANDE, Víctor: "Sistema comunitario y nacional de regulación del ruido ambiental", Noticias de la Unión Europea (Valencia), 264 (enero 2007), 61-68.

VELÁSQUEZ MUÑOZ, Carlos Javier: "La política de la Unión Europea sobre el medio ambiente urbano", Noticias de la Unión Europea (Valencia), 264 (enero 2007), 69-82.

GARCÍA URETA, Agustín: "Pagar para participar en un procedimiento administrativo. Comentario al asunto C-216/05, Comisión vs. Irlanda, sentencia del TJCE (sala segunda) de 9 de noviembre de 2006", Revista Aranzadi. Unión Europea (Pamplona), Año 2007, nº 1 (enero 2007), 15-21.



Política Industrial y Pyme

CHALTIEL, Florence: "Les services d'intérêt général-Développements récents", Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne (Paris), 503 (décembre 2006), 637-641.

POU SERRADELL, Víctor: "La Comisión y las nuevas políticas para el sector servicios", Revista de Economía ICE. Información Comercial Española (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 219-237.

ARTÍCULOS DE REVISTA



Política
Regional

Política Regional y de Cohesión

ORDÓÑEZ SOLÍS, David: "La gestión de los Fondos para la ampliación de la Unión Europea en el siglo XXI", *Revista de Derecho Comunitario Europeo* (Madrid), 25 (septiembre/diciembre 2006), 799-839.

CALVO VÉRGEZ, Juan: "La consideración del derecho a una devolución derivada de la exigencia de un tributo incompatible con el Ordenamiento Comunitario como valor patrimonial integrante del derecho de propiedad. El discutible criterio de la STS de 24 de mayo de 2005 a la luz de la Sentencia Dangeville", *Noticias de la Unión Europea* (Valencia), 264 (enero 2007), 85-91.



Relaciones
Exteriores

Relaciones Exteriores

GHÉRARI, Habib y CHEMAIN, Régis: "Chronique: l'Union européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce 2004-2005-Deuxième partie", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne* (Paris), 503 (décembre 2006), 662-669.

BENAVIDES SALAS, Pablo: "La difícil apertura al Este, la crisis yugoeslava y otros frentes", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 51-65.

BORRELL, José Ramón: "La centralidad perdida de la política comercial", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 67-80.

GRANELL, Francesc: "La política de cooperación al desarrollo de la Unión Europea", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 129-150.

PRAT Y COLL, Juan: "El nacimiento de la política mediterránea visto desde la Comisión", *Revista de Economía ICE. Información Comercial Española* (Madrid), 831 (julio-agosto 2006), 239-249.

AA.VV.: Monográfico. "The Foreign and Security Policy of the European Union", *Studia Diplomatica. Brussels Journal of International Relations* (Brussel), Vol. LIX, nº 1 (november-december 2006).

FRANCH FLUXÁ, Juan: "La resolución del caso Mark & Spencer: ¿conclusión o nueva orientación del debate sobre la regulación de las pérdidas en la Unión Europea", *Noticias de la Unión Europea* (Valencia), 264 (enero 2007), 93-103.

GARCÍA MACHANCOSES, Esther: "El Derecho comunitario y la exención íntegra en el Impuesto sobre Sociedades (Sentencia Bosal y el artículo 4.2. Directiva 90/435/CE)", *Noticias de la Unión Europea* (Valencia), 264 (enero 2007), 105-126.

LÓPEZ ESPADAFOR, Carlos María: "Fraude en la cadena de operaciones sometidas al IVA (Comentario a la Sentencia del TJCE de 12 de enero de 2006)", *Noticias de la Unión Europea* (Valencia), 264 (enero 2007), 127-130.

KENNEDY, Mike y SLOK, Torsten: "Réformes structurelles: la solution aux déséquilibres internationaux des paiements courants?", *Revue Économique de l'OCDE* (Paris), 41 (2005/2), 53-81.

BOURLÈS, Renaud y CETTE, Gilbert: "Une comparaison des niveaux de productivité structurels des grands pays industrialisés", *Revue Économique de l'OCDE* (Paris), 41 (2005/2), 83-117.

CRISCUOLO, Chiara: "Les filiales de sociétés étrangères dans les économies de l'OCDE: leur poids, leurs performances et leur contribution à la croissance du pays d'accueil", *Revue Économique de l'OCDE* (Paris), 41 (2005/2), 119-151.

SUTHERLAND, Douglas ; PRICE, Robert y JOUMARD, Isabelle: "Les règles budgétaires s'appliquant aux collectivités territoriales", *Revue Économique de l'OCDE* (Paris), 41 (2005/2), 153-197.

EUROPEAN COMMISSION. DIRECTORATE-GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS: "The impact of ageing on public expenditure: projections for the EU-25 Member States on pensions, healthcare, long-term care, education and unemployment transfers (2004-50)", *European Economy. Special Report* (Brussels), 1/2006.



Transportes

Transporte

GARDE, Amandine y HARAVON, Michael: "De nouveaux droits pour les passagers aériens en Europe", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne* (Paris), 503 (décembre 2006), 670-679.



Unión Económica
y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

EUROPEAN COMMISSION. Directorate-General for Economic and Financial Affairs: "Public finances in EMU. 2006", *European Economy* (Luxembourg), 3/2006.

DOCUMENTOS OFICIALES



Agricultura

Comunicación de la Comisión a los productores de azúcar y remolacha azucarera.

DO UE-C 316 de 22/12/2006, pg. 20

Catálogo común de variedades de especies de plantas agrícolas - Séptimo suplemento a la vigesimocuarta edición integral.

DO UE-C 1 A de 4/1/2007

Catálogo común de variedades de especies de plantas hortícolas - Vigesimoquinta edición integral.

DO UE-C 23 A de 1/2/2007, pg. 1

Comunicación acerca del sistema de información sobre los precios del sector del azúcar.

DO UE-C 24 de 2/2/2007, pg. 2

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO referente a animales de la especie bovina de raza selecta para reproducción (Versión codificada).

COM(2006) 749 de 1/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CE) nº 1784/2003 por el que se establece la organización común de mercados en el sector de los cereales.

COM(2006) 755 de 15/12/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la comercialización, con arreglo a la Directiva 2001/18/CE del Parlamento Europeo y el Consejo, de un clavel (*Dianthus caryophyllus* L., línea 123.2.38) modificado genéticamente para el color de la flor.

COM(2006) 758 de 4/12/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO, AL CONSEJO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Informe anual sobre el programa SAPARD - Año 2005 [SEC(2006) 1628].

COM(2006) 780 de 11/12/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la posición que deberá adoptar la Comunidad en el seno del Consejo de asociación CE-Turquía respecto a la modificación de las concesiones comerciales aplicables a los productos agrícolas transformados contempladas en la Decisión nº 1/95 del Consejo de asociación CE-Turquía relativa al establecimiento de la fase final de la Unión Aduanera y en la Decisión nº 1/97 del Consejo de asociación CE-Turquía relativa al régimen aplicable a determinados productos agrícolas transformados.

COM(2006) 808 de 18/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a los controles, por los Estados miembros, de las operaciones comprendidas en el sistema de financiación por el Fondo Europeo Agrícola de Garantía (Versión codificada).

COM(2006) 813 de 19/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se crea una organización común de mercados agrícolas y se establecen disposiciones específicas para determinados productos agrícolas.

COM(2006) 822 de 18/12/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre la aplicación de las medidas establecidas por la Directiva 2002/2/CE por la que se modifica la Directiva 79/373/CEE relativa a la circulación de los piensos compuestos.

COM(2006) 839 de 20/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 396/2005 relativo a los límites máximos de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos de origen vegetal y animal por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 908 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 98/8/CE relativa a la comercialización de biocidas, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 923 de 22/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CEE) nº 1883/78 relativo a las normas generales sobre la financiación de las intervenciones por el Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola, sección "Garantía".

COM(2007) 12 de 17/1/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO sobre los progresos notificados por Italia a la Comisión y al Consejo en lo que atañe a la recuperación de la tasa suplementaria adeudada por los productores de leche correspondiente al período 1995/96 a 2001/02 (en virtud del artículo 3 de la Decisión 2003/530/CE del Consejo).

COM(2007) 34 de 30/1/2007

DOCUMENTOS OFICIALES



Asuntos de Justicia e Interior

Notificación a la atención de aquellas personas, grupos o entidades que han sido incluidos, por Decisión 2006/1008/CE del Consejo de 21 de diciembre, en la lista de personas, grupos o entidades a las que se aplica el Reglamento (CE) nº 2580/2001.

DO UE-C 320 de 28/12/2006, pg. 3

Dictamen del Supervisor Europeo de Protección de Datos sobre la propuesta modificada de Reglamento del Consejo por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1030/2002 por el que se establece un modelo uniforme de permiso de residencia para nacionales de terceros países.

DO UE-C 320 de 28/12/2006, pg. 21

Dictamen del Supervisor Europeo de Protección de Datos sobre la Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se modifica la Instrucción consular común dirigida a las misiones diplomáticas y oficinas consulares de carrera en relación con la introducción de datos biométricos y se incluyen disposiciones sobre la organización de la recepción y la tramitación de las solicitudes de visado (COM(2006) 269).

DO UE-C 321 de 29/12/2006, pg. 38

Iniciativa de la República de Austria con vistas a la adopción de una Decisión del Consejo sobre la mejora de la cooperación entre las unidades especiales de intervención de los Estados miembros de la Unión Europea en situaciones de crisis.

DO UE-C 321 de 29/12/2006, pg. 45

Resolución del Consejo, de 4 de diciembre de 2006, relativa a un manual actualizado de recomendaciones para la cooperación policial internacional y de medidas de prevención y lucha contra la violencia y los desórdenes relacionados con los partidos de fútbol de dimensión internacional en los que se vea afectado al menos un Estado miembro.

DO UE-C 322 de 29/12/2006, pg. 1

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO sobre la firma de un Protocolo entre la Comunidad Europea, Suiza y Liechtenstein al Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre los criterios y mecanismos para determinar el Estado responsable del examen de una solicitud de asilo presentada en un Estado miembro, en Suiza o en Liechtenstein./ Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO sobre la conclusión de un Protocolo entre la Comunidad Europea, Suiza y Liechtenstein al Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre los criterios y meca-

nismos para determinar el Estado responsable del examen de una solicitud de asilo presentada en un Estado miembro, en Suiza o en Liechtenstein.

COM(2006) 753 de 4/12/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma de un Protocolo entre la Comunidad Europea, la Confederación Suiza y el Principado de Liechtenstein sobre la adhesión del Principado de Liechtenstein al Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre los criterios y mecanismos para determinar el Estado responsable del examen de una solicitud de asilo presentada en un Estado miembro o en Suiza./ Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la conclusión de un Protocolo entre la Comunidad Europea, la Confederación Suiza y el Principado de Liechtenstein sobre la adhesión del Principado de Liechtenstein al Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre los criterios y mecanismos para determinar el Estado responsable del examen de una solicitud de asilo presentada en un Estado miembro o en Suiza.

COM(2006) 754 de 4/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN sobre un Programa Europeo para la Protección de Infraestructuras Críticas.

COM(2006) 786 de 12/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO sobre la identificación y designación de las infraestructuras críticas europeas y la evaluación de la necesidad de mejorar su protección [SEC(2006) 1648, SEC(2006) 1654].

COM(2006) 787 de 12/12/2006

DICTAMEN DE LA COMISION con arreglo a la letra c) del párrafo tercero del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE, sobre las enmiendas del Parlamento Europeo a la posición común del Consejo sobre la propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se establece un proceso monitorio europeo./ ... por el que se modifica la propuesta de la Comisión.

COM(2006) 797 de 6/12/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO por la que se crea la Oficina Europea de Policía (EUROPOL) [SEC(2006) 1682, SEC(2006) 1683].

COM(2006) 817 de 20/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se modifica

DOCUMENTOS OFICIALES

EL REGLAMENTO (CE) Nº 562/2006 por el que se establece un Código comunitario de normas para el cruce de personas por las fronteras (Código de fronteras Schengen), por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 904 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2005/60/CE relativa a la prevención de la utilización del sistema financiero para el blanqueo de capitales y para la financiación del terrorismo, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 906 de 22/12/2006

Asuntos Sociales



INFORME DE LA COMISIÓN sobre el funcionamiento de las disposiciones de la Directiva 2003/88/CE aplicables a los trabajadores offshore.

COM(2006) 853 de 22/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Propuesta de informe conjunto sobre protección social e inclusión social 2007.

COM(2007) 13 de 19/1/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Informe final sobre la realización del plan de acción de la Comisión sobre las capacidades y la movilidad [COM(2002) 72 final].

COM(2007) 24 de 25/1/2007

Competencia

Comunicación de la Comisión relativa a los tipos de interés de recuperación de las ayudas de Estado y los tipos de referencia/de actualización para 25 Estados miembros aplicables a partir del 1 de enero de 2007 - Publicado de conformidad con el artículo 10 del Reglamento (CE) nº 794/2004 de la Comisión de 21 de abril de 2004 (DO L 140 de 30.4.2004, p. 1) y la Comunicación de la Comisión relativa al método de fijación de los tipos de referencia y de actualización (DO C 273 de 9.9.1997, p. 3)

DO UE-C 317 de 23/12/2006, pg. 2

Directrices comunitarias sobre ayudas estatales al sector agrario y forestal 2007-2013.

DO UE-C 319 de 27/12/2006, pg. 1

Marco comunitario sobre ayudas estatales de investigación y desarrollo e innovación.

DO UE-C 323 de 30/12/2006, pg. 1

PROYECTO DE INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO. Informe de evaluación sobre la aplicación del Reglamento (CE) nº 994/98 del Consejo, de 7 de mayo de 1998, sobre la aplicación de los artículos 87 (ex 92) y 88 (ex 93) del Tratado CE a determinadas categorías de ayudas de Estado horizontales, con arreglo al artículo 5 de este Reglamento.

COM(2006) 831 de 21/12/2006

Consumo y Alimentación



Comunicación de la Comisión relativa a la fecha de aplicación obligatoria de la actualización del inventario y la nomenclatura común de ingredientes empleados en los productos cosméticos.

DO UE-C 10 de 16/1/2007, pg. 5

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1829/2003 sobre alimentos y piensos modificados genéticamente, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 912 de 22/12/2006

Economía



Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se adaptan determinadas directivas en el ámbito de la estadística, con motivo de la adhesión de la República de Bulgaria y Rumanía.

COM(2006) 535 de 22/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO Y DEL CONSEJO por la que se deroga la Directiva 71/304/CEE del Consejo, de 26 de julio de 1971, relativa a la supresión de las restricciones a la libre prestación de servicios en el sector de los contratos administrativos de obras y a la adjudicación de contratos administrativos de obras por medio de agencias o sucursales.

COM(2006) 748 de 30/11/2006

COMUNICACIÓN INTERPRETATIVA sobre la aplicación del artículo 296 del Tratado en el ámbito de los contratos públicos de defensa [SEC(2006) 1554, SEC(2006) 1555].

COM(2006) 779 de 7/12/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe de evaluación de la Directiva sobre acuerdos de garantía financiera (2002/47/CE).

COM(2006) 833 de 20/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2006/49/CE sobre la adecuación del capital de las empresas de inversión y las entidades de crédito, por lo que se refiere al ejercicio de las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 901 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2006/48/CE relativa al acceso a la actividad de las entidades de crédito y a su ejercicio, por lo que se refiere al ejercicio de las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 902 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2006/43/CE relativa a la auditoría legal de las cuentas anuales y de las cuentas consolidadas, por lo que se refiere a las competencias de ejecución conferidas a la Comisión.

COM(2006) 903 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2005/68/CE relativa al reaseguro, por lo que se refiere a las competencias de ejecución conferidas a la Comisión.

COM(2006) 905 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2004/109/CE sobre la armonización de los requisitos de transparencia relativos a la información sobre los emisores cuyos valores se admiten a negociación en un mercado regulado, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 909 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2004/39/CE relativa a los mercados de instrumentos financieros, por lo que se refiere a las competencias ejecutivas atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 910 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica

la Directiva 2003/71/CE sobre el folleto que debe publicarse en caso de oferta pública o admisión a cotización de valores, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 911 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2003/6/CE sobre las operaciones con información privilegiada y la manipulación del mercado (abuso del mercado) en lo que respecta a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 913 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2002/87/CE relativa a la supervisión adicional de las entidades de crédito, empresas de seguros y empresas de inversión de un conglomerado financiero, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 916 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2002/83/CE sobre el seguro de vida, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 917 de 22/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1606/2002, relativo a la aplicación de normas internacionales de contabilidad, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 918 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 92/49/CEE sobre coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas relativas al seguro directo distinto del seguro de vida, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 924 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/675/CEE del Consejo por la que se crea un Comité de seguros y pensiones de jubilación, por lo que se refiere al ejercicio de las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 925 de 22/12/2006

CUADERNO DE REFERENCIAS

DOCUMENTOS OFICIALES



Economía

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 85/611/CEE del Consejo, por la que se coordinan las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas sobre determinados organismos de inversión colectiva en valores mobiliarios (OICVM).
COM(2006) 926 de 22/12/2006



Educación

Educación y Universidades

Notificación de títulos de arquitectura.
DO UE-C 332 de 30/12/2006, pg. 35



Empleo

Empleo y Formación

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO, AL CONSEJO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO - Fundación Europea de Formación.
COM(2006) 832 de 19/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - El empleo en las zonas rurales: colmar el déficit de puestos de trabajo [SEC(2006) 1772].
COM(2006) 857 de 21/12/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre la aplicación del Reglamento (CE) nº 577/98 del Consejo [SEC(2007) 29] (encuesta muestral sobre la población activa).
COM(2007) 10 de 17/1/2007



Energía

Energía

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO por la que se aprueba la adhesión de la Comunidad Europea de la Energía Atómica a la Convención sobre la protección física de los materiales nucleares y las instalaciones nucleares.
COM(2006) 518 de 21/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con lo dispuesto en el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (imposición de los usos industriales del GLP e imposición del carbón) (régimen comunitario de imposición de los productos energéticos y de la electricidad).
COM(2006) 768 de 5/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con lo dispuesto en el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (excepciones de carácter regional) (régimen comuni-

tario de imposición de los productos energéticos y de la electricidad).

COM(2006) 795 de 12/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Perspectivas del mercado interior del gas y la electricidad [SEC(2006) 1709, SEC(2007) 12].

COM(2006) 841 de 10/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe sobre los biocarburantes. Informe sobre los progresos realizados respecto de la utilización de biocarburantes y otros combustibles renovables en los Estados miembros de la Unión Europea [SEC(2006) 1721, SEC(2007) 12].

COM(2006) 845 de 10/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Plan prioritario de interconexión [SEC(2006) 1715, SEC(2007) 12].

COM(2006) 846 de 10/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, EL PARLAMENTO EUROPEO, EL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL Y EL COMITÉ DE LAS REGIONES - Hacia un Plan Estratégico Europeo de Tecnología Energética [SEC(2007) 12].

COM(2006) 847 de 10/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Programa de trabajo de la energía renovable. Las energías renovables en el siglo XXI: construcción de un futuro más sostenible [SEC(2006) 1719, SEC(2006) 1720, SEC(2007) 12].

COM(2006) 848 de 10/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN. Investigación de conformidad con el artículo 17 del Reglamento (CE) nº 1/2003 en los sectores europeos del gas y la electricidad (Informe final) [SEC(2006) 1724].

COM(2006) 851 de 10/1/2007



Integración Europea e Instituciones

Integración Europea e Instituciones

Documentos COM distintos de las propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.

DO UE-C 317 de 23/12/2006, pg. 12

Propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.

DO UE-C 317 de 23/12/2006, pg. 14

DOCUMENTOS OFICIALES



Dictámenes del Comité Económico y Social Europeo (429º Pleno, 13-14 septiembre 2006).
DO UE-C 318 de 23/12/2006, pg. 1

Anuncio relativo a la entrada en vigor del Tratado de Adhesión entre el Reino de Bélgica, la República Checa, el Reino de Dinamarca, la República Federal de Alemania, la República de Estonia, la República Helénica, el Reino de España, la República Francesa, Irlanda, la República Italiana, la República de Chipre, la República de Letonia, la República de Lituania, el Gran Ducado de Luxemburgo, la República de Hungría, la República de Malta, el Reino de los Países Bajos, la República de Austria, la República de Polonia, la República Portuguesa, la República de Eslovenia, la República de Eslovaquia, la República de Finlandia, el Reino de Suecia, el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte (Estados miembros de la Unión Europea) y la República de Bulgaria y Rumanía sobre la adhesión de la República de Bulgaria y Rumanía a la Unión Europea.

DO UE-C 321 de 29/12/2006, pg. 1

Unión Europea - Versiones consolidadas del Tratado de la Unión Europea y del Tratado Constitutivo de la Comunidad Europea.

DO UE-C 321 E de 29/12/2006, pg. 1

Dictámenes del Comité Económico y Social Europeo (430º Pleno, 26 octubre 2006).

DO UE-C 324 de 30/12/2006, pg. 1

Comunicaciones: Tribunal de Justicia.

DO UE-C 326 de 30/12/2006, pg. 1

Parlamento Europeo: preguntas escritas con respuesta.

DO UE-C 327 de 30/12/2006, pg. 1

Documentos COM distintos de las propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.

DO UE-C 332 de 30/12/2006, pg. 42

Banco Europeo de Inversiones: Política de divulgación - Principios, normas y procedimientos.

DO UE-C 332 de 30/12/2006, pg. 45

Propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.

DO UE-C 332 de 30/12/2006, pg. 61

Comunicaciones: Tribunal de Justicia.

DO UE-C 20 de 27/1/2007, pg. 1

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Elecciones europeas de 2004. Informe de la Comisión sobre la participación de los ciudadanos de la Unión Europea en el Estado miembro de residencia (Directiva 93/109/CE) y sobre las modalidades electorales (Decisión 76/787/CE modificada por la Decisión 2002/772/CE, Euratom) [SEC(2006) 1645, SEC(2006) 1646, SEC(2006) 1647].

COM(2006) 790 de 12/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO que modifica la Directiva 93/109/CE, de 6 de diciembre de 1993, por la que se fijan las modalidades de ejercicio del derecho de sufragio activo y pasivo en las elecciones al Parlamento Europeo por parte de los ciudadanos de la Unión residentes en un Estado miembro del que no sean nacionales.

COM(2006) 791 de 12/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO. Exposición de motivos común para los 26 actos que deben adaptarse urgentemente a la Decisión del Consejo 1999/468/CE, de 28 de Junio de 1999, por la que se establecen los procedimientos para el ejercicio de las competencias de ejecución, modificada por la Decisión del Consejo 2006/512/CE de 17 de Julio de 2006 [COM(2006) 901, COM(2006) 902, COM(2006) 903, COM(2006) 904, COM(2006) 905, COM(2006) 906, COM(2006) 907, COM(2006) 908, COM(2006) 909, COM(2006) 910, COM(2006) 911, COM(2006) 912, COM(2006) 913, COM(2006) 914, COM(2006) 915, COM(2006) 916, COM(2006) 917, COM(2006) 918, COM(2006) 919, COM(2006) 920, COM(2006) 921, COM(2006) 922, COM(2006) 923, COM(2006) 924, COM(2006) 925, COM(2006) 926].

COM(2006) 900 de 22/12/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO - Informe 1985-2005 sobre la situación financiera del régimen de seguro de desempleo comunitario en favor de los antiguos agentes temporales o contratados que se encuentran sin empleo tras el cese de sus funciones para una Institución de las Comunidades Europeas (véanse los artículos 28 bis y 96 del Régimen aplicable a los otros agentes de las Comunidades Europeas - R.A.A.) [SEC(2007) 13].

COM(2007) 4 de 16/1/2007

Investigación y Desarrollo

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, EL PARLAMENTO EUROPEO Y EL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL - Hacia una utilización más eficaz de los incentivos fiscales a la I+D.

COM(2006) 728 de 22/11/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



Medio Ambiente

Lista de autoridades nacionales competentes con arreglo a lo dispuesto en el Reglamento (CE) nº 648/2004 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 31 de marzo de 2004, sobre detergentes.

DO UE-C 321 de 29/12/2006, pg. 4

DICTAMEN DE LA COMISION con arreglo a la letra c) del párrafo tercero del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE, sobre las enmiendas del Parlamento europeo a la posición común del Consejo sobre la propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativo al instrumento financiero para el medio ambiente (Life+)./ ... por el que se modifica la propuesta de la Comisión.

COM(2006) 759 de 28/11/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la Posición común del Consejo sobre la adopción de una Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la evaluación y gestión de las inundaciones.

COM(2006) 775 de 6/12/2006

INFORME DE LA COMISIÓN. Informe de la Comunidad Europea sobre las cantidades atribuidas (con arreglo al artículo 7, apartado 1, de la Decisión nº 280/2004/CE del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a un mecanismo para el seguimiento de las emisiones de gases de efecto invernadero en la Comunidad y para la aplicación del Protocolo de Kioto).

COM(2006) 799 de 15/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Disposiciones relativas a la cooperación en el ámbito de la contaminación marina accidental o deliberada después de 2007.

COM(2006) 863 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2002/96/CE sobre residuos de aparatos eléctricos y electrónicos (RAEE), por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 914 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2001/18/CE sobre la liberación intencional en el medio ambiente de organismos modificados genéticamente, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 920 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2000/60/CE por la que se establece un marco comunitario de actuación en el ámbito de la política de aguas, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 921 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2000/53/CE relativa a los vehículos al final de su vida útil, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.

COM(2006) 922 de 22/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES. Limitar el calentamiento mundial a 2°C. Medidas necesarias hasta 2020 y después [SEC(2007) 7, SEC(2007) 8].

COM(2007) 2 de 10/1/2007

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre los objetivos contemplados en el artículo 7, apartado 2, letra b), de la Directiva 2000/53/CE relativa a los vehículos al final de su vida útil [SEC(2007) 14, SEC(2007) 15].

COM(2007) 5 de 16/1/2007

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2003/87/CE con el fin de incluir las actividades de aviación en el régimen comunitario de comercio de derechos de emisión de gases de efecto invernadero [SEC(2006) 1684, SEC(2006) 1685].

COM(2006) 818 de 20/12/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



Pesca

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO que modifica la Decisión 2004/585/CE por la que se crean consejos consultivos regionales en virtud de la política pesquera común.

COM(2006) 732 de 27/11/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO sobre la presentación de estadísticas de acuicultura por parte de los Estados miembros.

COM(2006) 864 de 22/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CE) nº 601/2004 del Consejo, de 22 de marzo de 2004, por el que se establecen determinadas medidas de control aplicables a las actividades pesqueras en la zona de la Convención para la Conservación de los Recursos Vivos Marinos Antárticos y se derogan los Reglamentos (CEE) nº 3943/90, (CE) nº 66/98 y (CE) nº 1721/1999.

COM(2006) 867 de 9/1/2007

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a la celebración del Acuerdo de cooperación entre la Comunidad Europea y el Gobierno de la Federación de Rusia en materia de pesca y conservación de los recursos marinos vivos en el Mar Báltico.

COM(2006) 868 de 22/12/2006

INFORME ANUAL DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre la labor realizada por los Estados miembros durante 2005 para conseguir un equilibrio sostenible entre la capacidad pesquera y las posibilidades de pesca [SEC(2006) 1799].

COM(2006) 872 de 9/1/2007

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a la celebración del Acuerdo de asociación en el sector pesquero entre la Comunidad Europea y la República de Madagascar.

COM(2007) 15 de 25/1/2007

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración del Acuerdo en forma de Canje de Notas para la aplicación provisional del Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera establecidas en el Acuerdo entre la Comunidad Europea y la República de Madagascar sobre la pesca en aguas de Madagascar durante el período comprendido entre el 1 de enero de 2007 y el 31 de diciembre de 2012.

COM(2007) 16 de 25/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Examen de la gestión de las poblaciones de peces de aguas profundas.

COM(2007) 30 de 29/1/2007



Política Industrial y Pyme

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (transporte público local de pasajeros, fuerzas armadas, administración pública, ambulancias).

COM(2006) 741 de 30/11/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con lo dispuesto en el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (navegación aérea de recreo privada).

COM(2006) 742 de 30/11/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO de conformidad con lo dispuesto en el artículo 19, apartado 1, de la Directiva 2003/96/CE del Consejo (embarcaciones privadas de recreo).

COM(2006) 743 de 30/11/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativo a la exportación e importación de productos químicos peligrosos.

COM(2006) 745 de 30/11/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre el funcionamiento del Reglamento (CE) nº 304/2003 relativo a la exportación e importación de productos químicos peligrosos.

COM(2006) 747 de 30/11/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativa a la aproximación de las legislaciones de los Estados miembros en materia de marcas (Versión codificada).

COM(2006) 812 de 19/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN relativa a la revisión del régimen comunitario de control de las exportaciones de productos y tecnología de doble uso [COM(2006) 829], [SEC(2006) 1696].

COM(2006) 828 de 18/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se establece un régimen comunitario de control de las exportaciones de productos y tecnología de

CUADERNO DE REFERENCIAS

DOCUMENTOS OFICIALES



Política Industrial
y Pyme

doble uso [COM(2006) 828], [SEC(2006) 1696].
COM(2006) 829 de 18/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO - Perspectivas financieras de la Oficina de Armonización del Mercado Interior (Marcas, Dibujos y Modelos).
COM(2006) 865 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2005/32/CE por la que se instaura un marco para el establecimiento de requisitos de diseño ecológico aplicables a los productos que utilizan energía, así como la Directiva 92/42/CEE del Consejo y las Directivas del Parlamento Europeo y el Consejo 96/57/CE y 2000/55/CE, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.
COM(2006) 907 de 22/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2002/95/CE sobre restricciones a la utilización de determinadas sustancias peligrosas en aparatos eléctricos y electrónicos, por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.
COM(2006) 915 de 22/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Programa de Acción para la reducción de las cargas administrativas en la Unión Europea [SEC(2007) 84, SEC(2007) 85].
COM(2007) 23 de 24/1/2007



Política
Regional

Política Regional y de Cohesión

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO - Informe general sobre la asistencia de preadhesión (PHARE - ISPA - SAPARD) en 2005 [SEC(2006) 1546].
COM(2006) 746 de 30/11/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe de 2005 sobre los instrumentos de preadhesión, transición y PHARE [SEC(2007) 11].
COM(2007) 3 de 12/1/2007



Sanidad

Sanidad

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2001/83/CE por la que se establece un código comunitario sobre medicamentos para uso humano por lo que se refiere a las competencias de ejecución atribuidas a la Comisión.
COM(2006) 919 de 22/12/2006

LIBRO VERDE. Hacia una Europa sin humo de tabaco: opciones políticas a escala de la UE.
COM(2007) 27 de 30/1/2007



Transportes

Transportes

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - "Facilitar la circulación de locomotoras en la Comunidad" [SEC(2006) 1640, SEC(2006) 1641, SEC(2006) 1642].
COM(2006) 782 de 13/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO sobre la interoperabilidad del sistema ferroviario comunitario (Versión codificada).
COM(2006) 783 de 13/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 2004/49/CE sobre la seguridad de los ferrocarriles comunitarios [SEC(2006) 1640, SEC(2006) 1641, SEC(2006) 1642].
COM(2006) 784 de 13/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 881/2004 por el que se crea una Agencia Ferroviaria Europea.
COM(2006) 785 de 13/12/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO sobre el transporte terrestre de mercancías peligrosas [SEC(2006) 1725, SEC(2006) 1726].
COM(2006) 852 de 22/12/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se deroga el Reglamento (CEE) nº 954/79 del Consejo relativo a la ratificación por los Estados miembros del Convenio de las Naciones Unidas relativo a un código de conducta para las conferencias marítimas, o a la adhesión de dichos Estados al Convenio.
COM(2006) 869 de 30/1/2007

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Desarrollo de una política comunitaria de aviación civil respecto a Canadá.
COM(2006) 871 de 9/1/2007

DOCUMENTOS OFICIALES



Unión Económica
y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

Tribunal de Cuentas: Informe del revisor independiente sobre las cuentas del Tribunal de Cuentas relativas al ejercicio 2005.

DO UE-C 315 de 21/12/2006, pg. 1

Nuevas caras nacionales de las monedas en euros destinadas a la circulación: Caras nacionales de las nuevas monedas en euros destinadas a la circulación y emitidas por el Principado de Mónaco.

DO UE-C 316 de 22/12/2006, pg. 21

Dictamen nº 7/2006 del Tribunal de Cuentas sobre la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 1073/1999 relativo a las investigaciones efectuadas por la Oficina Europea de Lucha contra el Fraude (OLAF).

DO UE-C 8 de 12/1/2007, pg. 1

Dictamen nº 8/2006 del Tribunal de Cuentas sobre una propuesta de Reglamento del Consejo por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 2040/2000 del Consejo relativo a la disciplina presupuestaria.

DO UE-C 8 de 12/1/2007, pg. 3

Banco Central Europeo: Memorándum de entendimiento por el que se modifica el Memorándum de entendimiento sobre un Código de Conducta de los miembros del Consejo de Gobierno.

DO UE-C 10 de 16/1/2007, pg. 6

Acuerdo, de 21 de diciembre de 2006, entre el Banco Central Europeo y los bancos centrales nacionales de los Estados miembros que no forman parte de la zona del euro por el que se modifica el Acuerdo de 16 de marzo de 2006 entre el Banco Central Europeo y los bancos centrales nacionales de los Estados miembros que no forman parte de la zona del euro por el que se establecen los procedimientos de funcionamiento del mecanismo de tipos de cambio de la tercera fase de la unión económica y monetaria.

DO UE-C 14 de 20/1/2007, pg. 6

Orientación del Banco Central Europeo, de 18 de diciembre de 2006, por la que se modifica la Orientación BCE/2005/5 sobre las exigencias de información estadística del Banco Central Europeo y los procedimientos de intercambio de información estadística en el Sistema Europeo de Bancos Centrales, en materia de estadísticas de las finanzas públicas (BCE/2006/27).

DO UE-C 17 de 25/1/2007, pg. 1

Orientación del Banco Central Europeo, de 21 de diciembre de 2006, sobre la gestión de los activos

exteriores de reserva del Banco Central Europeo por los bancos centrales nacionales y la documentación jurídica requerida para las operaciones en dichos activos (BCE/2006/28).

DO UE-C 17 de 25/1/2007, pg. 5

Acuerdo, de 30 de diciembre de 2006, entre el Banco Central Europeo y el Banka Slovenije relativo al activo acreditado al Banka Slovenije por el Banco Central Europeo conforme al artículo 30.3 de los Estatutos del Sistema Europeo de Bancos Centrales y del Banco Central Europeo.

DO UE-C 17 de 25/1/2007, pg. 26

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO EUROPEO DE PRIMAVERA - Ejecución de la estrategia de Lisboa renovada para el crecimiento y el empleo "un año de resultados".

COM(2006) 816 de 12/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO - La coordinación de los sistemas de imposición directa de los Estados miembros en el mercado interior.

COM(2006) 823 de 19/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO - Consideración fiscal de las pérdidas en un contexto transfronterizo [SEC(2006) 1690].

COM(2006) 824 de 19/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO - Imposición de salida y necesidad de coordinación de las políticas tributarias de los Estados miembros.

COM(2006) 825 de 19/12/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO, AL COMITÉ DE LAS REGIONES Y AL BANCO CENTRAL EUROPEO - Cinco años de circulación de los billetes y monedas en euros [SEC(2006) 1786].

COM(2006) 862 de 22/12/2006

INFORME DE LA COMISIÓN - Quinto informe de la Comisión sobre el funcionamiento del sistema de control de los recursos propios tradicionales (2003-2005) (artículo 18, apartado 5, del Reglamento (CE, Euratom) nº 1150/2000 del Consejo, de 22 de mayo de 2000).

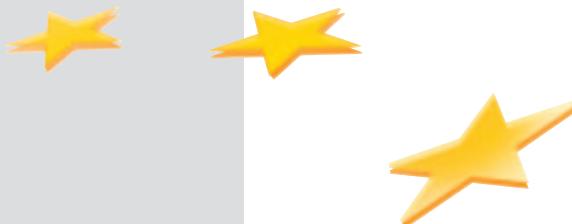
COM(2006) 874 de 9/1/2007

Edición-Redacción

■ Coordinadores

De Epalza Azqueta, Camila
Luque Cano, Luis

Arrow Comunicación
Llamas Fernández, Santiago
Arrizabalaga Cabrera, Ainhoa



■ Diseño

Valentín Álvarez



■ Diseño cubierta

Arrow Comunicación



■ Impresión

Flash Composition SL
www.flashcomposition.com

La opinión vertida en Europa-Euskadi no compromete a la Red Vasca de Información Europea



Red Vasca de Información Europea

(REVIE)

Europako Informazioaren

Euskal Sarea (EIES)

La REVIE tiene como objetivo facilitar a los ciudadanos, empresas, entidades públicas y privadas la información europea de la manera más rápida y completa mediante la acción coordinada de los centros dependientes de las Administraciones Vascas y de los que integran las redes de la Comisión Europea en la Comunidad Autónoma.

EIESren helburua honako hau da: hiriterrei, enpresei eta erakunde publiko zein pribatuei Europako informazioa erarik askarren eta osoenean ematea, Euskal Administrazioen menpeko zentroen ekintzak eta Europako Batzordeak Euskal Autonomian dituen sareetako zentroen ekintzak koordinatzut.

Componen la REVIE/ Hauak osatzen dute EIES:



- Gobierno Vasco
Eusko Jaurlaritzak 945 01 80 57
- Diputación Foral de Alava
Arabako Foru Aldundiak 945 18 18 18
- Diputación Foral de Bizkaia
Bizkaiko Foru Aldundiak 94 406 80 00
- Diputación Foral de Gipuzkoa
Gipuzkoako Foru Aldundiak 943 11 22 90
- EUDEL (Asociación de Municipios Vascos)
EUDELeK (Euskadiko Udalene Elkartea) 94 423 15 00
- Centro Europeo de Información Empresarial de la Cámara de Comercio de Bilbao
Bilboko Merkataritza Ganbarako Enpresa Informazioako Europako Zentroak 94 470 65 00
- Cámara de Gipuzkoa
Gipuzkoako Baskundea Ganberak 943 00 03 00
- Empresarios Alaveses
Arabako Enpresaik 945 00 04 00
- Centro de Documentación Europea de la Universidad de Deusto
Deustuko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 94 413 90 00
- Centro de Documentación Europea de la Universidad del País Vasco
Euskal Herriko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 94 601 36 51/52
- Casa de Cultura Ignacio Aldecoa. Eurobiblioteca de Álava
Ignacio Aldecoa Kultura Etxea. Arabako Euroliburutegiak 945 18 19 44
- Europe Direct Álava 945 18 19 00
- MENDIKOI Europe Direct 945 41 03 03

Si precisa Ud. ampliación de la información recogida en cualquiera de las secciones de este número o sobre cualquier cuestión de la Unión Europea puede dirigirse al centro correspondiente de la REVIE.

Zenbaki honetako edozein atalaletan informazioz edota Europako Batasunari buruzko edozein gaiz gehiago jakin nahi baduzu, jo ezazu EIES-k horretarako daukan zentrora.

www.revie.org

Precio de suscripción: 90,00 € al año/Harpidetza: 90,00 € urtean